

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4663

[2008/204543]

5 DECEMBRE 2008. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 4 novembre 2008 relatif à la prévention et à la gestion des déchets d'emballages, joint en annexe au présent décret.

Art. 3. Les montants prévus à l'article 13, § 1^{er}, 12^o, de l'accord de coopération précité sont affectés exclusivement, pour ce qui concerne la Région wallonne, au fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, dénommé Fonds pour la gestion des déchets, créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Le Gouvernement arrête chaque année, pour l'exercice suivant, les règles d'affectation de ces montants aux missions générales ayant trait à la politique des déchets d'emballages.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 876 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 décembre 2008.

Discussion - Votes.

4 NOVEMBRE 2008

Accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, et notamment l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o et l'article 92bis, § 1^{er};

Vu le décret du 2 juillet 1981 du Conseil régional flamand concernant la prévention et la gestion des déchets, le décret du 27 juin 1996 du Conseil régional wallon relatif aux déchets, ainsi que l'ordonnance du 7 mars 1991 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Considérant que le présent accord de coopération remplace l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages dans le but, notamment, de répondre aux exigences de la Directive 2004/12/CE, à savoir un approfondissement de la définition du terme "emballage", ainsi qu'une hausse des objectifs de recyclage et de valorisation des déchets d'emballages;

Considérant que les déchets d'emballages forment une partie importante des déchets générés sur le territoire belge et qu'il est essentiel que quiconque intervenant dans la production, l'utilisation, l'importation et la distribution de biens emballés, prenne davantage conscience de la place des emballages dans la production de déchets et que, conformément au principe du "pollueur-payeur", il accepte d'en assumer la responsabilité;

Considérant que la ou les personnes de droit privé auxquelles les responsables de déchets d'emballages d'origine ménagère confient l'exécution de leur obligation de reprise accomplissent une mission de service public sous le contrôle des pouvoirs publics;

Considérant que, conformément aux stratégies de l'Union européenne et des Régions en matière de déchets, la gestion des déchets d'emballages comprend comme première priorité la prévention des déchets d'emballages et comme principes fondamentaux supplémentaires, la réutilisation des emballages, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages et de cette façon, la réduction de l'élimination définitive de ces déchets;

Considérant qu'il est nécessaire que la Région de Bruxelles-Capitale et les Régions flamande et wallonne prennent de façon conjointe des mesures concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages afin, d'une part, d'éviter ou de diminuer les effets sur l'environnement de tels déchets et d'assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement sans que, d'autre part, le cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire belge soit perturbé;

Considérant que seul un accord de coopération avec force de loi offre une garantie suffisante pour appliquer un règlement uniforme sur l'ensemble du territoire belge,

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent accord de coopération constitue une transposition partielle de la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiée par la Directive 2004/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004.

Le présent accord de coopération constitue également une transposition partielle de la Directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative aux déchets.

§ 2. Le présent accord de coopération est d'application directe dans la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne.

Sauf disposition contraire, le présent accord de coopération s'applique sans préjudice de l'application des législations régionales en vigueur relatives à la prévention et à la gestion des déchets.

Le présent accord de coopération ne porte pas préjudice aux compétences communales ou d'agglomération en matière de salubrité et de sécurité sur la voie publique.

Le présent accord de coopération s'applique à l'enlèvement et au traitement des déchets d'emballages d'origine ménagère et des déchets d'emballages d'origine industrielle, sans préjudice de la possibilité pour les communes et l'agglomération bruxelloise de prendre, dans la sphère de leurs compétences respectives, des règlements complémentaires s'appliquant à la collecte des déchets d'emballages.

Art. 2. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° "Emballage" : tout produit constitué de matériaux de toute nature, destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation. Tous les articles "à jeter" utilisés aux mêmes fins doivent être considérés comme des emballages.

L'emballage est uniquement constitué de :

- a) l'emballage de vente ou emballage primaire;
- b) l'emballage de groupage ou emballage secondaire;
- c) l'emballage de transport ou emballage tertiaire.

La définition d'"emballage" se base en outre sur les critères ci-dessous :

i) Des articles sont considérés comme emballages s'ils répondent à la définition ci-dessus, sans préjudice d'autres fonctions que l'emballage peut également avoir, à moins que l'article ne fasse partie intégrante d'un produit et qu'il ne soit nécessaire pour contenir, soutenir ou conserver ce produit durant tout son cycle de vie, et que tous les éléments ne soient destinés à être utilisés, consommés ou éliminés ensemble.

ii) Les articles conçus pour être remplis au point de vente, ainsi que les articles à usage unique qui sont vendus, remplis ou conçus pour être remplis au point de vente, sont considérés comme emballages pour autant qu'ils jouent un rôle d'emballage.

iii) Les composants d'un emballage et les éléments auxiliaires intégrés à l'emballage sont considérés comme des parties de l'emballage auquel ils sont incorporés. Les éléments auxiliaires, accrochés directement ou fixés à un produit et qui jouent un rôle d'emballage, sont considérés comme des emballages, à moins qu'ils ne fassent partie intégrante d'un produit et que tous les éléments ne soient destinés à être consommés ou éliminés ensemble;

2° "Emballage de vente ou emballage primaire" : tout emballage conçu de manière à constituer au point de vente une unité de vente pour l'utilisateur final ou le consommateur;

3° "Emballage de groupage ou emballage secondaire" : tout emballage conçu de manière à constituer au point de vente un groupe d'un certain nombre d'unités de vente, qu'il soit vendu tel quel à l'utilisateur final ou au consommateur ou qu'il serve seulement à garnir les présentoirs au point de vente; ces emballages peuvent être enlevés du produit sans en modifier les caractéristiques;

4° "Emballage de transport ou emballage tertiaire" : tout emballage conçu de manière à faciliter la manutention ou le transport d'un certain nombre d'unités de vente ou d'emballages de groupage en vue d'éviter les dommages liés à leur manipulation et à leur transport.

L'emballage de transport ne comprend pas les conteneurs de transport routier, ferroviaire, maritime et aérien;

5° "Emballage de service" : tout emballage primaire, secondaire ou tertiaire, utilisé au point de mise à disposition de biens ou de services aux consommateurs, ainsi que tout emballage de même nature utilisé de la même manière;

6° "Déchets d'emballages" : tout emballage ou tout matériau d'emballage couvert par la définition de déchets figurant dans la législation régionale applicable, à l'exclusion des résidus de production d'emballages;

7° "Déchets d'emballages d'origine ménagère" : les déchets d'emballages provenant de l'activité normale des ménages ainsi que les déchets d'emballages qui, en vertu de la législation régionale applicable, y sont assimilés ou comparables;

8° "Déchets d'emballages d'origine industrielle" : tout déchet d'emballages n'étant pas considéré comme déchets d'emballages d'origine ménagère;

9° "Emballage réutilisable" : tout emballage destiné et conçu pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie un nombre minimum de trajets ou de rotations et être rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu avec ou sans le recours à des produits auxiliaires présents sur le marché qui permettent le remplissage de l'emballage même; ledit emballage devient un déchet d'emballage lorsqu'il cesse d'être réutilisé;

10° "Emballage perdu" : tout emballage n'étant pas un emballage réutilisable au sens du 9°;

11° "Matériau d'emballage" : matière simple ou composée d'origine naturelle ou artificielle composant un emballage;

12° "Prévention" : la réduction de la quantité et de la nocivité pour l'environnement :

a) des matières et substances utilisées dans les emballages et les déchets d'emballages;

b) des emballages et déchets d'emballages aux stades du procédé de production, de commercialisation, de distribution, d'utilisation, de valorisation et d'élimination, notamment par la mise au point de produits et techniques non polluants;

13° "Valorisation" : toute opération couverte par la définition de valorisation figurant dans la législation régionale applicable;

14° "Valorisation énergétique" : l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans apport d'autres déchets, mais avec récupération de la chaleur;

15° "Recyclage" : le retraitement dans un processus de production des déchets aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins, y compris le recyclage organique, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique;

16° "Recyclage organique" : le traitement aérobie (compostage) ou anaérobie (biométhanisation), par des micro-organismes et dans des conditions contrôlées, des parties biodégradables des déchets d'emballages, avec production d'amendements organiques stabilisés ou de méthane. La mise en décharge ne peut être considérée comme une forme de recyclage organique;

17° "Élimination" : toute opération couverte par la définition d'élimination figurant dans la législation régionale applicable;

18° "Collecte" : activité de ramassage, de tri avec ou sans le regroupement des déchets;

19° "Obligation de reprise" : obligation mise à charge du responsable d'emballages d'atteindre, dans le cadre des objectifs et des dispositions fixés par le présent accord de coopération, les taux de valorisation et de recyclage inscrits à l'article 3, §§ 2 et 3 du présent accord de coopération;

20° "Responsable d'emballages" :

a) toute personne qui a fait emballer des produits en Belgique ou les a emballés elle-même en vue de ou lors de leur mise sur le marché belge,

b) dans le cas où les produits mis sur le marché belge n'auraient pas été emballés en Belgique, toute personne qui a fait importer les produits emballés ou qui les a importés elle-même et qui ne déballe ni ne consomme ces biens elle-même,

c) en ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine industrielle provenant de produits qui ne sont pas visés au a), ni au b), toute personne qui déballe ou consomme sur le territoire belge les produits emballés et qui, de ce fait, est jugée responsable des déchets d'emballages qui sont générés,

d) en ce qui concerne les emballages de service, contrairement à ce qui précède, toute personne qui produit ces emballages de service en Belgique en vue de leur mise sur le marché belge, ainsi que toute personne qui, lorsque les emballages de service ne sont pas produits en Belgique, les a importés en Belgique en vue de leur mise sur le marché belge, ou toute personne qui importe les emballages de service et les met elle-même sur le marché belge, qu'elle soit détaillant ou non;

21° "Vendeur" : toute personne qui présente, en vue de vendre, des biens emballés au consommateur en Belgique;

22° "Détaillant" : la personne physique ou morale vendant au public des produits et des marchandises dans un ou plusieurs points de vente dont la superficie de vente ou de consommation cumulée est inférieure ou égale à 200 m²;

23° "Organisme agréé" : la personne morale agréée conformément aux articles 9 et 10 du présent accord de coopération, qui prend à sa charge l'obligation de reprise incombant aux responsables d'emballages;

24° "Commission interrégionale de l'Emballage" : la commission visée à l'article 23 du présent accord de coopération, et chargée de certaines missions d'administration, de contrôle et d'avis dans le cadre du présent accord de coopération;

25° "Administration régionale compétente" : en ce qui concerne la Région flamande, l'"Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij"; en ce qui concerne la Région wallonne, l'Office wallon des déchets du Ministère de la Région wallonne; en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Environnement - I.B.G.E.;

26° "Plan régional des déchets" : le ou les plans adoptés conformément à la législation régionale;

27° "Déballeur industriel" : toute personne, qu'elle soit ou non responsable d'emballages, qui débarrasse de son emballage un produit destiné à l'activité industrielle et qui devient de ce fait détenteur de déchets d'emballages d'origine industrielle.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent accord de coopération s'applique à tout emballage et déchet d'emballages de transport, de groupage et de vente et vise, dans les limites et selon les modalités qu'il décrit, à :

1° prévenir ou diminuer la production ou la nocivité des déchets d'emballages;

2° garantir que la part des emballages réutilisables pour les mêmes biens commercialisés ne régresse pas par rapport à l'année précédente et garantir que le poids total des emballages perdus pour les mêmes biens commercialisés diminue par rapport à l'année précédente;

3° encourager la réutilisation, favoriser et imposer la valorisation et plus particulièrement le recyclage et réduire la part des déchets d'emballages dans les collectes non sélectives;

4° obliger les responsables d'emballages, grâce à l'instauration d'une obligation de reprise, à supporter le coût réel et complet de la collecte, de la valorisation et de l'élimination des déchets d'emballages et pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, à contribuer aux coûts qui y sont liés conformément à l'article 13, § 1^{er}, 12°;

5° instaurer et organiser une obligation d'information dans le chef des responsables d'emballages et des autres personnes concernées par la production, la commercialisation des biens emballés ou la reprise des déchets d'emballages.

§ 2. Les pourcentages globaux minimums, exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus mis sur le marché belge, sont les suivants pour les déchets d'emballages d'origine ménagère :

• à partir de l'année civile 2009 :

• recyclage : 80 %;

• valorisation, à laquelle s'ajoute l'"incinération avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets" : 90 %.

Les pourcentages globaux minimums, exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus mis sur le marché belge, sont les suivants pour les déchets d'emballages d'origine industrielle :

- à partir de l'année civile 2009 :
 - recyclage : 75 %;
 - valorisation, à laquelle s'ajoute l'incinération avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets" : 80 %;
- à partir de l'année civile 2010 :
 - recyclage : 80 %;
 - valorisation, à laquelle s'ajoute l'incinération avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets" : 85 %.

Les pourcentages susmentionnés se calculent selon les modalités définies par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le respect du droit européen. Ils doivent être atteints pour l'ensemble du territoire belge.

§ 3. A partir de l'année civile suivant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les pourcentages de recyclage minimums suivants doivent également être atteints pour les différents matériaux d'emballages pour l'ensemble du territoire belge :

- 60 % en poids pour le verre;
- 60 % en poids pour le papier/carton;
- 60 % en poids pour les cartons à boissons;
- 50 % en poids pour les métaux;
- 30 % en poids pour les plastiques, en comptant exclusivement les matériaux qui sont recyclés sous forme de plastiques;
- 15 % en poids pour le bois.

Les pourcentages de recyclage à atteindre, mentionnés ci-dessus, sont calculés selon les modalités définies par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le respect du droit européen. Ils doivent être atteints pour l'ensemble du territoire belge.

CHAPITRE II. — *Plan général de prévention*

Art. 4. § 1^{er}. Toute personne qui est responsable d'emballages pour une quantité annuelle d'au moins 300 tonnes d'emballages perdus, ainsi que toute personne qui est responsable d'emballages au sens de l'article 2, 20°, a) pour une quantité annuelle d'au moins 100 tonnes d'emballages perdus est tenue de soumettre tous les trois ans, et pour le 30 juin, à la Commission interrégionale de l'Emballage, un plan général de prévention.

Afin de définir la quantité d'emballages dont on est annuellement responsable, l'année de référence est définie et communiquée par la Commission interrégionale de l'Emballage pour chaque plan général de prévention.

Sans préjudice du contenu du plan d'action visé à l'article 22, le plan général de prévention comporte les mesures en matière de prévention réalisées durant l'année écoulée, en cours de réalisation et projetées par le responsable d'emballages, dans le respect des plans régionaux de gestion des déchets. Il décrit, pour les emballages pour lesquels l'entreprise est responsable d'emballages, au moins les mesures projetées et les objectifs chiffrés se rapportant à la diminution des quantités de déchets d'emballages créés et à la réduction de la nocivité de ces déchets d'emballages pour l'homme et pour l'environnement, ainsi que pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, à la quantité de déchets d'emballages non collectés sélectivement, dont les frais de gestion n'incombent pas aux responsables d'emballages.

Dans leur plan général de prévention, les responsables d'emballages peuvent établir une distinction entre les mesures prévues et les objectifs chiffrés portant sur les déchets d'emballages dont ils sont responsables au sens de l'article 2, 20°, a), les déchets d'emballages dont ils sont responsables au sens de l'article 2, 20°, b), les déchets d'emballages dont ils sont responsables au sens de l'article 2, 20°, c) et les déchets d'emballages dont ils sont responsables au sens de l'article 2, 20°, d).

§ 2. Par secteur d'activité économique, le responsable d'emballages visé au § 1^{er} peut confier, par convention, les obligations qui découlent du présent article à une tierce personne morale, qui se substitue à lui pour ces obligations. La personne morale accède à toute demande d'informations émanant de la Commission interrégionale de l'Emballage.

Le responsable d'emballages informe la personne morale concernée de son intention de lui confier cette responsabilité, au plus tard douze mois avant la date limite pour l'introduction du plan de prévention. La personne morale prévient dans les deux mois les responsables d'emballages intéressés et la Commission interrégionale de l'Emballage de son intention d'introduire ou non un plan de prévention au sens de ce paragraphe.

Le plan de prévention introduit par la personne morale décrite ci-dessus, doit satisfaire aux lignes directrices fournies par la Commission interrégionale de l'Emballage à ladite personne morale. La Commission interrégionale de l'Emballage peut en outre indiquer les secteurs et sous-secteurs vis-à-vis desquels le plan de prévention doit prévoir des dispositions.

§ 3. La Commission interrégionale de l'Emballage mène, dans la limite des compétences régionales et en concertation avec les Régions et l'industrie, les actions nécessaires de promotion et de sensibilisation à la prévention auprès des entreprises en vue d'amplifier la politique et les mesures prises en matière de prévention.

Art. 5. § 1^{er}. La Commission interrégionale de l'Emballage évalue et approuve ou refuse chaque plan général de prévention.

En cas de refus, le plan de prévention non approuvé doit être réintroduit dans les délais fixés par la Commission interrégionale de l'Emballage en tenant compte des remarques formulées par celle-ci.

§ 2. Chaque plan général de prévention est évalué à la lumière des conditions générales, définies et communiquées par la Commission interrégionale de l'Emballage au moyen de formulaires standardisés, lesquelles conditions tiennent compte, pour chaque responsable d'emballages tenu de déposer un plan général de prévention, des mesures de prévention du passé, des circonstances limitatives raisonnablement acceptables et du fait que l'entreprise est responsable d'emballages de type a), b), c) ou d) au sens de l'article au sens de l'article 2, 20° pour les emballages concernés; ces conditions générales ont pour objectifs globaux la diminution des quantités de déchets d'emballages créés et la réduction de la nocivité de ces déchets d'emballages pour l'homme et pour l'environnement.

CHAPITRE III. — *La gestion des déchets d'emballages**Section 1^{re}. — Obligation de reprise des responsables d'emballages*

Art. 6. Tout responsable d'emballages, qui met sur le marché au moins 300 kg d'emballages par an, est soumis à l'obligation de reprise.

Dans la mesure où le responsable d'emballages est la personne visée à l'article 2, 20°, a), b) ou d), les pourcentages visés aux §§ 2 et 3 de l'article 3 sont exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus qui ont été commercialisés par le responsable d'emballages au cours de l'année civile.

Dans la mesure où le responsable d'emballages est la personne visée à l'article 2, 20°, c), les pourcentages visés aux §§ 2 et 3 de l'article 3 sont exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus provenant des biens déballés ou consommés pendant l'année civile par le responsable d'emballages qui n'ont pas été emballés par une personne visée à l'article 2, 20°, a) ou d) et qui n'ont pas été importés par une personne visée à l'article 2, 20°, b) ou d).

Art. 7. § 1^{er}. Le responsable d'emballages peut, pour satisfaire à l'article 6, remplir lui-même son obligation de reprise, le cas échéant, en contractant avec toute tierce personne de droit public ou de droit privé pour réaliser l'exécution de tout ou partie de son obligation de reprise.

Dans ce cas, il est obligé de communiquer à la Commission interrégionale de l'Emballage comment il satisfait à son obligation de reprise ou comment la tierce personne avec qui il a contracté permet la réalisation de son obligation individuelle de reprise.

Cette information est transmise chaque année avant le 31 mars et mentionne, le cas échéant, chaque changement dans la méthode de travail utilisée.

En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine ménagère, l'exécution de l'obligation de reprise visée à l'alinéa 1^{er} s'exerce sans préjudice des compétences de la personne de droit public responsable de la collecte des déchets ménagers sur la voie publique.

§ 2. La Commission interrégionale de l'Emballage évalue et, le cas échéant, approuve ou refuse la manière dont le responsable d'emballages, visé au § 1^{er} du présent article, s'acquitte de son obligation de reprise. Elle peut toujours demander des informations supplémentaires.

Art. 8. Sans préjudice de l'application des autres dispositions du présent accord de coopération, tout responsable d'emballages, qui ne souhaite pas remplir lui-même son obligation de reprise en vertu de l'article 7, peut charger un organisme agréé, en vertu de l'article 10, de l'exécution de son obligation de reprise.

La Commission interrégionale de l'Emballage peut, de manière non discriminatoire, autoriser certains responsables d'emballages, dont notamment les détaillants, à se faire représenter auprès de l'organisme agréé. La Commission interrégionale de l'Emballage peut fixer les modalités de cette représentation.

Le responsable d'emballages est censé satisfaire à l'obligation de reprise dès lors qu'il prouve qu'il a contracté directement ou par le biais d'une personne physique ou morale habilitée à le représenter avec l'organisme agréé, pour autant que ce dernier satisfasse aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12, 2° ou, si celui-ci ne remplit pas ses obligations, que le responsable d'emballages puisse démontrer qu'il s'agit pour lui d'un cas de force majeure.

*Section 2. — Les organismes agréés**Sous-section 1^{re}. — Agrément d'un organisme*

Art. 9. L'agrément d'un organisme qui peut être chargé par des responsables d'emballages de remplir leurs obligations découlant de l'article 6, ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constituées en association sans but lucratif en conformité avec la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise requise en vertu de l'article 6 du présent accord;

3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

4° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association aucun qui ait été condamné pour infraction à la législation sur l'environnement des Régions ou d'un Etat membre de l'Union européenne;

5° disposer des moyens suffisants pour accomplir l'obligation de reprise.

Art. 10. § 1^{er}. La demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, en 10 exemplaires auprès de la Commission interrégionale de l'Emballage.

§ 2. La demande contient les informations suivantes :

1° une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*;

2° un plan financier et un budget prévisionnel pour la durée de l'agrément, comprenant notamment :

— l'estimation des recettes des flux de recyclage;

— les modes de calcul et d'évaluation et le montant des cotisations couvrant le coût réel et complet des obligations qui sont à charge de l'organisme agréé ainsi que, par matériau, ses modes de perception;

— les conditions et les modalités de révision des cotisations en fonction de l'évolution des obligations mises à charge de l'organisme agréé en application du présent accord de coopération;

— les modes d'affectation des recettes au bénéfice du fonctionnement du système notamment par la constitution de réserves éventuelles;

— l'estimation des dépenses;

— le financement de pertes éventuelles;

- 3° la zone géographique qui sera desservie;
- 4° la nature des déchets concernés;
- 5° un projet de contrat uniforme que l'organisme agréé doit conclure avec les responsables d'emballages pour prendre en charge leur obligation de reprise;
- 6° lorsque l'agrément concerne des déchets d'emballages d'origine ménagère :
- un modèle de convention établi dans le respect des plans régionaux des déchets, qu'il devra conclure avec les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers; ce modèle de convention doit définir :
 - les modalités de collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère et de prise en charge de la totalité des déchets d'emballages collectés;
 - les conditions techniques minimales par matériau ou type de déchets pour le tri ainsi que pour la planification et l'organisation de l'enlèvement ainsi que la vente des matériaux triés, soit par la personne morale de droit public concernée, soit par l'organisme agréé;
 - les règles et les modalités du remboursement du coût réel et complet, incluant les frais généraux, des opérations effectuées par ou pour le compte de la ou des personnes morales de droit public, en ce compris, la valorisation thermique et l'élimination des résidus des opérations;
 - les règles et les modalités de remboursement des coûts en matière de communication relative aux modalités pratiques de la collecte des déchets d'emballages;
 - la manière dont l'organisme compte garantir et développer les emplois dans les associations ou sociétés à finalité sociale qui, conformément à leur objet social, sont actives dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages, sans préjudice du 3^e alinéa du § 2 de l'article 1^{er};
 - la manière selon laquelle les marchés de collecte sélective, de tri et de recyclage sont organisés;
 - une estimation pour la durée de l'agrément des coûts moyens à la tonne de la collecte non sélective et de l'incinération avec récupération d'énergie;
 - le cas échéant, si l'organisme agréé propose de conclure des conventions avec les Régions conformément à l'article 13, § 1^{er}, 12^o, dernier alinéa, les projets de conventions et leurs budgets respectifs;
- 7° lorsque l'agrément concerne des déchets d'emballages d'origine industrielle :
- une étude relative aux moyens techniques et à l'infrastructure permettant d'atteindre, chaque année de la période pour laquelle l'agrément est demandé, les pourcentages prévus dans le présent accord de coopération;
 - une description concluante de la manière dont l'organisme se propose d'intervenir dans les frais de collecte sélective, de recyclage, de valorisation et d'"incinération avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets" des déballeurs industriels;
 - une description concluante de la manière dont l'organisme se propose d'inciter un maximum de déballeurs industriels à la collecte sélective, au recyclage et à la valorisation;
 - un plan d'actions quant à la problématique des déchets d'emballages des petites entreprises, notamment des P.M.E. et des détaillants;
 - une description concluante de la manière dont l'organisme se propose de perturber le moins possible le libre marché de la collecte sélective, du recyclage et de la valorisation;
 - une description concluante de la manière dont l'organisme garantira le caractère vérifiable et contrôlable des déchets d'emballages d'origine industrielle recyclés et valorisés;
 - le projet des contrats que l'organisme souhaite conclure avec les opérateurs publics et privés, en vue de remplir l'obligation de reprise.

§ 3. Dans les six mois suivant la réception de la demande, la Commission interrégionale de l'Emballage statue sur la demande. Dans les trois mois suivant la réception, la Commission interrégionale de l'Emballage se prononce sur la recevabilité de la demande et, dans l'affirmative, sur son exhaustivité.

Si le dossier de demande n'est pas complet, s'il ne comprend pas tous les points mentionnés au § 2 ou si la Commission interrégionale de l'Emballage demande des informations complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'au moment où, par une lettre recommandée à la poste, le dossier est complété ou la demande d'information est satisfaite.

§ 4. L'agrément fixe les conditions auxquelles l'organisme est tenu de se conformer.

L'agrément est octroyé pour une période qui n'excède pas une durée de cinq ans. Chaque décision d'agrément prévoyant une période inférieure à cinq ans doit être motivée. La décision définitive est publiée intégralement au *Moniteur belge*.

L'agrément ne prend cours que lorsque l'obligation visée à l'article 12, 3^o est remplie.

Sous-section 2. — Sûretés financières à charge des organismes agréés pour les déchets d'emballages d'origine ménagère

Art. 11. § 1^{er}. La Commission interrégionale de l'Emballage fixe dans l'agrément accordé à l'organisme agréé pour les déchets d'emballages d'origine ménagère le montant des sûretés financières qui sont équivalentes aux frais estimés pour la prise en charge de l'obligation de reprise par les personnes morales de droit public pendant une période de neuf mois.

§ 2. Chaque sûreté financière est constituée auprès de la Commission interrégionale de l'Emballage au bénéfice de chaque personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers et ce, dans un délai de soixante jours ouvrables après la conclusion du contrat visé à l'article 13, § 2. Un compte est ouvert au nom de la Commission interrégionale de l'Emballage pour chaque personne morale de droit public.

La sûreté financière peut être constituée soit par un versement au compte de la Caisse de dépôt et consignations, soit par une garantie bancaire. En toute hypothèse, l'organisme agréé précise que la sûreté est en tout ou en partie libérable sur simple demande de la Commission interrégionale de l'Emballage motivée par le cas de non-exécution des obligations.

Dans le cas où la sûreté financière consisterait en une garantie bancaire, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de la Communauté européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 3. En cas d'inexécution partielle ou totale des obligations mises à charge de l'organisme agréé, que celle-ci soit due à son plein gré ou à la suite d'une sanction administrative, la Commission interrégionale de l'Emballage sollicite la libération de tout ou partie de la sûreté financière pour couvrir les frais exposés par les personnes morales de droit public pour l'exécution des obligations incombant à l'organisme agréé.

Avant de solliciter la libération de tout ou partie de la sûreté financière, la Commission interrégionale de l'Emballage adresse un avertissement à l'organisme agréé par lettre recommandée. L'avertissement mentionne explicitement les obligations que l'organisme agréé n'a pas respectées, les mesures spécifiques que doit prendre l'organisme agréé et le délai imparti pour ce faire. Ce délai ne peut pas être inférieur à quinze jours calendriers.

La Commission interrégionale de l'Emballage procède à l'audition de l'organisme agréé si celui-ci le demande. Préalablement à l'audition, l'organisme agréé transmet par écrit à la Commission interrégionale de l'Emballage tous les arguments qu'il considère utiles à sa défense.

La demande d'audition ne suspend pas la procédure.

§ 4. Les sûretés sont restituées :

1° lorsqu'au terme de la durée de l'agrément, le renouvellement de celui-ci n'est pas sollicité par l'organisme agréé;
2° et pour autant que la Commission interrégionale de l'Emballage ait apprécié que toutes les obligations ont été accomplies par l'organisme agréé.

Sous-section 3. — Obligations à charge des organismes agréés

Art. 12. L'organisme agréé est tenu de :

- 1° se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;
- 2° atteindre, pour l'ensemble des responsables d'emballages ayant contracté avec lui, dans les délais prévus, les pourcentages prescrits à l'article 3, §§ 2 et 3;
- 3° conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité;
- 4° percevoir, de manière non discriminatoire, auprès de ses contractants les cotisations indispensables pour couvrir le coût réel et complet pour l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord;
- 5° déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'Emballage, ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée et ses projets de budget pour l'année suivante dans les délais et les formes fixés par ladite Commission;
- 6° adapter les contrats-types figurant dans la demande d'agrément aux conditions de l'agrément octroyé, dans les délais fixés dans l'agrément;
- 7° encourager la collecte sélective de déchets d'emballages.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets d'emballages d'origine ménagère, l'organisme agréé accomplit une mission de service public et doit en sus des obligations prévues à l'article 12 :

1° couvrir de façon homogène l'intégralité du territoire belge, sur lequel les responsables d'emballages commercialisent leurs produits de manière à ce que la collecte, la valorisation et l'élimination des déchets repris soient assurées ou, le cas échéant, fournir la preuve d'une convention avec des tiers à cet égard;

2° atteindre de façon homogène chaque année les pourcentages prévus à l'article 3, §§ 2 et 3 du présent accord;

3° desservir un pourcentage de population équivalent dans chaque Région;

4° calculer les cotisations de ses contractants par matériau d'emballage au prorata :

- des coûts réels et complets imputables à chacun des matériaux;
- des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés;
- de la contribution de chaque matériau à la réalisation des objectifs de l'obligation de reprise;

et ce en vue de financer notamment le coût réel et complet :

- des collectes sélectives existantes et à créer selon les modalités déterminées par la personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers;
- de la collecte sélective de flux de déchets d'emballages ménagers par une instance régionale;
- du coût de recyclage et de valorisation, y compris du déficit éventuel des filières;
- de l'information opérationnelle et de la sensibilisation relative à ces collectes auprès du public;
- du tri des déchets d'emballages collectés;
- de l'élimination des résidus du tri, du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages;

et de contribuer au financement de la politique des régions conformément au 12°;

5° garantir et développer les emplois dans les associations ou sociétés à finalité sociale qui, conformément à leur objet social, sont actives dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages, sans préjudice du 3^e alinéa du § 2 de l'article 1^{er};

6° se conformer aux modalités de collecte déterminées par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers;

7° conclure avec chaque personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers, un contrat conforme au modèle de contrat approuvé par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le cadre de la procédure d'agrément visée à l'article 10;

8° conclure avec chaque instance régionale qui est elle-même responsable de la collecte sélective d'un flux de déchets d'emballages ménagers, un contrat conforme aux conditions fixées par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le cadre de l'agrément visé à l'article 10;

9° fournir une sûreté conformément à l'article 11 dans les soixante jours ouvrables suivant la conclusion du contrat visé au 7°;

10° accepter de conclure un contrat, conforme à celui prévu à l'article 10, § 2, 5°, avec tout responsable d'emballages, soumis à l'obligation de reprise, qui le sollicite;

11° veiller à la qualité des quantités collectées et triées, afin de faciliter le recyclage;

12° contribuer au financement de la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages.

La contribution est exprimée en un montant annuel de 50 eurocents par habitant, le nombre d'habitants étant fixé par les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier.

Le montant de 50 eurocents par habitant est adapté annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation avec, comme taux de base, la moyenne des indices des prix à la consommation des mois de janvier à décembre 2008 inclus, base 2004.

Le montant indexé est arrondi à l'eurocent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dixièmes d'eurocent atteint ou non 5. La Commission interrégionale de l'Emballage publiée au *Moniteur belge* le montant de la contribution tel qu'il est adapté conformément à la présente disposition.

La politique des régions en matière de prévention et de gestion d'emballages peut notamment avoir trait à :

- la prévention des déchets d'emballages;
- la lutte contre la présence d'emballages dans les déchets sauvages;
- le "Research & Development" aux fins d'améliorer la qualité des emballages et principalement leur recyclabilité;
- l'amélioration de la quantité et/ou la qualité des collectes sélectives;
- la collecte non sélective et le traitement des déchets d'emballages.

Le montant global du financement est réparti entre les régions selon les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier de l'année où a lieu la période de déclaration.

La Région détermine la destination concrète de la contribution, après concertation avec l'organisme agréé pour les déchets d'emballages ménagers.

Le cas échéant, la contribution au financement de la politique des Régions peut se concrétiser par une convention entre la Région et l'organisme agréé. Cette convention sera conforme au cadre fourni par l'agrément prévu à l'article 10 et, le cas échéant, à la législation régionale applicable en la matière;

13° garantir le caractère vérifiable et contrôlable du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages d'origine ménagère, ainsi que les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulent le recyclage et la valorisation.

§ 2. Dans les dix jours de la conclusion du contrat visé au § 1^{er}, 7°, l'organisme agréé en transmet une copie intégrale à l'administration régionale compétente et à la Commission interrégionale de l'Emballage.

§ 3. En cas de désaccord entre l'organisme agréé et la personne morale de droit public concernant la conclusion et l'exécution du contrat visé au § 1^{er}, les parties concernées sollicitent la médiation de l'administration régionale compétente. Un observateur de la Commission interrégionale de l'Emballage est invité lors de cette médiation. En cas d'échec définitif de la médiation l'administration régionale compétente en informe son Gouvernement régional.

Art. 14. Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets d'emballages d'origine industrielle, l'organisme agréé est également tenu, outre les obligations prévues à l'article 12 :

1° de couvrir de façon homogène l'intégralité du territoire belge sur lequel les responsables d'emballages mettent leurs produits sur le marché, de sorte que la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages d'origine industrielle soient garantis en vue de remplir l'obligation de reprise;

2° d'atteindre annuellement, pendant la durée de l'agrément et de façon homogène, les pourcentages fixés à l'article 3, §§ 2 et 3 du présent accord;

3° de calculer, de manière non discriminatoire, la cotisation des contractants par matériau d'emballage, en tenant compte en outre des frais encourus par chaque déballeur industriel de déchets d'emballages d'origine industrielle, en vue d'obtenir les pourcentages de l'obligation de reprise et en particulier les pourcentages de recyclage;

4° de prévoir des actions particulières en faveur des plus petits déballeurs industriels, à savoir les déballeurs employant moins de 50 travailleurs et les détaillants, en vue de favoriser la prévention et la valorisation des déchets d'emballages d'origine industrielle et d'en réduire les coûts de gestion. Si besoin est, la Commission interrégionale de l'Emballage définit dans l'agrément de l'organisme des conditions supplémentaires afin de garantir l'application de cette disposition;

5° de perturber le moins possible le libre marché de la collecte sélective, du recyclage et de la valorisation, et de respecter l'égalité entre les opérateurs privés et publics qui sont responsables de la collecte, du tri, du recyclage et de la valorisation de déchets d'emballages d'origine industrielle;

6° de s'engager à conclure un contrat, conformément à l'article 10, § 2, 5°, avec chaque responsable d'emballages, soumis à l'obligation de reprise, qui en fait la demande;

7° d'inciter un maximum de déballeurs industriels à la collecte sélective, au recyclage et à la valorisation, au moyen d'interventions financières forfaitaires dans les frais de conteneurs sélectifs; ces conteneurs sont destinés, pour une partie substantielle, à la collecte de déchets d'emballages d'origine industrielle et qui ne contiennent aucune impureté pouvant empêcher le recyclage ou la valorisation; la Commission interrégionale de l'Emballage prévoit dans l'agrément de l'organisme le pourcentage minimal de déchets d'emballages d'origine industrielle devant occuper les conteneurs destinés à la collecte des déchets industriels;

8° de permettre le développement d'emplois dans les associations ou société à finalité sociale qui, conformément à leur objet social, sont actives dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages;

9° de garantir le caractère vérifiable et contrôlable du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages d'origine industrielle ainsi que les conditions environnementales et sociales dans lesquelles le recyclage et la valorisation sont opérés.

Sous-section 4. — Contrôle des organismes agréés

Art. 15. La Commission interrégionale de l'Emballage peut interroger les réviseurs d'entreprises de l'organisme agréé pour obtenir toutes les informations nécessaires qu'elle souhaite. La Commission interrégionale de l'Emballage peut faire examiner les comptes par un réviseur ou un expert-comptable externe qu'elle désigne. Si l'organisme agréé n'a pas désigné de réviseur, cette tâche est exécutée aux frais de l'organisme agréé.

Art. 16. Le Gouvernement de chaque Région peut nommer et révoquer un délégué ainsi que son suppléant auprès de l'organisme agréé pour les déchets d'emballages d'origine ménagère; le délégué veillera au respect des missions de service public et des obligations imposées par le présent accord.

Les délégués sont entendus, à leur demande, par le conseil d'administration de l'organisme agréé. Ils peuvent, à tout moment, interroger le réviseur d'entreprise et prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et d'une façon générale de tous les documents et de toutes les écritures de l'organisme agréé. Ils peuvent requérir des administrateurs et des préposés de l'organisme agréé toutes les explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Le délégué communique son rapport à la Région.

Section 3. — Obligations à charge des vendeurs et des consommateurs

Art. 17. § 1^{er}. Tout vendeur de biens emballés ménagers, à l'exception du détaillant, est obligé d'accepter sous sa responsabilité, dans des récipients prévus à cet effet, tout emballage de transport et de groupage, rapporté ou laissé sur place par le consommateur et ceci, pour autant que ces emballages proviennent des produits qu'il a commercialisés.

§ 2. En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine industrielle et au cas où le responsable d'emballages serait la personne visée à l'article 2, 20°, a) ou b), le déballeur industriel des biens emballés doit :

- soit mettre les déchets d'emballages à la disposition du responsable d'emballages ou de la personne, désignée en vertu de l'article 7, qui en fait la demande;
- soit, s'il ne réagit pas à la demande du responsable d'emballages ou de l'organisme agréé au sens de l'article 8, recycler, valoriser ou "incinérer avec récupération d'énergie dans des incinérateurs de déchets", les déchets d'emballages en vue d'atteindre au moins les objectifs de l'obligation de reprise, en apportant la preuve de recyclage ou de valorisation au responsable d'emballages soit directement, soit par l'intermédiaire des vendeurs des biens emballés.

CHAPITRE IV. — Obligation d'information

Art. 18. § 1^{er}. Le responsable d'emballages, qui est soumis à l'obligation de reprise, est tenu de communiquer à la Commission interrégionale de l'Emballage, au plus tard pour le 31 mars de chaque année et au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par cette dernière, par type d'emballages, des données en ce qui concerne l'année précédente et des estimations en ce qui concerne l'année en cours, relatives à :

1° la quantité totale d'emballages de transport, de groupage et de vente, exprimée en kg, volume et nombre d'unités, qui est commercialisée, en distinguant les emballages perdus des emballages réutilisables;

2° la composition de chaque type d'emballage en mentionnant les matières utilisées et au moins la présence de métaux lourds et de matériaux recyclés, exprimée en pourcentage de poids;

3° la quantité totale de déchets d'emballages collectés, recyclés, valorisés, incinérés avec ou sans récupération d'énergie et mis en décharge, ventilés par matériau;

4° la quantité totale, en poids et en volume, des biens commercialisés dans les emballages perdus, ventilée par matériau d'emballage;

5° la quantité totale, en poids et ventilée par matériau d'emballage et par type de produits, des biens mis sur le marché dans des emballages réutilisables;

6° la quantité totale d'emballages, par matériau, considérés comme dangereux en raison de leur contamination par les produits qu'ils contiennent.

§ 2. Tout responsable d'emballages peut confier, par secteur d'activité économique, par convention à une personne morale, les obligations d'information qui découlent du § 1^{er} du présent article. La Commission interrégionale de l'Emballage peut fixer les modalités de cette délégation.

§ 3. Dans le cas où le responsable d'emballages chargerait un organisme agréé de l'exécution de son obligation de reprise, ce dernier fournit, pour chacun de ses adhérents, au minimum les informations exigées en vertu du § 1^{er}, 1°, 3°, 4° et 5° du présent article. L'organisme agréé peut présenter les informations exigées en vertu du § 1^{er}, 3° d'une manière globalisée pour l'ensemble de ses adhérents.

§ 4. Au 2^e et 3^e anniversaire du délai maximum accordé pour l'introduction du plan général de prévention visé au Chapitre II du présent accord de coopération, le responsable d'emballages ou la personne morale habilitée à le représenter est tenu(e) de communiquer une évaluation de l'exécution dudit plan général de prévention à la Commission interrégionale de l'Emballage, à l'aide d'un formulaire dont le modèle est établi par cette dernière. La Commission interrégionale de l'Emballage se prononce sur cette évaluation et demande, le cas échéant, des actions correctrices.

§ 5. En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine ménagère, les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers sont tenues de communiquer à la Commission interrégionale de l'Emballage au plus tard pour le 31 mai de chaque année, les informations qu'elle demande concernant la collecte et le traitement de déchets d'emballages d'origine ménagère et concernant leurs divers accords contractuels avec l'organisme agréé. La Commission interrégionale de l'Emballage établit un formulaire standardisé, transmis par écrit ou sous format électronique, afin de remplir cette obligation d'information. La Commission interrégionale de l'Emballage demandera uniquement aux personnes morales de droit public, les données dont elle ne dispose pas encore ou ne pourrait disposer par le biais d'une simple demande auprès des administrations régionales compétentes.

Art. 19. Tout organisme agréé est tenu de communiquer à la Commission interrégionale de l'Emballage avant le 31 mars de chaque année des données en ce qui concerne l'année précédente et des estimations en ce qui concerne l'année en cours, relatives à :

1° la liste complète des responsables d'emballages qui ont contracté en vertu de l'article 8 avec l'organisme agréé;

2° par type de déchets d'emballages et par matériau dont sont composés ces déchets, les quantités totales commercialisées par ses contractants et les pourcentages collectés, recyclés, valorisés et éliminés au cours de l'année précédente;

3° les moyens financiers mis à disposition par chaque responsable d'emballages contractant en vertu de l'article 8 avec l'organisme agréé;

4° les données financières intervenant dans le calcul des cotisations.

Art. 20. § 1^{er}. A l'exception des communications relatives aux modalités pratiques de collecte des déchets d'emballages, telles que prévues aux articles 10, § 2, 6° et 13, § 1^{er}, 4° et 7°, tout projet d'actions d'information, de sensibilisation des consommateurs et de publicité envisagé par l'organisme agréé est soumis à l'avis préalable de la Commission interrégionale de l'Emballage. Celle-ci précise dans son avis si les actions projetées sont conformes aux objectifs et dispositions de l'accord de coopération, de même qu'aux objectifs des politiques régionales en matière de déchets.

§ 2. L'organisme agréé ne peut en aucun cas être sponsor commercial. Par "sponsoring commercial", on entend le sponsoring dont l'objectif principal est d'augmenter la renommée de l'organisme agréé. Le sponsoring visant principalement à remplir l'objet statutaire de l'organisme agréé n'est pas considéré comme du "sponsoring commercial".

Art. 21. L'apposition sur les emballages de tout logo ou texte, tendant à expliciter l'accomplissement des obligations découlant du présent accord, est soumise à l'avis préalable de la Commission interrégionale de l'Emballage, soit par l'organisme agréé, soit par les responsables d'emballages n'ayant pas confié l'exécution de leur obligation de reprise à un organisme agréé. La Commission interrégionale de l'Emballage précise dans son avis si le projet de logo ou de texte est conforme aux objectifs et dispositions de l'accord de coopération, de même qu'aux objectifs des politiques régionales en matière de déchets.

Art. 22. Le vendeur, à l'exception du détaillant, est tenu de soumettre à l'avis de la Commission interrégionale de l'Emballage, tous les 3 ans et au moment prévu à l'article 4, § 1^{er} pour l'introduction des plans généraux de prévention, un plan d'actions concernant la manière dont il compte communiquer à sa clientèle :

- les montants financiers destinés au financement des obligations du présent accord de coopération par les responsables d'emballages, pour chaque type d'emballage commercialisé dans le point de vente,
- la mise en œuvre de l'article 17, § 1^{er}.

La Commission interrégionale de l'Emballage précise dans son avis si le plan d'actions est conforme aux objectifs et dispositions de l'accord de coopération, de même qu'aux objectifs des politiques régionales en matière de déchets.

Ce plan d'actions peut être inclus dans le plan de prévention visé à l'article 4. La communication à la clientèle comprend également un message global concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

Pour l'accomplissement de cette obligation, le vendeur peut se faire représenter par une tierce personne morale.

CHAPITRE V. — *La Commission interrégionale de l'Emballage et l'administration régionale compétente*

Section 1^{re}. — La Commission interrégionale de l'Emballage

Art. 23. § 1^{er}. Les Régions maintiennent l'existence de la Commission interrégionale de l'Emballage, créée par l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, en tant qu'institution commune visée à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Elle est dotée de personnalité juridique.

La Commission interrégionale de l'Emballage est composée d'un organe de décision et d'un secrétariat permanent, qui a pour mission d'assister l'Organe de décision.

L'Organe de décision est composé de neuf membres. Chaque Gouvernement régional nomme et révoque trois membres effectifs et trois membres suppléants.

Le secrétariat permanent est composé de fonctionnaires et d'agents que chaque Gouvernement régional met à la disposition de la Commission interrégionale de l'Emballage pour l'accomplissement des missions administratives et techniques qui lui reviennent.

Au lieu de mettre du personnel à disposition, chaque Région peut choisir, par année budgétaire, d'allouer des budgets spécifiques à la Commission de l'Emballage pour l'engagement de son personnel propre.

Les budgets spécifiques alloués couvrent aussi les frais de fonctionnement du secrétariat social qui sera chargé par la Commission de l'Emballage des aspects pratiques liés à la gestion du personnel.

§ 2. Les membres du personnel du secrétariat permanent mis à disposition par les Gouvernements régionaux restent régis par les dispositions statutaires qui leur sont applicables. La supervision journalière du fonctionnement de chacun au sein du Secrétariat permanent est assurée par le directeur qui, au besoin, émet des comptes-rendus à l'administration concernée par rapport aux membres mis à disposition.

§ 3. Le secrétariat a un directeur et un comité de direction, où sont représentées les 3 régions. Le fonctionnement du secrétariat permanent est régi par un règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'Organe de décision. Ce règlement d'ordre intérieur précise les compétences respectives du directeur et du comité de direction.

Le directeur et les chefs de service sont nommés par l'Organe de décision.

La gestion quotidienne du Secrétariat permanent est du ressort du directeur. Les chefs de service disposent chacun d'un profil de fonction au contenu déterminé leur permettant d'élaborer les stratégies.

Le comité de direction assure une cohérence stratégique entre les services. Toutes les décisions formelles et en particulier, celles relatives à l'accord de coopération, sont réservées à l'Organe de décision, après avoir été analysées au préalable au sein du comité de direction et présentées à l'approbation de l'Organe de décision.

§ 4. Le directeur et le président représentent la Commission interrégionale de l'Emballage dans les affaires en justice. Le directeur peut négocier seul en cas d'extrême urgence.

Art. 24. L'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage se réunit au moins 10 fois par an, ainsi qu'à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si les trois Régions sont représentées.

Les membres de l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage désignent, chaque année et à compter du 5 mars, en leur sein, un nouveau président en respectant une alternance entre les régions. Le secrétariat de l'organe de décision est assuré par le secrétariat permanent.

Tout avis, proposition ou décision de la Commission interrégionale de l'Emballage doit être pris au consensus pour autant qu'au moins un représentant de chaque Région soit présent.

Art. 25. L'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage transmet chaque année et au plus tard 6 mois avant le début de l'année budgétaire une proposition de budget aux gouvernements régionaux.

Le budget annuel de la Commission interrégionale de l'Emballage est approvisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 26. § 1^{er}. L'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage :

- 1° approuve les plans généraux de prévention et se prononce sur leurs évaluations;
- 2° approuve la manière selon laquelle le responsable d'emballages qui n'a pas chargé un organisme agréé de l'exécution de son obligation de reprise, s'acquitte de ses obligations;
- 3° contrôle le budget et la tarification appliquée par les organismes agréés;

4° octroie, contrôle, suspend et retire l'agrément de l'organisme ou modifie à tout moment, après avoir entendu les représentants de l'organisme agréé, pour des raisons d'intérêt général, les conditions d'exercices de l'activité contenues dans l'agrément;

5° fixe le montant de chaque sûreté financière et sollicite sa libération en cas de non-exécution des obligations à charge de l'organisme, conformément à l'article 11 du présent accord de coopération;

6° rend un avis sur les actions d'information, de sensibilisation des consommateurs et de publicité entreprises par l'organisme agréé, à l'exception des communications relatives aux modalités pratiques de collecte des déchets d'emballages, prévues aux articles 10, 6° et 13, § 1^{er}, 4° et 7°;

7° rend un avis sur l'apposition d'un logo ou texte sur les emballages tendant à expliciter l'accomplissement des obligations du présent accord;

8° rend un avis sur le message prévu à l'article 22;

9° établit les chiffres de références globaux relatifs au poids des emballages perdus commercialisés chaque année dans chaque Région et les chiffres de références spécifiques relatifs au poids des emballages perdus commercialisés chaque année par les responsables d'emballages ayant contracté avec un organisme agréé;

10° fixe l'organigramme et les règles de fonctionnement interne de la Commission interrégionale de l'Emballage;

11° autorise certains groupes de responsables d'emballages à se faire représenter auprès de l'organisme agréé, comme le prévoit l'article 8, et fixe les modalités de cette représentation;

12° fixe les modalités de la délégation prévue à l'article 18, § 2.

§ 2. La Commission interrégionale de l'Emballage vérifie :

1° comment les pourcentages minimums de valorisation, additionnés "de l'incinération avec récupération d'énergie dans des incinérateurs de déchets", et de recyclage sont atteints par les responsables d'emballages ou les organismes agréés;

2° les informations devant lui être communiquées en vertu des articles 18 et 19.

§ 3. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage interrogent les réviseurs d'entreprise de l'organisme agréé ou examinent les comptes conformément à l'article 15 et se chargent du contrôle des dispositions du présent accord de coopération.

§ 4. La Commission interrégionale de l'Emballage établit annuellement un rapport sur ses activités à destination des Gouvernements régionaux.

§ 5. La Commission interrégionale de l'Emballage peut soutenir les régions, à leur demande, en ce qui concerne l'organisation d'obligations de reprise afférentes à d'autres déchets que les déchets d'emballages.

A la demande des régions, la Commission interrégionale de l'Emballage se chargera notamment de :

- rédiger les notes nécessaires pour veiller à une approche interrégionale des obligations de reprise pour d'autres flux de déchets que les déchets d'emballages;
- organiser des réunions communes de concertation entre les régions et les autres parties prenantes concernant ces obligations de reprise;
- organiser des réunions de concertation entre les Régions concernant ces obligations de reprise.

Un représentant de la Commission interrégionale de l'Emballage participera éventuellement ou non aux réunions susmentionnées. La Commission interrégionale de l'Emballage se chargera, sur demande, des comptes-rendus de ces réunions.

Art. 27. La Commission interrégionale de l'Emballage formule des propositions et/ou avis aux Gouvernements régionaux concernant :

1° son fonctionnement interne, son budget annuel;

2° la modification du présent accord de coopération pour des raisons d'ordre légal ou factuel;

3° la manière dont la perception des cotisations et la répartition des flux financiers sont effectuées par l'organisme agréé;

4° l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation;

5° l'évaluation du montant des cotisations demandées par l'organisme agréé à ses contractants.

Section 2. — Les administrations régionales compétentes

Art. 28. Chaque administration régionale compétente :

1° offre sa médiation en cas de désaccord entre l'organisme agréé et la personne morale de droit public concernant la conclusion et l'exécution du contrat visé à l'article 13, § 1^{er}, 7°;

2° rend un avis à la Commission interrégionale de l'Emballage sur l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation, ainsi qu'en matière d'incinération avec récupération d'énergie dans des incinérateurs de déchets;

3° rend un avis à la Commission interrégionale de l'Emballage sur la conformité de la planification des zones géographiques couvertes par l'organisme agréé, avec le plan régional des déchets.

CHAPITRE VI. — Contrôle, sanctions administratives et dispositions pénales

Section 1^{re}. — Le contrôle

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres du personnel du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'emballage, ainsi que les fonctionnaires et agents de chaque administration compétente de la Région désignés par leur Gouvernement, sont chargés du contrôle des dispositions du présent accord de coopération. Les régions veillent au respect, de la part des fonctionnaires et agents de l'administration compétente de la Région, des directives générales de contrôle établies par la Commission interrégionale de l'Emballage.

Les fonctionnaires du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, ainsi que les fonctionnaires et agents de chaque administration compétente de la Région désignés par leur Gouvernement, ont la qualité d'agent de police judiciaire et prêtent serment en cette qualité. Ils peuvent se faire assister par la police ordinaire. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Tout responsable d'emballages, tout vendeur, tout organisme agréé et toute personne morale au sens de l'article 4, § 2, est tenu(e) de produire, à la demande des personnes citées au premier paragraphe, tout document et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tout renseignement relatif à l'exécution de ses obligations en vertu du présent accord de coopération.

Lorsque ces documents et correspondance sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes nommées au premier paragraphe ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous forme lisible et intelligible. Les personnes nommées au premier paragraphe peuvent également requérir la personne mentionnée plus haut de réaliser, en leur présence et sur son matériel, des copies dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou d'une partie des données précitées, ainsi que d'effectuer les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations du présent accord de coopération.

§ 3. Tout responsable d'emballages, tout vendeur ou tout organisme agréé est tenu d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, pour autant que ceux-ci ne soient pas utilisés comme habitation, afin de permettre aux personnes citées au premier paragraphe de contrôler le respect des obligations du présent accord de coopération.

Sont à considérer comme locaux où une activité est exercée, notamment les bureaux, les fabriques, les ateliers, les magasins, les garages et les terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts.

Section 2. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 30. Au cas où l'organisme agréé ne respecterait pas une des obligations fixées aux articles 12, 13 et 14, la Commission interrégionale de l'Emballage peut adresser un avertissement à ce dernier par lettre recommandée. L'avertissement mentionne explicitement les obligations que l'organisme agréé n'a pas respectées, les mesures spécifiques que doit prendre l'organisme agréé et le délai raisonnable imparti pour ce faire.

La Commission interrégionale de l'Emballage procède à l'audition de l'organisme agréé si celui-ci le demande. Préalablement à l'audition, l'organisme agréé transmet par écrit à la Commission interrégionale de l'Emballage tous les arguments qu'il considère utiles à sa défense.

La demande d'audition ne suspend pas la procédure.

La Commission interrégionale de l'Emballage peut procéder à la suspension de l'agrément si l'organisme agréé :

- 1° ne met pas en pratique, ou pas dans les temps, les mesures mentionnées dans l'avertissement;
- 2° n'atteint pas les pourcentages de recyclage et de valorisation que l'organisme agréé est tenu d'atteindre;
- 3° ne respecte pas son obligation d'information;
- 4° ne satisfait plus aux conditions d'agrément;
- 5° commet des infractions à la législation sur l'environnement.

L'agrément ne peut être suspendu que si au préalable l'organisme agréé est invité par la Commission interrégionale de l'Emballage à être auditionné.

Si la Commission interrégionale de l'Emballage suspend l'agrément, elle détermine la durée de cette suspension. La Commission interrégionale de l'Emballage annule la suspension si elle constate que l'organisme agréé a mis fin aux actions ayant donné lieu à la suspension. Si l'organisme agréé n'a pas cessé ces actions avant la fin de la suspension, la Commission interrégionale de l'Emballage peut alors procéder au retrait de l'agrément, après convocation préalable de l'organisme à une audition.

Les décisions de suspension ou de retrait de l'agrément sont publiés intégralement au *Moniteur belge*.

Section 3. — Amendes administratives

Art. 31. § 1^{er}. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au responsable d'emballages visé à l'article 4, § 1^{er}, qui n'a pas confié son obligation à une personne morale au sens de l'article 4, § 2 et qui soit ne communique pas de plan général de prévention conformément au premier alinéa de l'article 4, § 1^{er}, soit ne communique pas de plan de prévention adapté à l'entière des remarques effectuées par la Commission interrégionale de l'Emballage, dans les délais impartis conformément au second alinéa de l'article 5, § 1^{er}, après que cette dernière ait refusé le plan général de prévention. L'amende administrative s'élève à 2.500 euros.

Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative à la personne morale au sens de l'article 4, § 2, qui soit ne communique pas de plan général de prévention conformément au premier alinéa de l'article 4, § 1^{er}, soit ne communique pas de plan de prévention adapté à l'entière des remarques effectuées par la Commission interrégionale de l'Emballage, dans les délais impartis conformément au second alinéa de l'article 5, § 1^{er}, après que cette dernière ait refusé le plan général de prévention. L'amende administrative s'élève à 2.500 euros par responsable d'emballages qui a confié son obligation à cette personne morale. Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 25.000 euros.

§ 2. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au responsable d'emballages ou à l'organisme agréé qui n'a pas obtenu dans les délais impartis les pourcentages fixés, exprimés en tonne par an, à atteindre conformément aux articles 6 ou 12. L'amende administrative s'élève à :

- 1° 500 euros pour chaque tonne entamée de déchets d'emballages non valorisée dans les délais prévus, ni incinérée avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets, et
- 2° 1.000 euros pour chaque tonne entamée de déchets d'emballages non recyclée dans les délais prévus.

Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 25.000 euros.

L'amende administrative se calcule sur la base des données dont dispose la Commission interrégionale de l'Emballage.

§ 3. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative à l'organisme agréé ayant reçu un avertissement au sens de l'article 30, 1^{er} alinéa et qui ne met pas en pratique, ou pas dans les temps, les mesures mentionnées dans l'avertissement. L'amende administrative s'élève à 500 euro par jour de non mise en œuvre des mesures, à compter du lendemain de la réception de l'avertissement, sauf si l'avertissement prévoit lui-même une date ultérieure avant laquelle l'amende ne peut pas être imposée.

Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 10.000 euros.

§ 4. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au :

1^o vendeur ou déballeur industriel qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 17;

2^o responsable d'emballages qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 18;

3^o vendeur qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 22.

L'amende administrative s'élève à 500 euros.

§ 5. En cas de concours de différentes infractions, seule l'amende administrative la plus élevée est imposée.

Si une nouvelle infraction est commise dans les trois ans qui suivent une condamnation pénale pour un des délits prévus à l'article 32 ou après l'imposition d'une amende administrative, les montants mentionnés à cet article sont alors doublés.

Section 4. — Dispositions pénales

Art. 32. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de cinq cent à cinq mille euros ou d'une de ces sanctions, le responsable d'emballages qui n'a pas confié ses obligations à une personne morale conformément à l'article 4, § 2 et qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 4.

Est punie d'une amende de cinq cent à cinq mille euros, la personne morale au sens de l'article 4, § 2 qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 4.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de mille à deux millions d'euros ou d'une de ces sanctions, le responsable d'emballages qui n'a pas confié ses obligations à une personne morale conformément à l'article 7, § 1^{er} et qui ne respecte pas l'obligation de reprise de l'article 6.

Est punie d'une amende de mille à deux millions d'euros, la personne morale au sens du premier alinéa de l'article 7, § 1^{er}, qui ne respecte pas l'obligation de reprise de l'article 6.

§ 3. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cent à cinq mille euros ou d'une de ces sanctions, le responsable d'emballages qui ne respecte pas l'obligation d'information des deuxième et troisième alinéas du § 1^{er} de l'article 7.

§ 4. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cent à cinq mille euros ou d'une de ces sanctions, le responsable d'emballages qui n'a pas confié son obligation à une personne morale conformément à l'article 18, § 2 et qui ne respecte pas l'obligation d'information de l'article 18, § 1^{er}.

Est punie d'une amende de cent à cinq mille euros, la personne morale visée à l'article 18, § 2, qui ne respecte pas l'obligation d'information de l'article 18, § 1^{er}.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cent à cinq mille euros ou d'une de ces sanctions, le responsable d'emballages qui n'a pas confié son obligation à une personne morale conformément à l'article 4, § 2 et qui ne respecte pas l'obligation d'information de l'article 18, § 4.

Est punie d'une amende de cent à cinq mille euros, la personne morale visée à l'article 4, § 2, qui ne respecte pas l'obligation d'information de l'article 18, § 4.

§ 5. Est puni d'une amende de mille à deux millions d'euros, l'organisme agréé qui enfreint les prescriptions de l'article 12, de l'article 13, § 1^{er} ou de l'article 14.

§ 6. Est puni d'une amende de cent à cinq cent mille euros, l'organisme agréé qui ne respecte pas l'obligation d'information de l'article 18, § 3 ou de l'article 19.

§ 7. Est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent à un million d'euros ou d'une de ces sanctions, toute personne qui, de quelque manière, entrave ou tente délibérément d'entraver le contrôle du respect du présent accord de coopération.

Section 5. — Procédure

Art. 33. § 1^{er}. La procédure décrite dans cet article ne s'applique que si l'article 31 du présent accord de coopération prévoit également la possibilité d'imposer une sanction administrative pour un fait décrit comme un délit à l'article 32.

§ 2. Lorsqu'un membre du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage constate un délit, cet agent verbalisateur apprécie si d'après lui, le fait est suffisamment sérieux pour justifier une poursuite pénale. Si c'est le cas selon lui, il envoie le procès-verbal au procureur du Roi. Il en envoie une copie au contrevenant.

Si l'agent verbalisateur estime que le fait n'est pas suffisant pour justifier une poursuite pénale, il envoie son appréciation, avec copie du rapport de contrôle, au procureur du Roi qui approuve ou refuse cette appréciation. Le refus du procureur du Roi implique que le procès-verbal doit lui être immédiatement transmis, avec copie au contrevenant.

Si le procureur du Roi n'a pas communiqué sa décision sur ladite appréciation à l'agent verbalisateur dans un délai de dix jours ouvrables, l'appréciation est censée être approuvée.

Dans ce cas, l'agent verbalisateur envoie le procès-verbal aux membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, désignés à cet effet par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, à la suite de quoi la procédure de l'article 34 sera appliquée. Il envoie aussi une copie dudit procès-verbal au contrevenant.

§ 3. Si l'agent verbalisateur ne fait pas partie de la Commission interrégionale de l'Emballage, il envoie un duplicata du procès-verbal au contrevenant et informe la Commission interrégionale de l'Emballage.

§ 4. Le procureur du Roi dispose d'un délai de six mois, à compter du jour suivant la réception du procès-verbal, pour informer la Commission interrégionale de l'Emballage par écrit qu'il souhaite engager une poursuite pénale ou faire application de l'article 216bis ou de l'article 216ter du Code de procédure pénale.

§ 5. L'annonce du procureur du Roi dans le délai imparti de six mois, stipulant qu'il souhaite engager une poursuite ou faire application de l'article 216bis ou de l'article 216ter du Code de procédure pénale, exclut l'imposition d'une amende administrative conformément à l'article 31.

§ 6. Si le procureur du roi informe par écrit qu'il ne souhaite pas engager de poursuite pénale ni faire application de l'article 216bis ou de l'article 216ter du Code de procédure pénale, les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, désignés à cet effet par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, peuvent alors imposer une amende administrative pour l'infraction, conformément aux articles 31 et 34. Ceci s'applique également dans le cas où le procureur du Roi ne communiquerait pas sa décision par écrit dans les six mois suivant le jour de réception du procès-verbal.

§ 7. Les § 4, § 5 et § 6 de cet article ne s'appliquent pas lorsqu'une partie civile intente l'action pénale. Si le procureur du Roi estime qu'une amende administrative est plus adaptée dans ce cas, il le communique par écrit à la Commission interrégionale de l'Emballage. La procédure de l'article 34 sera ensuite d'application.

§ 8. L'action pénale échoit dans tous les cas dès la décision d'imposer une amende administrative conformément à l'article 34. Si un tribunal s'est prononcé sur le délit et le jugement est passé en force de chose jugée, aucune sanction administrative ne peut plus être imposée.

Art. 34. § 1^{er}. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, désignés à cet effet par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, peuvent imposer une amende administrative pour les infractions mentionnées à l'article 31.

Avant de prendre une décision d'imposer une amende administrative, ils invitent le contrevenant à faire connaître ses moyens de défense dans un délai qu'ils auront fixé. Ils procèdent à l'audition du contrevenant si celui-ci le demande dans le délai précité.

§ 2. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, désignés à cet effet par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, imposent l'amende administrative dans un délai de six mois, à compter de la rédaction du procès-verbal. Dans le cas de l'article 33, § 6 et § 7, ce délai ne débute qu'au jour suivant la réception de la communication écrite du procureur du Roi ou l'expiration du délai de six mois mentionné à l'article 33, § 6.

§ 3. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage, désignés à cet effet par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, motivent leur décision d'imposer une amende administrative. Ils fixent le montant précis de l'amende.

§ 4. La Commission interrégionale de l'Emballage notifie la décision à la personne sanctionnée par le biais d'un courrier postal recommandé ou signifie la décision par exploit d'huissier, dans un délai d'un mois suivant la prise de décision, sous peine de déchéance de l'amende.

§ 5. Si un procès-verbal a été transmis au procureur du Roi, de même que dans le cas de l'article 33, § 7 du présent accord de coopération, la Commission interrégionale de l'Emballage envoie un duplicata de la décision au procureur du Roi.

§ 6. L'amende administrative doit être payée dans un délai de trois mois, à dater du jour suivant la signification ou la notification de la décision.

Elle peut être réglée par versement ou virement sur le compte de la Commission interrégionale de l'Emballage. La décision mentionne formellement ce numéro de compte, ainsi que la communication devant accompagner ce paiement.

§ 7. La personne sanctionnée qui conteste la décision des membres du Secrétariat permanent, désignés par l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage, peut introduire un recours contre la décision d'imposer une amende administrative, auprès du tribunal de première instance. Le recours est introduit par requête contradictoire sur la base des articles 1034bis et suivants du Code judiciaire. Le tribunal de Bruxelles est territorialement compétent. Le délai pour exercer le recours est de trois mois à partir de la notification ou de la signification de la décision. Ce délai est prescrit sous peine de déchéance. La Commission interrégionale de l'Emballage intervient en tant que partie défenderesse dans ce recours.

Le recours ne suspend pas la décision. Si un recours est introduit, la Commission interrégionale de l'Emballage consigne l'amende payée auprès de la Caisse des dépôts et consignations, dans l'attente du jugement définitif. Toutefois, le tribunal de première instance de Bruxelles est habilité à suspendre l'exécution de la décision d'imposer une amende, faisant l'objet du recours, si cette exécution peut entraîner des conséquences graves pour la personne concernée.

Le tribunal de première instance de Bruxelles est habilité à abaisser l'amende administrative au minimum légal, en présence de circonstances atténuantes. Le tribunal de première instance de Bruxelles est également habilité à accorder une suspension d'exécution des peines, si les circonstances exigées pour ce faire sont réunies.

§ 8. En cas de non-paiement de l'amende administrative dans les trois mois suivant la signification, la Commission interrégionale de l'Emballage envoie la décision, avec une requête en recouvrement, au service qui s'occupe du recouvrement non fiscal au sein du Service public fédéral Finances.

§ 9. L'amende revient à la Commission interrégionale de l'Emballage.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 35. Afin de trancher les conflits pouvant survenir de l'interprétation et de l'exécution du présent accord de coopération, il est institué une juridiction de coopération composée d'un représentant de chaque Région, désigné par les Gouvernements respectifs.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge par chaque Gouvernement régional conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1^{er} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La procédure de cette juridiction est suivie conformément aux dispositions précisées dans la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 36. L'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est abrogé.

Art. 37. Le présent accord de coopération entre en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Tout plan général de prévention au sens de l'article 4 approuvé avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération reste valable pour le terme fixé.

Tout agrément au sens de l'article 10 accordé avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération et non conforme aux dispositions du présent accord de coopération est adapté conformément à l'article 26, § 1^{er}, 4^o, au plus tard dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur fixée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Bruxelles, le 4 novembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
Mme H. CREVITS

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Ministre wallon de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre bruxelloise chargée de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et du Tourisme,
Mme E. HUYTEBROECK

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4663

[2008/204543]

5. DEZEMBER 2008 — Dekret zur Zustimmung zu dem Kooperationsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt eine in Art. 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Dem Kooperationsabkommen vom 4. November 2008 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen, das dem vorliegenden Dekret beigelegt ist, wird zugestimmt.

Art. 3 - Die in Artikel 13 § 1 12^o des vorerwähnten Kooperationsabkommens vorgesehenen Beträge werden, was die Wallonische Region betrifft, ausschließlich dem Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, der unter der Bezeichnung "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds für die Abfallbewirtschaftung) innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region eingerichtet worden ist, zugewiesen.

Die Regierung bestimmt jedes Jahr für das folgende Jahr die Regeln für die Verwendung dieser Beträge für die allgemeinen Aufgaben im Rahmen der Politik der Verpackungsabfälle.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Fußnote

(1) Sitzung 2008-2009.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 876 (2008-2009), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2008.

Diskussion - Abstimmung.

4. NOVEMBER 2008

Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, geändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1980 und vom 16. Juli 1993, und insbesondere auf Artikel 6 § 1 II, 2^o und Artikel 92bis, § 1;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Rats vom 2. Juli 1981 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen, des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1996 über Abfälle sowie die Ordonnanz des Rats der Region Brüssel-Hauptstadt vom 7. März 1991 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

In der Erwägung, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 1996 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen ersetzt insbesondere, um den Erfordernissen der Richtlinie 2004/12/EG zu genügen, das heißt die Begriffsbestimmung für "Verpackungen" weiter zu präzisieren wie auch die Verwertungsziele für Verpackungsabfälle anzuheben;

In der Erwägung, dass Verpackungsabfälle einen bedeutenden Anteil der Abfälle ausmachen, die auf belgischem Staatsgebiet entstehen, und dass es von wesentlicher Bedeutung ist, dass all denjenigen, die sich mit der Herstellung, der Verwendung, der Einfuhr und der Distribution von verpackten Waren befassen, bewusster wird, in welchem Maße Verpackungen zu Abfall werden, und dass sie gemäß dem Verursacherprinzip die Verantwortung für solchen Abfall akzeptieren;

In der Erwägung, dass die Person oder Personen des Privatrechts, denen die Verpackungsverantwortlichen ihre Rücknahmepflicht für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft anvertrauen, unter Aufsicht der öffentlichen Behörden eine Aufgabe des öffentlichen Dienstes erfüllen;

In der Erwägung, dass in Übereinstimmung mit der Abfallstrategie der Europäischen Union und der Regionen für die Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen an erster Stelle die Vermeidung von Verpackungsabfällen steht und als weitere Grundprinzipien die Wiederverwendung der Verpackungen, die stoffliche Verwertung und sonstigen Formen der Verwertung von Verpackungsabfällen gelten, um so die endgültige Beseitigung solcher Abfälle zu verringern;

In Erwägung, dass es notwendig ist, dass die Region Brüssel-Hauptstadt und die Flämische und die Wallonische Region gemeinsam Maßnahmen zur Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen treffen, um einerseits die Folgen solcher Abfälle für die Umwelt zu vermeiden oder zu verringern und so ein hohes Umweltschutzniveau zu gewährleisten, ohne andererseits den allgemeinen Rechtsrahmen der belgischen Wirtschaftsunion und die Währungseinheit zu stören;

In der Erwägung, dass nur ein Zusammenarbeitsabkommen mit Gesetzeskraft eine ausreichende Gewähr für eine für das gesamte belgische Staatsgebiet einheitliche Regelung bietet:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - § 1 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen ist eine teilweise Umsetzung der Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rats vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle, abgeändert durch die Richtlinie 2004/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rats vom 11. Februar 2004.

Dieses Zusammenarbeitsabkommen ist zudem eine teilweise Umsetzung der Richtlinie 2006/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rats vom 5. April 2006 über Abfälle.

§ 2 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ist direkt anwendbar in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region und in der Wallonischen Region.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen beeinträchtigt das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen in keiner Weise die regional geltenden Bestimmungen zur Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen beeinträchtigt in keiner Weise die Befugnisse der Gemeinden oder Agglomerationen in Bezug auf Sauberkeit und Sicherheit auf den öffentlichen Straßen.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen gilt für die Abfuhr und Behandlung von Verpackungsabfällen häuslicher und industrieller Herkunft unbeschadet der Möglichkeit für die Gemeinden und die Brüsseler Agglomeration, im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse zusätzliche Bestimmungen für die Sammlung von Verpackungsabfällen zu verabschieden.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Definitionen:

1^o "Verpackung": aus beliebigen Stoffen hergestellte Produkte zur Aufnahme, zum Schutz, zur Handhabung, zur Lieferung und zur Darbietung von Waren, die vom Rohstoff bis zum Verarbeitungserzeugnis reichen können und vom Hersteller an den Benutzer oder Verbraucher weitergegeben werden. Auch alle zum selben Zweck verwendeten "Einwegartikel" sind als Verpackungen zu betrachten.

Unter den Begriff "Verpackungen" fallen ausschließlich

- a) Verkaufsverpackungen oder Erstverpackungen;
- b) Umverpackungen oder Zweitverpackungen;
- c) Transportverpackungen oder Drittverpackungen.

Der Begriff "Verpackungen" wird des Weiteren von den folgenden Kriterien bestimmt:

i) Gegenstände gelten als Verpackungen, wenn sie der oben genannten Begriffsbestimmung entsprechen, unbeschadet anderer Funktionen, die die Verpackung möglicherweise ebenfalls erfüllt, es sei denn, der Gegenstand ist integraler Bestandteil eines Produkts, der zur Umschließung, Unterstützung oder Konservierung dieses Produkts während seiner gesamten Lebensdauer benötigt wird, und alle Komponenten sind für die gemeinsame Verwendung, den gemeinsamen Verbrauch oder die gemeinsame Entsorgung bestimmt.

ii) Gegenstände, die dazu konzipiert und bestimmt sind, in der Verkaufsstelle gefüllt zu werden, und 'Einwegartikel', die in gefülltem Zustand verkauft oder dazu konzipiert und bestimmt sind, in der Verkaufsstelle gefüllt zu werden, gelten als Verpackungen, sofern sie eine Verpackungsfunktion erfüllen.

iii) Verpackungskomponenten und Zusatzelemente, die in eine Verpackung integriert sind, gelten als Teil der Verpackung, in die sie integriert sind. Zusatzelemente, die unmittelbar an einem Produkt hängen oder befestigt sind und eine Verpackungsfunktion erfüllen, gelten als Verpackungen, es sei denn, sie sind integraler Bestandteil des Produkts und alle Komponenten sind dazu bestimmt, zusammen verbraucht oder entsorgt zu werden.

2^o "Verkaufsverpackung oder Erstverpackung": jede Verpackung, die dem Endabnehmer oder -verbraucher in der Verkaufsstelle als eine Verkaufseinheit angeboten wird;

3^o "Umverpackung oder Zweitverpackung": jede Verpackung, die eine bestimmte Anzahl von Verkaufseinheiten enthält, und die in der Verkaufsstelle entweder als solche an den Endabnehmer oder -verbraucher abgegeben wird oder allein zur Bestückung der Verkaufsregale dient; diese Verpackung kann von der Ware entfernt werden, ohne dass dies deren Eigenschaften beeinflusst;

4° "Transportverpackung oder Drittverpackung": jede Verpackung, welche das Verladen und den Transport von mehreren Verkaufseinheiten oder Umverpackungen erleichtert, um so Sachschaden durch das Verladen und den Transport zu vermeiden. Container für den Straßen-, Schienen-, Schiffs- und Lufttransport fallen nicht unter den Begriff der Transportverpackung;

5° "Serviceverpackung": Jede Erst-, Zweit- oder Drittverpackung, die dem am Punkt der Bereitstellung von Waren und Dienstleistungen für den Verbraucher verwendet wird, sowie jede gleichartige Verpackung, die in derselben Weise verwendet wird;

6° "Verpackungsabfälle": Verpackungen oder Verpackungsmaterialien, die im Sinne der geltenden regionalen Bestimmungen unter den Begriff "Abfälle" fallen, mit Ausnahme von Rückständen aus der Verpackungsherstellung;

7° "Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft": Verpackungsabfälle aus der normalen Tätigkeit der Haushalte sowie Verpackungsabfälle, die ihnen gemäß den geltenden regionalen Bestimmungen gleichgestellt oder damit vergleichbar sind.

8° "Verpackungsabfälle industrieller Herkunft": alle Verpackungsabfälle, die nicht als Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft angesehen werden;

9° "wiederverwendbare Verpackung": jede Verpackung, die dazu bestimmt und entwickelt wurde, während ihrer Lebensdauer eine Mindestzahl von Kreislaufdurchgängen zu erfüllen, und wiederbefüllt oder wiederverwendet zu werden im Hinblick auf dieselbe Zweckbestimmung als diejenige, für die sie entwickelt wurde, mit oder ohne Unterstützung von auf dem Markt vorhandenen Hilfsmitteln, die das erneute Befüllen der Verpackung ermöglichen; diese Verpackung wird zu Verpackungsabfall, sobald sie nicht mehr wiederverwendet wird;

10° "Einwegverpackung": jede Verpackung, die keine wiederverwendbare Verpackung im Sinne von 9° ist;

11° "Verpackungsmaterial": einfacher oder zusammengesetzter Stoff natürlicher oder künstlicher Herkunft, der eine Verpackung bildet;

12° "Vermeidung": die Verringerung der Menge und der Umweltschädlichkeit:

a) der in Verpackungen und Verpackungsabfällen enthaltenen Materialien und Stoffe,

b) der Verpackungen und Verpackungsabfälle auf der Ebene des Herstellungsverfahrens, der Vermarktung, des Vertriebs, der Verwendung, der Aufwertung und der Beseitigung, insbesondere durch die Entwicklung umweltverträglicher Produkte und Technologien;

13° "Verwertung": Jede Handlung auf welche gemäß den regionalen Bestimmungen die Definition für Verwertung zutrifft;

14° "energetische Verwertung": die Verwendung von brennbarem Verpackungsabfall zur Energieerzeugung durch direkte Verbrennung mit oder ohne Abfall anderer Art, aber mit Rückgewinnung der Wärme;

15° "stoffliche Verwertung": die in einem Produktionsprozess erfolgende Wiederaufarbeitung der Abfallmaterialien für den ursprünglichen Zweck oder für andere Zwecke einschließlich der organischen Verwertung, jedoch mit Ausnahme der energetischen Verwertung;

16° "organische Verwertung": aerobe Behandlung (Kompostierung) oder die anaerobe Behandlung (Biogas-erzeugung) - über Mikroorganismen und unter Kontrolle - der biologisch abbaubaren Bestandteile von Verpackungsabfällen mit Erzeugung von stabilisierten organischen Rückständen oder von Methan. Die Deponierung kann nicht als eine Form der organischen Verwertung betrachtet werden;

17° "Beseitigung": Jede Handlung auf welche gemäß den regionalen Bestimmungen die Definition für Beseitigung zutrifft;

18° "Sammlung": das Einsammeln, Sortieren oder das Zusammenfügen von Abfällen;

19° "Rücknahmepflicht": die Verpflichtung zu Lasten des Verpackungsverantwortlichen, im Rahmen der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegten Ziele und Bestimmungen die in Artikel 3 §§ 2 und 3 dieses Zusammenarbeitsabkommens festgelegten Quoten für die Verwertung und stoffliche Verwertung zu erreichen;

20° "Verpackungsverantwortlicher":

a) jede Person, die Produkte zwecks oder bei ihrer Vermarktung in Belgien verpackt hat oder hat verpacken lassen.;

b) wurden die auf den belgischen Markt gebrachten Produkte nicht in Belgien verpackt, jede Person, die die verpackten Produkte hat einführen lassen oder selbst eingeführt hat und die diese Waren nicht selbst entpackt oder verbraucht;

c) was Verpackungsabfälle industrieller Herkunft anbelangt, die nicht unter a) oder b) fallen, jede Person, die die verpackten Produkte auf belgischem Staatsgebiet entpackt oder verbraucht und aufgrund dessen für die entstehenden Verpackungsabfälle als verantwortlich gilt;

was Serviceverpackungen anbelangt, in Abweichung zu dem Vorstehenden, jede Person, die diese Serviceverpackungen in Belgien herstellt, um sie in Belgien auf den Markt zu bringen, wie auch, wenn die Serviceverpackungen nicht in Belgien hergestellt werden, jede Person, die sie zur Vermarktung in Belgien nach Belgien eingeführt hat, oder jede Person, die die Serviceverpackungen einführt und sie selbst in Belgien auf den Markt zu bringt, gleich ob als Einzelhändler oder nicht.

21° "Verkäufer": jede Person die verpackte Waren anbietet, um sie an Endabnehmer in Belgien zu verkaufen;

22° "Einzelhändler": natürliche oder juristische Personen, die an einer oder mehreren Verkaufsstellen, deren Verkaufsfläche oder Verkaufs- und Verbrauchsfläche zusammengenommen 200 m² nicht übersteigen, öffentlich Produkte oder Waren verkaufen;

23° "zugelassene Einrichtung": gemäß Artikeln 9 und 10 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zugelassene juristische Personen, die die Rücknahmepflicht der Verpackungsverantwortlichen übernimmt;

24° "Interregionale Verpackungskommission": die in Artikel 23 dieses Zusammenarbeitsabkommens erwähnte Kommission, die in dessen Rahmen mit bestimmten Verwaltungs-, Kontroll- und Gutachteraufgaben beauftragt wird;

25° "azuständige Regionalverwaltung": für die Flämische Region ist dies die "Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij", für die Wallonische Region das Wallonische Amt für Abfälle, für die Region Brüssel-Hauptstadt Bruxelles Environnement - IBGE;

26° "regionaler Abfallplan": der Plan oder die Pläne, die gemäß den regionalen Bestimmungen gebilligt wurden;

27° "Industrieverpacker": jeder der, gleich ob er Verpackungsverantwortlicher ist oder nicht, ein für eine industrielle Tätigkeit bestimmtes Produkt seiner Verpackung entledigt und dadurch in den Besitz von Verpackungsabfällen industrieller Herkunft gelangt.

Art. 3 - § 1 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen gilt für alle Abfälle von Transport-, Um- und Verkaufsverpackungen und hat im Rahmen seiner Grenzen und Bestimmungen folgende Zielsetzungen:

- 1° die Erzeugung oder die Schädlichkeit von Verpackungsabfällen zu vermeiden oder zu verringern;
- 2° sicherzustellen, dass der Anteil der wiederverwendbaren Verpackungen für die gleichen vermarkten Güter gegenüber dem vorhergehenden Jahr nicht zurückgeht und zu gewährleisten, dass das Gesamtgewicht der Einwegverpackungen für die gleichen vermarkten Güter gegenüber dem vorhergehenden Jahr geringer wird;
- 3° die Wiederverwertung zu fördern und die Verwertung und insbesondere die stoffliche Verwertung zu begünstigen und aufzuerlegen, sowie den Anteil an Verpackungsabfällen bei der gemischten Erfassung zu verringern;
- 4° durch die Einführung der Rücknahmepflicht, den Verpackungsverantwortlichen die tatsächlichen Kosten für die Sammlung, die Wiederverwertung und die Beseitigung von Verpackungsabfällen im vollen Umfang aufzuerlegen und sie im Hinblick auf Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft zu verpflichten, sich an den damit verbundenen Kosten gemäß Artikel 13 § 1 12° zu beteiligen;
- 5° für die Verpackungsverantwortlichen und andere an der Herstellung und Vermarktung von verpackten Gütern oder an der Rücknahme der Verpackungsabfälle beteiligten Personen, eine Informationspflicht einführen und organisieren.

§ 2 - Die Mindestanteilswerte ausgedrückt als prozentualer Anteil am Gewicht bezogen auf das Gesamtgewicht der in Belgien auf den Markt gebrachten Einwegverpackungen betragen für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft:

- ab dem Kalenderjahr 2009:
- stoffliche Verwertung: 80%;
- Verwertung zuzüglich "Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen": 90%.

Die Mindestanteilswerte ausgedrückt als prozentualer Anteil am Gewicht bezogen auf das Gesamtgewicht der in Belgien auf den Markt gebrachten Einwegverpackungen betragen für Verpackungsabfälle industrieller Herkunft:

- ab dem Kalenderjahr 2009:
- stoffliche Verwertung: 75%;
- Verwertung zuzüglich "Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen": 80%;
- ab dem Kalenderjahr 2010:
- stoffliche Verwertung: 80%;
- Verwertung zuzüglich "Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen": 85%.

Die vorstehend genannten Prozentsätze werden gemäß den Bestimmungen der Interregionalen Verpackungskommission in Übereinstimmung mit dem europäischen Recht errechnet. Sie müssen für das gesamte belgische Staatsgebiet erreicht werden.

§ 3 - Ab dem Kalenderjahr, das dem Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens folgt, müssen zudem für die verschiedenen Verpackungsmaterialien in Hinblick auf die stoffliche Verwertung die folgenden Mindestprozentsätze für das gesamte belgische Staatsgebiet erreicht werden:

- 60% des Gewichts bei Glas;
- 60% des Gewichts bei Papier/Pappe;
- 60% des Gewichts bei Getränkekartons;
- 50% des Gewichts bei Metall;
- 30% des Gewichts bei Kunststoffen, wobei nur Material berücksichtigt wird, das durch stoffliche Verwertung wieder zu Kunststoff wird;
- 15% des Gewichts bei Holz.

Die vorstehend genannten Prozentsätze für die stoffliche Verwertung werden gemäß den Bestimmungen der Interregionalen Verpackungskommission in Übereinstimmung mit dem europäischen Recht errechnet. Sie müssen für das gesamte belgische Staatsgebiet erreicht werden.

KAPITEL II — Allgemeiner Präventionsplan

Art. 4 - § 1 - Jeder Verpackungsverantwortliche, der pro Jahr für mindestens 300 Tonnen Einwegverpackungen zuständig ist, und jeder Verpackungsverantwortliche, der im Sinne von Artikel 2 20°, a) für eine Jahresmenge von 100 Tonnen Einwegverpackungen zuständig ist, muss der Interregionalen Verpackungskommission alle drei Jahre zum 30. Juni einen allgemeinen Präventionsplan vorlegen.

Um die Verpackungsmenge zu ermitteln, für die man pro Jahr verantwortlich ist, wird von der Interregionalen Verpackungskommission das Bezugsjahr festgesetzt und bekanntgegeben.

Unbeschadet des Inhalts des Aktionsplans gemäß Artikel 22 enthält der allgemeine Präventionsplan die von dem Verpackungsverantwortlichen im abgelaufenen Jahr realisierten Präventionsmaßnahmen, die derzeit durchgeführten Maßnahmen und die für die Dauer des Präventionsplans entsprechend den regionalen Abfallplänen vorgesehenen Maßnahmen. Er beschreibt für die Verpackungen, für welche das Unternehmen Verpackungsverantwortlicher ist, zumindest die vorgesehenen Maßnahmen und die beabsichtigten Zielmengen in Hinblick auf die Reduzierung der veranschlagten Verringerung der Verpackungsabfallmenge und der Schädlichkeit dieser Verpackungsabfälle für den Menschen und die Umwelt sowie für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft die Reduzierung der Verpackungsabfallmenge bei der gemischten Erfassung, für welche die Bewirtschaftungskosten nicht zu Lasten der Verpackungsverantwortlichen gehen.

Die Verpackungsverantwortlichen können in ihrem allgemeinen Präventionsplan zwischen den vorgesehenen Maßnahmen und Zielmengen unterscheiden je nachdem, ob sie sich auf Verpackungsabfälle beziehen, für die sie Verpackungsverantwortliche im Sinn von Artikel 2 20°, a) sind, auf Verpackungsabfälle, für die sie Verpackungsverantwortliche im Sinn von Artikel 2 20°, b), auf Verpackungsabfälle, für die sie Verpackungsverantwortliche im Sinn von Artikel 2 20°, c) und auf Verpackungsabfälle, für die sie Verpackungsverantwortliche im Sinn von Artikel 2 20°, d) sind.

§ 2. Für jeden wirtschaftlichen Tätigkeitsbereich kann der in § 1 genannte Verpackungsverantwortliche die sich aus diesem Artikel ergebenden Verpflichtungen per Vertrag einer juristischen Drittperson anvertrauen, die an seiner Stelle die Verpflichtungen des Verpackungsverantwortlichen übernimmt. Die juristische Person erteilt Auskunft auf alle Anfragen der Interregionalen Verpackungskommission.

Der Verpackungsverantwortliche teilt der juristischen Person seine Absicht mit, ihr seine Verantwortung zu übertragen, und zwar spätestens zwölf Monate vor dem äußersten Abgabetermin für das Einreichen des Präventionsplans. Die juristische Person informiert den betreffenden Verpackungsverantwortlichen und die Interregionale Verpackungskommission innerhalb von zwei Monaten, ob sie die Absicht hat, einen Präventionsplan im Sinne dieses Paragraphen einzureichen oder nicht.

Der von der oben beschriebenen Person eingereichte Präventionsplan hat sich an die Leitlinien zu halten, welche die Interregionale Verpackungskommission dieser Rechtsperson zukommen lässt. Die Interregionale Verpackungskommission kann zudem die Sektoren und Untersektoren angeben, für welche der Präventionsplan Maßnahmen enthalten muss.

§ 3. Die Interregionale Verpackungskommission organisiert im Rahmen der regionalen Kompetenzen und in Absprache mit den Regionen und der Industrie die notwendigen Förder- und Aufklärungsmaßnahmen im Hinblick auf die Prävention in den Unternehmen, um so der Politik und den Maßnahmen in Bezug auf die Prävention mehr Nachhalt zu verleihen.

Art. 5 - Jeder allgemeine Plan zur Abfallvermeidung wird von der interregionalen Verpackungskommission geprüft und genehmigt oder abgelehnt.

Im Falle einer Ablehnung muss der nicht genehmigte Abfallvermeidungsplan innerhalb einer von der Interregionalen Verpackungskommission festgesetzten Frist erneut vorgelegt werden, wobei die Bemerkungen der Interregionalen Verpackungskommission zu berücksichtigen sind.

§ 2. Jeder allgemeine Präventionsplan wird anhand der von der Interregionalen Verpackungskommission vorgegebenen und auf Standardformularen mitgeteilten allgemeinen Anforderungen beurteilt. Diese Anforderungen berücksichtigen für jeden Verpackungsverantwortlichen, der verpflichtet ist, einen allgemeinen Präventionsplan einzureichen, vorherige Präventionsmaßnahmen, nach vernünftigem Ermessen vertretbare einschränkende Umstände und ob das Unternehmen für die betroffenen Verpackungen Verpackungsverantwortlicher im Sinne von Artikel 2 20°, a), b), c) oder d) ist. Die allgemeinen Anforderungen verfolgen das globale Ziel, die Menge der entstehenden Verpackungsabfälle zu reduzieren und die Schädlichkeit dieser Verpackungsabfälle für den Menschen und die Umwelt zu verringern.

KAPITEL III — Die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle

Abschnitt 1 — Rücknahmepflicht seitens des Verpackungsverantwortlichen

Art. 6 - Jeder Verpackungsverantwortliche, der jährlich mindestens 300 kg Verpackungen auf den Markt bringt, unterliegt der Rücknahmepflicht.

Insofern der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2 20°, a), b) oder c) gemeinte Person ist, werden die in Artikel 3, §§ 2 und 3 erwähnten Prozentsätze in Gewichtsprozentsätzen bezogen auf das Verhältnis zum Gesamtgewicht der Einwegverpackungen ausgedrückt, die von dem Verpackungsverantwortlichen im Laufe des Kalenderjahres auf den Markt gebracht worden sind.

Insofern der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2 20°, c) gemeinte Person ist, werden die in Artikel 3 §§ 2 und 3 erwähnten Prozentsätze ausgedrückt in Gewichtsprozentsätzen bezogen auf das Verhältnis zum Gesamtgewicht der Einwegverpackungen, der von dem Verpackungsverantwortlichen im Laufe des Kalenderjahres entpackten oder verbrauchten Waren, die nicht von einer in Artikel 2 20°, a) oder d) gemeinten Person verpackt oder von einer in Artikel 2 20°, b) oder d) gemeinten Person eingeführt worden sind.

Art. 7 - § 1 - Zur Durchführung von Artikel 6 kann der Verpackungsverantwortliche seiner Rücknahmepflicht selbst nachkommen oder gegebenenfalls für die gesamte oder teilweise Durchführung seiner Rücknahmepflicht mit einer Rechtsperson des öffentlichen oder privaten Rechts einen Vertrag abschließen.

In diesem Fall ist der Verpackungsverantwortliche verpflichtet, der Interregionalen Verpackungskommission mitzuteilen, wie er seiner Rücknahmepflicht nachkommt oder wie die Drittperson, mit der er vertraglich verbunden ist, die Durchführung seiner individuellen Rücknahmepflicht ermöglicht.

Diese Information muss jedes Jahr vor dem 31. März mitgeteilt werden. Gegebenenfalls ist jede Veränderung der angewendeten Arbeitsmethode zu melden.

Was die Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft anbelangt, erfolgt die Durchführung der im 1. Absatz erwähnten Rücknahmepflicht unbeschadet der Befugnisse der juristischen Person des öffentlichen Rechts, die für die Sammlung der häuslichen Abfälle auf der öffentlichen Straße verantwortlich ist.

§ 2 - Die Art und Weise, wie der in § 1 des dieses Artikels genannte Verpackungsverantwortliche seiner Rücknahmepflicht nachkommt, wird von der Interregionalen Verpackungskommission bewertet, und gegebenenfalls genehmigt oder abgelehnt. Sie kann stets zusätzliche Informationen anfordern.

Art. 8 - Unbeschadet der Anwendung der übrigen Bestimmungen dieses Zusammenabkommens kann jeder Verpackungsverantwortliche, der nicht selbst seine Rücknahmepflicht gemäß Artikel 7 erfüllen will, eine gemäß Artikel 10 zugelassene Einrichtung mit der Durchführung seiner Rücknahmepflicht beauftragen.

Die Interregionale Verpackungskommission kann ohne Diskriminierung bestimmten Verpackungsverantwortlichen, unter anderem Einzelhändlern, die Genehmigung erteilen, sich bei der zugelassenen Einrichtung vertreten zu lassen. Die Interregionalen Verpackungskommission kann die Bedingungen für diese Vertretung bestimmen.

Es wird davon ausgegangen, dass der Verpackungsverantwortliche die Rücknahmepflicht erfüllt, wenn er nachweisen kann, dass er mit der zugelassenen Einrichtung entweder direkt oder über eine natürliche oder juristische Person, die dazu befugt ist, ihn zu vertreten, einen Vertrag abgeschlossen hat, insofern diese Einrichtung ihre Verpflichtungen gemäß Artikel 12, 2° erfüllt oder, wenn sie ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, der Verpackungsverantwortliche nachweisen kann, dass es sich für ihn um das Vorliegen höherer Gewalt handelt.

Abschnitt 2 — Die zugelassenen Einrichtungen

Unterabschnitt 1 — Zulassung einer Einrichtung

Art. 9 - Die Zulassung von Einrichtungen, die gemäß Artikel 6 von den Verpackungsverantwortlichen mit der Durchführung ihrer Verpflichtungen beauftragt werden können, kann nur juristischen Personen erteilt werden, die folgende Voraussetzungen erfüllen:

1° sie müssen als Vereinigung ohne Erwerbzweck gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbzweck und der gemeinnützige Einrichtungen gegründet sein;

2° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht haben, die ihren Mitgliedern gemäß Artikel 6 dieses Abkommens obliegt;

3° die Verwalter oder Personen, die für die Vereinigung Verpflichtungen eingehen können, müssen im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;

4° die Verwalter oder Personen, die für die Vereinigung Verpflichtungen eingehen können, dürfen nicht wegen eines Verstoßes gegen die Umweltbestimmungen der Regionen oder eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union verurteilt worden sein;

5° über notwendigen Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu erfüllen.

Art. 10 - § 1 - Der Zulassungsantrag ist in 10 facher Ausfertigung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an die Interregionale Verpackungskommission zu richten.

§ 2 - Der Antrag enthält folgende Informationen:

1° eine Kopie der im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Satzung;

2° einen Finanzplan und eine Haushaltsplanung für die Dauer der Zulassung, insbesondere mit folgenden Angaben:

— die Schätzung des Ertrags aus den stofflichen Verwertungsströmen;

— die Berechnungs- und Bewertungsmethoden, die Höhe der Beiträge zur Deckung der tatsächlichen Gesamtkosten der Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtung sowie die Erhebungsweisen für jedes Material;

— die Bedingungen und Modalitäten, die für die Anpassung der Beiträge an die Entwicklung der Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtung in Anwendung des vorliegenden Zusammenabkommens gelten;

— die Art und Weise wie die Einnahmen zugunsten der reibungslosen Funktionsweise des Systems verwendet werden, z.B. durch die Bildung eventueller Rücklagen;

— die Schätzung der Ausgaben;

— die Finanzierung eventueller Verluste;

3° das geographische Gebiet, das bedient werden soll;

4° die Art der Abfälle;

5° den Entwurf eines Mustervertrags, den die zugelassene Einrichtung mit den Verpackungsverantwortlichen abschließen muss, um ihre Rücknahmepflicht zu übernehmen;

6° wenn sich die Zulassung auf Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft bezieht:

• ein in Übereinstimmung mit den regionalen Abfallplänen erstellter Mustervertrag, der mit den juristischen Personen des öffentlichen Rechts abgeschlossen werden muss, die in dem jeweiligen Gebiet für das Einsammeln der häuslichen Abfälle verantwortlich sind. Dieser Mustervertrag muss Folgendes festlegen:

- die Modalitäten für die Sammlung der Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft und für die Übernahme der insgesamt gesammelten Verpackungsabfälle;
- die technischen Mindestanforderungen pro Material oder Abfalltyp für die Sortierung, die Planung und die Organisation der Abfuhr wie auch den Verkauf des sortierten Materials entweder durch die betroffene juristische Person des öffentlichen Rechts oder durch die zugelassene Einrichtung;
- die Regeln und Modalitäten für die Vergütung der tatsächlich entstandenen Gesamtkosten einschließlich der Gemeinkosten für die von der oder den juristischen Personen des öffentlichen Rechts vorgenommenen Handlungen, einschließlich der energetischen Verwertung und der Beseitigung von bei diesen Handlungen entstandenen Rückständen;
- die Regeln und Modalitäten für die Vergütung der Kosten für die Kommunikation bezüglich der praktischen Vorgehensweise bei der Durchführung der Sammlung von Verpackungsabfällen;
- die Art und Weise wie die Einrichtung die Beschäftigung in den Vereinigungen oder Gesellschaften mit Sozialzweck gewährleisten und entwickeln will, die entsprechend ihrem Gesellschaftszweck auf dem Gebiet der Sammlung, der Sortierung, der stoffliche Verwertung und der Verwertung von Verpackungsabfällen tätig sind, und zwar unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 § 2 Absatz 3;
- die Art und Weise wie die Märkte für getrennte Sammlungen, Sortierung und stoffliche Verwertung organisiert sind;

• für die Dauer der Zulassung eine Schätzung der durchschnittlichen Kosten pro Tonne für die gemischte Erfassung und die Verbrennung mit Rückgewinnung der Wärme;

• gegebenenfalls, wenn die zugelassene Einrichtung vorschlägt, mit den Regionen einen Vertrag gemäß Artikel 13 § 1 12°, letzter Absatz abzuschließen, die Vertragsentwürfe mit den entsprechenden Budgets;

7° wenn sich die Zulassung auf Verpackungsabfälle industrieller Herkunft bezieht:

• eine Studie im Hinblick auf die technischen Mittel und die Infrastruktur, die es ermöglichen während der Dauer der beantragten Zulassung jedes Jahr die in diesem Abkommen vorgesehenen Quoten zu erreichen;

• eine umfassende Beschreibung wie sich die Einrichtung an den Kosten der industriellen Auspacker für die Getrenntsammlung, die stoffliche Verwertung, die Verwertung und die "Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen" zu beteiligen gedenkt;

• eine umfassende Beschreibung wie die Einrichtung möglichst viele industriellen Auspacker zur Getrenntsammlung, stofflichen Verwertung und Verwertung anzureizen gedenkt;

• einen Aktionsplan für die Problematik des Umgangs mit Verpackungsabfällen bei kleinen Unternehmen, das heißt K.M.U.s. und Einzelhändlern;

• eine umfassende Beschreibung wie die Einrichtung gedenkt, den freien Markt der Getrenntsammlung, stofflichen Verwertung und Verwertung so wenig wie möglich zu stören;

• eine umfassende Beschreibung wie die Einrichtung die Nachweisbarkeit und die Überprüfbarkeit der Verwertung und stofflichen Verwertung industrieller Herkunft zu gewährleisten gedenkt;

• den Entwurf der Verträge, welche die Einrichtung mit den öffentlichen und privaten Betreibern im Hinblick auf das Erfüllen der Rücknahmepflicht abschließen möchte;

§ 3 - Die interregionale Verpackungskommission fasst ihren Entschluss über den Antrag innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach seiner Einreichung. Innerhalb von drei Monaten nach Antragseingang, äußert sich die Interregionale Verpackungskommission über die Zulässigkeit des Antrags und, wenn der Antrag zulässig ist, über dessen Vollständigkeit.

Wenn die Antragsakte nicht vollständig ist, wenn sie nicht alle in § 2 erwähnten Punkte beinhaltet, oder wenn die Interregionale Verpackungskommission zusätzliche Angaben verlangt, wird diese Frist bis zu dem Zeitpunkt unterbrochen, wo die Akte vervollständigt oder die verlangte Auskunft per Einschreiben mit Empfangsbestätigung erteilt wird.

§ 4 - Zulassung bestimmt, welche Bedingungen die Einrichtung erfüllen muss.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren erteilt. Jede Zulassung für einen Zeitraum von weniger als fünf Jahre muss begründet sein. Jede endgültige Entscheidung in Bezug auf die Zulassung ist im Belgischen Staatsblatt vollständig zu veröffentlichen.

Die Zulassung tritt erst dann in Kraft, wenn die in Artikel 12 3° erwähnte Verpflichtung erfüllt ist.

Unterabschnitt 2 — Finanzielle Sicherheiten zu Lasten der für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft zugelassenen Einrichtungen

Art. 11 - §1 - In der Zulassung der für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft zugelassenen Einrichtung bestimmt die Interregionale Verpackungskommission die Höhe der finanziellen Sicherheiten, die den geschätzten Kosten während eines Zeitraums von 9 Monaten für die Übernahme der Rücknahmepflicht durch die juristischen Personen des öffentlichen Rechts im Laufe des letzten Jahres der Zulassung entspricht.

§ 2 - Die finanzielle Sicherheit ist innerhalb von sechzig Werktagen nach Vertragsabschluss gemäß Artikel 13 § 2 bei der Interregionalen Verpackungskommission zugunsten jeder juristischen Person des öffentlichen Rechts zu leisten, die für das Sammeln von Abfällen häuslicher Herkunft örtlich zuständig ist. Für jede juristische Person des öffentlichen Rechts wird auf den Namen der Interregionalen Verpackungskommission ein eigenes Konto eröffnet.

Die finanzielle Sicherheit kann entweder durch eine Einzahlung auf das Konto der Depositenkasse oder in Form in einer Bankbürgschaft geleistet werden. In beiden Fälle bestimmt die zugelassene Einrichtung, dass die finanzielle Sicherheit bei Vorlage eines formlosen Antrags der Interregionalen Verpackungskommission mit der Begründung, dass die Verpflichtungen nicht eingehalten wurden, ganz oder teilweise fällig ist.

Besteht die finanzielle Sicherheit aus einer Bankbürgschaft, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder von der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder einer bevollmächtigten Kontrollbehörde für Kreditinstitute eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union anerkannt ist.

§ 3 - Kommt die zugelassene Einrichtung ihren Verpflichtungen ganz oder teilweise nicht nach, kann die Interregionale Verpackungskommission auf eignes Betreiben oder aufgrund einer Verwaltungssanktion die gesamte oder teilweise Herausgabe der Sicherheit zur Deckung der Kosten verlangen, die der juristischen Person des öffentlichen Rechts für die Durchführung der Verpflichtungen entstanden sind, die der zugelassenen Einrichtung obliegen.

Bevor sie die gesamte oder teilweise Freigabe der finanziellen Sicherheit beantragt, schickt die Interregionale Verpackungskommission der zugelassenen Einrichtung per Einschreiben eine Verwarnung. Diese Verwarnung nennt ausdrücklich die Verpflichtungen, denen die zugelassene Einrichtung nicht nachgekommen ist, die speziellen Maßnahmen, welche die zugelassene Einrichtung zu ergreifen hat, und die Frist innerhalb der diese erfolgen müssen. Diese Frist beträgt mindestens 15 Kalendertage.

Die Interregionale Verpackungskommission hört die zugelassene Einrichtung an, wenn diese darum ersucht. Vor der Anhörung teilt die zugelassene Einrichtung der Interregionalen Verpackungskommission schriftlich alle Argumente mit, die sie für ihre Verteidigung als nützlich erachtet. Die Bitte um Anhörung hat für das Verfahren keine aufschiebende Wirkung.

Die Sicherheiten werden zurückerstattet,

1° wenn die zugelassene Einrichtung bei Ablauf der Zulassung keine Erneuerung beantragt;

2° und wenn die Interregionale Verpackungskommission festgestellt hat, dass die zugelassene Einrichtung all ihren Verpflichtungen nachgekommen ist.

Unterabschnitt 3 — Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtungen

Art. 12 - Die zugelassene Einrichtung ist verpflichtet,

1° die in der Zulassung festgelegten Bedingungen einzuhalten;

2° für alle Verpackungsverantwortlichen, mit denen sie einen Vertrag abgeschlossen hat, die in Artikel 3 §§ 2 und 3 festgelegten Quoten zu erreichen;

3° zur Deckung der Schäden, die im Rahmen ihrer Tätigkeiten verursacht werden können, einen Versicherungsvertrag abzuschließen;

4° bei ihren Vertragspartnern ohne Diskriminierung die Beiträge einzuziehen, um die tatsächlich entstandenen Gesamtkosten der Verpflichtungen, die ihr aufgrund des vorliegenden Abkommens erwachsen, zu decken;

5° jedes Jahr ihre Bilanz und Ertragsrechnung für das abgelaufene Jahr, sowie den Haushaltsentwurf für das kommende Jahr bei der interregionalen Verpackungskommission innerhalb der von ihr gesetzten Frist und in der von ihr vorgeschriebenen Form vorzulegen;

6° die in dem Zulassungsantrag aufgenommenen Musterverträge an die Bedingungen der erteilten Zulassung innerhalb der in der Zulassung gesetzten Frist anzupassen;

7° die Getrenntsammlung von Verpackungsabfällen zu fördern.

Art. 13 - § 1 - Wenn die Rücknahmepflicht Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, erfüllt die zugelassene Einrichtung eine Aufgabe des öffentlichen Dienstes und muß daher neben den in Artikel 12 erwähnten Verpflichtungen zudem

1° das gesamte belgische Staatsgebiet, in dem die Verpackungsverantwortlichen ihre Produkte vermarkten, auf homogen Weise bedienen, so dass die Sammlung, die Verwertung und die Beseitigung der zurückgenommenen Abfälle gewährleistet sind, oder gegebenenfalls den Nachweis eines diesbezüglichen Abkommens mit Dritten erbringen;

2° jedes Jahr die in Artikel 3 §§ 2 und 3 dieses Abkommens vorgesehenen Quoten auf homogene Weise erreichen;

3° in jeder Region einen gleichwertigen Prozentsatz der Bevölkerung bedienen;

4° die Beiträge ihrer Vertragspartner pro Verpackungsmaterial berechnen, und zwar im Verhältnis zu

- den für jede Materialart tatsächlich entstanden Gesamtkosten;
- den Einnahmen aus dem Verkauf des gesammelten und sortierten Materials;
- dem Beitrag, den jedes Material zum Erreichen der in Bezug auf die Rücknahmepflicht gesetzten Ziele leistet; und zwar im Hinblick auf die Finanzierung der tatsächlich entstandenen Gesamtkosten
- der bestehenden oder noch zu organisierenden Getrenntsammlungen entsprechend den Modalitäten, die von der juristischen Person des öffentlichen Rechts, die in ihrem geographischen Gebiet für die Sammlung der Abfälle häuslichen Ursprungs verantwortlich ist, vorgegeben werden;
- der Getrenntsammlung eines Verpackungsabfallstroms häuslichen Ursprungs durch eine regionale Instanz;
- der Verwertung und stofflichen Verwertung einschließlich eines eventuellen Defizits in der Abfallkette;
- für die Information über die Funktionsweise und die Sensibilisierung der Öffentlichkeit für diese Sammlungen;
- für die Sortierung der gesammelten Verpackungsabfälle;
- für die Beseitigung der Rückstände nach der Sortierung, der Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle;

und um zur Finanzierung der Politik der Regionen gemäß 12° beizutragen.

5° die Beschäftigung in den Vereinigungen oder Gesellschaften mit Sozialzweck, die entsprechend ihrem Gesellschaftszweck auf dem Gebiet der Sammlung, der Sortierung, der stoffliche Verwertung und der Verwertung von Verpackungsabfällen tätig sind, gewährleisten und entwickeln, und zwar unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 § 2 Absatz 3;

6° die Durchführungsmodalitäten in Sachen Müllsammlung einhalten, so wie sie von den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die auf ihrem geographischen Gebiet für das Einsammeln der Haushaltsabfälle verantwortlich sind, festgelegt worden sind;

7° mit jeder juristischen Person des öffentlichen Rechts, die für Abfallstoffe häuslichen Ursprungs örtlich zuständig ist, nach dem Vorbild des von der Interregionalen Verpackungskommission im Rahmen des Zulassungsverfahrens gemäß Artikel 10 genehmigten Mustervertrags einen Vertrag abschließen;

8° mit jeder regionalen Instanz, die selbst für die Getrenntsammlung eines Verpackungsabfallstroms häuslichen Ursprungs einsteht, entsprechend den von der Interregionalen Verpackungskommission im Rahmen der Zulassung gemäß Artikel 10 festgelegten Bedingungen einen Vertrag abschließen;

9° innerhalb von sechzig Werktagen nach Abschluss des unter 7° genannten Vertrags eine finanzielle Sicherheit leisten;

10° sich verpflichten, mit jedem Verpackungsverantwortlichen, der der Rücknahmepflicht unterworfen ist und darum ersucht, einen Vertrag gemäß Artikel 10 § 2 5° abzuschließen;

11° über die Qualität der gesammelten und sortierten Mengen wachen, um die stoffliche Verwertung zu erleichtern;

12° zur Finanzierung der Politik der Regionen bezüglich der Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen beitragen;

Der Beitrag beträgt 50 Eurocent pro Einwohner und Jahr, wobei die Anzahl der Einwohner den neuesten Bevölkerungsstatistiken der Generaldirektion Statistik und Wirtschaftliche Information des FÖD Wirtschaft, K.M.U., Mittelstand und Energie zugrunde zu legen ist.

Der Betrag von 50 Eurocent pro Einwohner wird an den Jahresindex für die Verbraucherpreise angeglichen, wobei als Ausgangsindex der Durchschnittsindex für die Verbraucherpreise in den Monaten Januar bis einschließlich Dezember 2008 auf Basis von 2004 gilt.

Der indexierte Betrag wird den auf den nächsten Eurocent auf- oder abgerundet, je nachdem ob die Zehntel eines Eurocents die Zahl 5 erreichen oder nicht. Die gemäß dieser Bestimmung angepasste Höhe des Beitrags wird von der Interregionalen Verpackungskommission im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Die Politik der Regionen zur Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen kann unter anderem Bezug haben auf:

- die Vermeidung von Verpackungsabfällen;
- die Bekämpfung des Wegwerfens von Verpackungen auf Straßen, Plätzen und in der freien Natur;
- Forschung und Entwicklung, um die Qualität der Verpackungen und insbesondere ihre stoffliche Verwertbarkeit zu verbessern;
- die Verbesserung der Resultate und/oder Qualität der Getrenntsammlung;
- die gemischte Erfassung und Verarbeitung von Verpackungsabfällen.

Für die Aufteilung des globalen Finanzierungsbetrags unter den Regionen werden die neuesten Bevölkerungsstatistiken der Generaldirektion Statistik und Wirtschaftliche Information des FÖD Wirtschaft, K.M.U., Mittelstand und Energie zugrunde gelegt, die am 1. Januar des Jahres vorliegen, in das der Erklärungszeitraum fällt.

Die Region bestimmt über die konkrete Verwendung des Beitrags nach Beratung mit der für Verpackungsabfälle häuslichen Ursprungs zugelassenen Einrichtung.

Gegebenenfalls kann der Beitrag zur Finanzierung der Politik der Regionen durch eine Vereinbarung zwischen der Region und der zugelassenen Einrichtung konkretisiert werden. Diese Vereinbarung erfolgt in Übereinstimmung mit dem von der Zulassung gemäß Artikel 10 vorgegebenen Rahmen sowie, gegebenenfalls, mit den regionalen einschlägigen Bestimmungen.

13° die Nachweisbarkeit und Überprüfbarkeit der Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle häuslichen Ursprungs wie auch die Umweltbedingungen und die sozialen Bedingungen, in denen die Verwertung und die stoffliche Verwertung erfolgen, gewährleisten

§ 2 - Innerhalb von zehn Tagen nach dem Abschluss des in § 1 7° erwähnten Vertrags übermittelt die zugelassene Einrichtung der zuständigen regionalen Verwaltungsbehörde sowie der Interregionalen Verpackungskommission eine vollständige Kopie des Vertrags.

§ 3 - Bei Unstimmigkeit zwischen der zugelassenen Einrichtung und der juristischen Person des öffentlichen Rechts bezüglich des Abschlusses und der Durchführung des in § 1 erwähnten Vertrags, ersuchen die betroffenen Parteien die zuständige regionale Verwaltungsbehörde um Vermittlung. Zu dieser Vermittlung wird ein Beobachter der Interregionalen Verpackungskommission eingeladen. Ist die Vermittlung endgültig gescheitert, setzt die zuständige regionale Verwaltungsbehörde die betroffene Regionalregierung davon in Kenntnis.

Art. 14 - Wenn die Rücknahmepflicht Verpackungsabfälle industrieller Herkunft betrifft, hat die zugelassene Einrichtung neben den in Artikel 12 erwähnten Verpflichtungen zudem:

1° das gesamte belgische Staatsgebiet, in dem die Verpackungsverantwortlichen ihre Produkte vermarkten, auf homogen Weise zu bedienen, so dass die Sammlung, die Verwertung und die stoffliche Verwertung der Verpackungsabfälle industrieller Herkunft im Hinblick auf die Rücknahmepflicht gewährleistet sind;

2° während der Zulassungsdauer jedes Jahr die in Artikel 3 §§ 2 und 3 des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Quoten auf homogene Weise zu erreichen;

3° den Beitrag pro Verpackungsmaterial der Vertragspartner ohne Diskriminierung unter Berücksichtigung der Kosten zu berechnen, die jedem industriellen Auspacker von Verpackungsmaterial industrieller Herkunft entstehen, um die Quoten für die Rücknahmepflicht und insbesondere die Verwertungsquoten zu erreichen;

4° besondere Maßnahmen zugunsten von kleineren industriellen Auspackern vorzusehen, das heißt Auspackern mit weniger als 50 Beschäftigten und Einzelhändlern, um die Vermeidung und Verwertung von Verpackungsabfällen industriellen Ursprungs zu fördern und die Kosten für deren Bewirtschaftung zu reduzieren. Falls erforderlich verknüpft die Interregionale Verpackungskommission die Zulassung der Einrichtung mit zusätzlichen Bedingungen, um diese Bestimmung zu gewährleisten.

5° den freien Markt der Getrennsammlung, stofflichen Verwertung und Verwertung so wenig wie möglich zu stören und die Gleichheit von privaten und öffentlichen Betreibern, die für die Sammlung, Sortierung, Verwertung und stoffliche Verwertung von Verpackungsabfällen industrieller Herkunft sorgen, zu respektieren.

6° sich zu verpflichten, mit jedem Verpackungsverantwortlichen, der der Rücknahmepflicht unterworfen ist und darum ersucht, einen Vertrag gemäß Artikel 10 § 2 5° abzuschließen;

7° möglichst viele industrielle Auspacker zur Getrennsammlung, Verwertung und stofflichen Verwertung durch eine pauschalen Beteiligung an den Kosten für entsprechende Container anzuspornen; das sind Container, die im Wesentlichen für das Sammeln von Verpackungsabfall industrieller Herkunft bestimmt sind und frei von Verunreinigungen, die die Verwertung und stoffliche Verwertung verhindern können; die Interregionale Verpackungskommission bestimmt in der Zulassung der Einrichtung den Mindestanteil an Verpackungsabfall industrieller Herkunft für Container, die für das Sammeln von Industrieabfällen bestimmt sind.

8° die Entwicklung der Beschäftigung in den Vereinigungen und Gesellschaften mit Sozialzweck, die gemäß ihrem Gesellschaftszweck auf dem Gebiet der Sammlung, der Sortierung, der stofflichen Verwertung und der Verwertung von Verpackungsabfällen tätig sind, zuzulassen;

9° die Nachweisbarkeit und Überprüfbarkeit der Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle industriellen Ursprungs wie auch die Umweltbedingungen und die sozialen Bedingungen, in denen die Verwertung und die stofflichen Verwertung erfolgen, zu gewährleisten.

Unterabschnitt 4 — Kontrolle der zugelassenen Einrichtungen

Art. 15 - Die interregionale Verpackungskommission ist berechtigt, die Betriebsrevisoren der zugelassenen Einrichtung zu befragen, um alle von ihr erwünschten Informationen zu erlangen. Die Interregionale Verpackungskommission kann die Buchführung von einem von ihr beauftragten Betriebsrevisor oder einem externen Wirtschaftsprüfer prüfen lassen. Hat die zugelassene Einrichtung keinen Betriebsrevisor ernannt, wird dieser Auftrag auf Kosten der zugelassenen Einrichtung durchgeführt.

Art. 16 - Die Regierung einer jeden Region kann bei der zugelassenen Einrichtung für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft einen Bevollmächtigten und dessen Stellvertreter ernennen und diese Ernennung widerrufen; der Bevollmächtigte hat darüber zu wachen, dass sie der Aufgabe als öffentlicher Dienst und den ihr durch dieses Abkommen auferlegten Pflichten nachkommt.

Wenn die Bevollmächtigten dies verlangen, werden sie von dem Verwaltungsrat der zugelassenen Einrichtung angehört. Sie können zu jeder Zeit den Betriebsrevisor befragen und in die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und ganz allgemein in alle Unterlagen und Schriftstücke der zugelassenen Einrichtung Einsicht nehmen. Sie können von den Verwaltern und Beschäftigten der zugelassenen Einrichtung alle Erläuterungen und Informationen verlangen und jegliche Kontrollen vornehmen, die ihnen im Rahmen der Durchführung ihres Auftrags erforderlich erscheinen.

Der Bevollmächtigte erstattet der Region Bericht.

Abschnitt 3 — Verpflichtungen zu Lasten der Verkäufer und Verbraucher

Art. 17 - § 1 - Mit Ausnahme von Einzelhändlern, ist jeder Verkäufer von verpackten Waren, die für Haushalte bestimmt sind, verpflichtet, unter seiner Verantwortung in den hierzu vorgesehenen Behältern alle Transport- und Umverpackungen, die von den Verbrauchern zurückgebracht oder zurückgelassen werden entgegenzunehmen, unter der Voraussetzung, dass diese Verpackungen von Produkten stammen, die von ihm vermarktet wurden.

§ 2 - Was die Verpackungsabfälle industrieller Herkunft betrifft, und wenn der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2 20°, a) oder b) genannte Person ist, muss der industrielle Auspacker der verpackten Waren

- entweder die Verpackungsabfälle dem Verpackungsverantwortlichen oder der in Artikel 7 bezeichneten Person auf Anfrage zur Verfügung stellen;
- oder, wenn er auf die Anfrage des Verpackungsverantwortlichen oder der zugelassenen Einrichtung im Sinne von Artikel 8 nicht eingeht, selbst den Verpackungsabfall verwerten, stofflich verwerten oder mit Rückgewinnung der Wärme in Abfallverbrennungsanlagen verbrennen, um zumindest die Ziele der Rücknahmepflicht zu erfüllen. Zudem hat er dies gegenüber dem Verpackungsverantwortlichen nachzuweisen, entweder direkt oder über den Verkäufer der verpackten Produkte.

KAPITEL IV — Informationspflicht

Art. 18 - § 1 - Der Verpackungsverantwortliche, der der Rücknahmepflicht unterliegt, hat jedes Jahr spätestens am 31. März der Interregionalen Verpackungskommission folgende Angaben über das vorhergehende Jahr und Schätzungen für das laufende Kalenderjahr mitzuteilen, wobei ein von dieser Kommission vorgeschriebenes Formular zu verwenden ist:

1° die auf den Markt gebrachte Gesamtmenge der Transport, Um- und Verkaufsverpackungen ausgedrückt in Kilogramm, Volumen und Anzahl der Einheiten mit einer Aufgliederung nach Einwegverpackungen und wiederverwendbaren Verpackungen;

2° die Zusammensetzung jeder Verpackungsart mit Angabe der verwendeten Materialien und zumindest des Vorhandenseins von Schwermetallen und stofflich verwerteter Materialien, ausgedrückt in Gewichtsprozentsätzen;

3° die Gesamtmenge der gesammelten, verwerteten, stofflich verwerteten, mit oder ohne energetische Verwertung verbrannten, und deponierten Verpackungsabfälle, aufgegliedert nach der jeweiligen Art des Materials;

4° die Gesamtmenge in Gewicht und in Volumen der in Einwegverpackungen vermarkteten Waren, aufgegliedert nach der jeweiligen Art des Verpackungsmaterials;

5° das Gewicht der Gesamtmenge der in wiederverwendbaren Verpackungen vermarkteten Waren, aufgegliedert nach der jeweiligen Art des Verpackungsmaterials und der Ware;

6° die Gesamtmenge der Verpackungen, die aufgrund der Verunreinigung durch die in ihnen enthaltenen Produkte als gefährlich gelten, aufgegliedert nach der jeweiligen Art des Materials.

§ 2 - Jeder Verpackungsverantwortliche kann pro Wirtschaftssektor die sich aus § 1 dieses Artikels ergebenden Informationspflichten vertraglich einer juristischen Person übertragen. Die Interregionale Verpackungskommission kann die Bedingungen für diese Übertragung festlegen.

§ 3 - Wenn der Verpackungsverantwortliche eine zugelassene Einrichtung mit der Durchführung seiner Rücknahmepflicht beauftragt, hat die zugelassene Einrichtung für jeden ihrer Vertragspartner zumindest die in § 3 1°, 3°, 4° und 5° dieses Artikels verlangten Angaben der Interregionalen Verpackungskommission mitzuteilen. Die zugelassene Einrichtung kann die in § 1 3° dieses Artikels verlangten Angaben für alle ihre Vertragspartner zusammengefasst mitteilen.

§ 4 - Wenn sich der äußerste Termin für das Einreichen des allgemeinen Präventionsplans gemäß Kapitel II dieses Zusammenarbeitsabkommens zum 2. und zum 3. Mal jährt, ist der Verpackungsverantwortliche oder die juristische Person, die ihn vertritt, verpflichtet, der interregionalen Verpackungskommission unter Verwendung eines von ihr vorgeschriebenen Formulars eine Bewertung der Durchführung dieses Präventionsplans zukommen zu lassen. Die Interregionale Verpackungskommission beurteilt diese Bewertung und verlangt gegebenenfalls korrigierende Maßnahmen.

§ 5 - Was die Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, sind die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die für die Sammlung der Haushaltsabfälle örtlich zuständig sind, verpflichtet, jedes Jahres spätestens am 31. März der Interregionale Verpackungskommission die von ihr verlangten Informationen in Bezug auf das Sammeln und Verarbeiten von Verpackungsabfällen häuslicher Herkunft und ihre diversen vertraglichen Absprachen mit der zugelassenen Einrichtung mitzuteilen. Die Interregionale Verpackungskommission erstellt für das Erfüllen dieser Informationspflicht ein Formular, das schriftlich oder elektronisch weitergeleitet wird. Die Interregionale Verpackungskommission verlangt von den juristischen Personen des öffentlichen Rechts nur die Angaben, über die sie noch nicht verfügt oder die sie auf einfache Anfrage bei den zuständigen regionalen Verwaltungsbehörden nicht erlangen kann.

Art. 19 - Jede zugelassene Einrichtung ist verpflichtet, jedes Jahr vor dem 31. März, der interregionalen Verpackungskommission die im Folgenden aufgeführten Angaben für das vorhergehende Jahr und Prognosen für das laufende Kalenderjahr mitzuteilen:

1° die vollständige Liste der Verpackungsverantwortlichen, die gemäß Artikel 8 mit der zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen haben;

2° pro Kategorie Verpackungsabfälle und pro Material, aus dem sich diese Abfälle zusammensetzen, das Gesamtgewicht, das von den Vertragspartnern vermarktet wurde, und die Prozentsätze, die gesammelt, verwertet, stofflich verwertet und beseitigt wurden;

3° die finanziellen Mittel, die jeder Verpackungsverantwortliche, der gemäß Artikel 8 mit einer zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen hat, zur Verfügung stellt;

4° die finanziellen Daten, die bei der Berechnung der Beiträge berücksichtigt werden.

Art. 20 - § 1 - Mit Ausnahme der Mitteilungen bezüglich der praktischen Modalitäten der Sammlung von Verpackungsabfällen gemäß Artikel 10 § 2 6° und Artikel 13 § 1 4° und 7°, werden alle von der zugelassenen Einrichtung beabsichtigten Aktionsvorhaben zur Information und Sensibilisierung der Verbraucher und die entsprechende Reklame der interregionalen Verpackungskommission zur Begutachtung vorgelegt. Die Interregionale Verpackungskommission gibt in ihrer Beurteilung an, ob die Aktionsvorhaben mit den Zielen und Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens und den Zielsetzungen der Abfallpolitik der Regionen übereinstimmen.

§ 2 - Die zugelassene Einrichtung darf auf keinen Fall als kommerzieller Sponsor auftreten. Unter "kommerziellem Sponsoring" wird das Sponsoring verstanden, das in erster Linie die Bekanntheit des Namens der zugelassenen Einrichtung fördern soll. Sponsoring, das in erster Linie der Erfüllung das satzungsmäßige Ziel der zugelassenen Einrichtung fördern soll, gilt nicht als "kommerzielles Sponsoring".

Art. 21 - Das Anbringen auf den Verpackungen von Logos oder Texten, die darauf abzielen, die Erfüllung der sich aus dem vorliegenden Abkommen ergebenden Verpflichtungen zu veranschaulichen, muss zuvor von der zugelassenen Einrichtung oder, wenn die Rücknahmepflicht keiner zugelassenen Einrichtung anvertraut wurde, von dem Verpackungsverantwortlichen der Interregionalen Verpackungskommission zur Begutachtung vorgelegt werden. Die Interregionale Verpackungskommission gibt in ihrer Beurteilung an, ob der Entwurf des Logos oder des Textes mit den Zielen und Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens und den Zielsetzungen der Abfallpolitik der Regionen übereinstimmen.

Art. 22 - Mit Ausnahme der Einzelhändler ist jeder Verkäufer verpflichtet, alle drei Jahre zu dem in Artikel 4 § 1 für das Einreichen der allgemeinen Präventionspläne vorgesehenen Zeitpunkt der Interregionalen Verpackungskommission einen Aktionsplan zur Begutachtung vorlegen, in dem er darlegt, wie die Kommunikation mit seiner Kundschaft zu folgenden Punkten erfolgen soll:

- den zur Finanzierung der Verpflichtungen aus diesem Zusammenarbeitsabkommen dienenden Beträge, die von den Verpackungsverantwortlichen für jeden Typ der in der Verkaufsstelle vermarkteten Verpackungen aufgewendet werden,
- der Durchführung von Artikel 17 § 1.

Die Interregionale Verpackungskommission gibt in ihrer Beurteilung an, ob der Aktionsplan mit den Zielen und Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens und den Zielsetzungen der Abfallpolitik der Regionen übereinstimmt.

Dieser Aktionsplan kann als Bestandteil des Präventionsplans gemäß Artikel 4 mitgeteilt werden. Die Kommunikation mit der Kundschaft enthält zudem eine allgemeine Botschaft in Bezug auf die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen.

Der Verkäufer kann sich zur Erfüllung dieser Verpflichtung von einer juristischen Drittperson vertreten lassen.

KAPITEL V — Die interregionale Verpackungskommission und die zuständige Regionalverwaltung

Abschnitt 1 — Die Interregionale Verpackungskommission

Art. 23 - § 1 - Die Regionen behalten die durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 1996 zur Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen gegründete Interregionale Verpackungskommission als gemeinsame Einrichtung im Sinne von Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen bei. Sie hat Rechtspersönlichkeit.

Die Kommission setzt sich zusammen aus einem Entscheidungsorgan und einem Ständigen Sekretariat, dessen Aufgabe es ist, das Entscheidungsorgan zu unterstützen.

Das Entscheidungsorgan besteht aus neun Mitgliedern. Jede Regionalregierung ernennt drei effektive und drei stellvertretende Mitglieder, die sie auch absetzen kann.

Das Ständige Sekretariat besteht aus Beamten und Bediensteten, die jede Regionalregierung der Interregionalen Verpackungskommission zur Erledigung der ihr obliegenden administrativen und technischen Aufgaben zur Verfügung stellt.

Die Region hat auch die Möglichkeit, anstelle von Personal der Verpackungskommission pro Haushaltsjahr spezielle Budgets zur Verfügung zu stellen, damit diese eigenes Personal anwerben kann.

Die zugewiesenen speziellen Budgets dienen auch zur Deckung der Betriebskosten des Sozialsekretariats, das die Verpackungskommission mit den praktischen Aspekten der Personalverwaltung beauftragt.

§ 2 - Die von den Regionalregierungen zur Verfügung gestellten Mitglieder des Ständigen Sekretariats unterliegen weiterhin den geltenden Bestimmungen in Bezug auf ihren Status. Die Arbeit der Mitglieder des Ständigen Sekretariats untersteht der allgemeine Aufsicht des Direktors, der gegebenenfalls bei der Verwaltung, welche diese Mitglieder konkret abgestellt hat, darüber Bericht erstattet.

§ 3 - Das Ständige Sekretariat hat einen Direktor und einen Vorstand, in dem die drei Regionen vertreten sind. Die Tätigkeit des Ständigen Sekretariats wird durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Entscheidungsorgan gebilligt wird. Diese Geschäftsordnung regelt die jeweiligen Befugnisse des Direktors und des Vorstands.

Der Direktor und die Abteilungsleiter werden von dem Entscheidungsorgan ernannt.

Der Direktor ist zuständig für die tägliche Geschäftsführung des Ständigen Sekretariats. Jeder Abteilungsleiter hat seinen eigenen inhaltlich festumschriebenen Aufgabenbereich, im Rahmen dessen er die Strategien vorbereitet. Der Vorstand gewährleistet die strategische Kohärenz der Abteilungen untereinander. Alle grundsätzlichen Entscheidungen und insbesondere die Entscheidungen, die durch dieses Zusammenarbeitsabkommen dem Entscheidungsorgan vorbehalten sind, werden zuvor im Vorstand besprochen und dem Entscheidungsorgan zur Billigung vorgelegt.

§ 4 - Die Interregionale Verpackungskommission wird in Rechtsangelegenheiten vom Direktor und dem Vorsitzenden vertreten. In äußerst dringlichen Angelegenheiten ist der Direktor befugt, allein zu handeln.

Art. 24 - Das Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission tagt mindestens zehn Mal pro Jahr, und wenn ein Mitglied dies verlangt. Er tagt nur dann gültig, wenn alle drei Regionen vertreten sind.

Die Mitglieder des Entscheidungsorgans der Interregionalen Verpackungskommission ernennen jedes Jahr, mit Wirkung ab dem 5. März, aus ihren eigenen Reihen einen neuen Vorsitzenden, wobei ein regelmäßiger Turnus der Regionen zu beachten ist. Das Sekretariat des Entscheidungsorgans wird von dem Ständigen Sekretariat geführt.

Alle Empfehlungen, Vorschläge oder Entscheidungen der Interregionale Verpackungskommission erfolgen im Konsens, unter der Voraussetzung, dass für jede Region mindestens ein Vertreter anwesend ist.

Art. 25 - Das Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission übergibt den Regionalregierungen jedes Jahr spätestens sechs Monate vor Beginn des neuen Haushaltsjahres einen Vorschlag für den Haushaltsplan.

Das Jahresbudget der Interregionalen Verpackungskommission wird von den Regionen nach dem in Artikel 16*bis*, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen genannten Verteilungsschlüssel zur Verfügung gestellt.

Art. 26 - § 1 - Das Entscheidungsorgan der interregionalen Verpackungskommission

1° genehmigt die allgemeinen Abfallvermeidungspläne und beurteilt die darin enthaltenen Schätzungen;

2° genehmigt die Art und Weise, wie die Verpackungsverantwortlichen, die keine zugelassene Einrichtung mit der Durchführung ihrer Rücknahmepflicht beauftragt haben, ihre Verpflichtungen selbst erfüllen;

3° kontrolliert das Budget der zugelassenen Einrichtungen und die von ihnen angewendeten Tarife;

4° genehmigt, kontrolliert, suspendiert oder nimmt die Zulassung der Einrichtung zurück, oder ändert im Interesse der Allgemeinheit, und nachdem sie die Vertreter der zugelassenen Einrichtung angehört hat, die Bedingungen für Durchführung der im Abkommen erwähnten Aktivitäten;

5° setzt den Betrag aller finanziellen Sicherheiten fest und verlangt gemäß Artikel 11 dieses Zusammenarbeitsabkommens deren Freigabe, wenn die Einrichtungen ihren Verpflichtungen nicht nachgekommen sind;

6° begutachtet die von den zugelassenen Einrichtungen durchgeführten Aktionen in Bezug auf die Information und Sensibilisierung der Verbraucher und die entsprechende Reklame, mit Ausnahme der Mitteilungen bezüglich der praktischen Modalitäten der Sammlung von Verpackungsabfällen gemäß Artikel 10 § 2 6° und Artikel 13 § 1 4° und 7°;

7° genehmigt das Anbringen auf den Verpackungen von Logos oder Texten, die darauf abzielen, die Erfüllung der sich aus dem diesem Abkommen ergebenden Verpflichtungen zu veranschaulichen;

8° beurteilt die Kommunikation gemäß Artikel 22;

9° bestimmt die globalen Bezugswerte für das Gewicht der jedes Jahr in jeder Region vermarkteten Einwegverpackungen und die spezifischen Bezugswerte für das Gewicht der jedes Jahr durch die Verpackungsverantwortlichen, die mit einer zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen haben, vermarkteten Einwegverpackungen;

10° bestimmt den Organisationsplan und die internen Betriebsregeln der Interregionalen Verpackungskommission;

11° gestattet bestimmten Gruppen von Verpackungsverantwortlichen, sich bei der zugelassenen Einrichtung gemäß Artikel 8 vertreten zu lassen und legt für diese Vertretung die Bedingungen fest;

12° bestimmt die Bedingungen für die Abtretung gemäß Artikel 18, § 2.

§ 2 - Die interregionale Verpackungskommission überprüft

1° wie die Verpackungsverantwortlichen oder die zugelassenen Einrichtungen die Mindestquoten für die Verwertung und die stoffliche Verwertung zuzüglich der „Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen“ erreichen;

2° die Informationen, die ihr gemäß Artikel 18 und 19 mitgeteilt werden müssen.

§ 3 - Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission befragen die Betriebsrevisoren der zugelassenen Einrichtung oder prüfen die Konten gemäß Artikel 15 und wachen über die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

§ 4 - Die Interregionale Verpackungskommission erstellt für die Regionalregierungen jedes Jahr einen Tätigkeitsbericht.

§ 5 - Die Interregionale Verpackungskommission kann die Regionen auf deren Verlangen bei der Organisation der Entgegennahme- und Rücknahmeverpflichtungen im Hinblick auf andere Abfälle als Verpackungsabfälle unterstützen.

Auf Verlangen der Regionen übernimmt die Interregionale Verpackungskommission unter anderem:

- das Abfassen der erforderlichen Schriftstücke für eine interregionale Regelung der Entgegennahme- und Rücknahmeverpflichtungen für andere Abfallströme als Verpackungsabfälle;
- die Organisation von gemeinsamen Tagungen der Regionen mit anderen Betroffenen in Bezug auf diese Entgegennahme- und Rücknahmeverpflichtungen;
- die Organisation von Tagungen der Regionen in Bezug auf diese Entgegennahme- und Rücknahmeverpflichtungen.

An den vorstehend genannten Tagungen kann ein Vertreter der Interregionalen Verpackungskommission teilnehmen oder auch nicht. Die Interregionale Verpackungskommission übernimmt bei diesen Tagungen auf Verlangen die Berichterstattung.

Art. 27 - Die interregionale Verpackungskommission unterbreitet den Regionalregierungen Vorschläge und/oder Empfehlungen in Bezug auf:

1° ihre interne Arbeitsweise, ihr jährliches Budget;

2° die Änderung des jetzigen Zusammenarbeitsabkommens aus gesetzlichen und faktischen Gründen;

3° die Art und Weise, wie die zugelassene Einrichtung die Einziehung der Beiträge und die Verteilung der Geldmittel vornimmt;

4° die Effizienz der Rückführungsindustrie bezüglich der Verwertung und der stofflichen Verwertung;

5° die Bewertung der Höhe der Beiträge, die die zugelassene Einrichtung von ihren Vertragspartnern verlangt.

Abschnitt 2 — Die zuständigen Regionalverwaltungen

Art. 28 - Jede zuständige Regionalverwaltung:

1° bietet ihre Vermittlung an im Falle einer Uneinigkeit zwischen der zugelassenen Einrichtung und der juristischen Person des öffentlichen Rechts bezüglich des Abschlusses und der Durchführung des in Artikel 13 § 1 7° genannten Vertrags;

2° erteilt der Interregionalen Verpackungskommission Empfehlungen zur Effizienz der Rückführungsindustrie bezüglich der Verwertung und der stofflichen Verwertung wie auch der Verbrennung mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen;

3° erteilt der interregionalen Verpackungskommission Empfehlungen bezüglich der Übereinstimmung der Planung der von der zugelassenen Einrichtung bedienten geographischen Gebiete mit dem regionalen Abfallplan.

KAPITEL VI — Kontrolle, Verwaltungsanktionen und Strafbestimmungen

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 29 - § 1 - Unbeschadet der Zuständigkeit der Strafverfolgungsbeamten sind die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission wie auch die von ihrer Regierung dazu ernannten Beamten und Mitglieder des Personals jeder zuständigen Regionalverwaltung mit der Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens beauftragt. Die Regionen wachen darüber, dass sich die Beamten und Mitglieder des Personals der zuständigen Regionalverwaltung an die allgemeinen, von der Interregionalen Verpackungskommission erlassenen Kontrollbestimmungen halten.

Die Beamten des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission wie auch die von ihrer Regierung ernannten Beamten und Mitglieder des Personals jeder zuständigen Regionalverwaltung haben den Status eines Beamten der Gerichtspolizei. Sie werden dementsprechend vereidigt. Sie können sich von der normalen Polizei unterstützen lassen. Die von ihnen aufgestellten Protokolle haben Beweiskraft solange kein Gegenbeweis vorliegt.

§ 2 - Alle Verpackungsverantwortlichen, Verkäufer zugelassenen Einrichtungen und juristische Personen im Sinne von Artikel 4 § 2 sind verpflichtet, auf Ersuchen der im ersten Paragraphen genannten Personen alle verlangten Unterlagen und Schriftstücke zur Verfügung zu stellen, und mündlich oder schriftlich alle Auskünfte in Bezug auf die Durchführung ihrer Verpflichtungen aufgrund dieses Zusammenarbeitsabkommens zu erteilen.

Werden diese Unterlagen und Korrespondenz anhand eines EDV-Systems bearbeitet, erstellt, geliefert, empfangen oder gespeichert, dann haben die im ersten Paragraphen genannten Personen das Recht, sich die auf EDV-Datenträgern gespeicherten Angaben in lesbarer und verständlicher Form zur Einsicht vorlegen zu lassen. Die im ersten Absatz genannten Personen können ebenfalls verlangen, dass die vorstehend genannte Person anhand ihrer eigenen EDV-Ausrüstung Kopien der gesamten oder eines Teils der oben erwähnten Daten in der erwünschten Form anfertigt, oder diese Daten so bearbeitet, dass sie eine Kontrolle der Einhaltung der sich aus dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen ergebenden Verpflichtungen ermöglichen.

§ 3 - Alle Verpackungsverantwortlichen, Verkäufer oder zugelassenen Einrichtungen sind verpflichtet, jederzeit und ohne Voranmeldung freien Zugang zu den Räumlichkeiten zu gewähren, wo sie ihre Aktivität ausüben, um den im ersten Paragraphen genannten Personen die Möglichkeit zu geben, die Einhaltung der Verpflichtungen aus diesem Zusammenarbeitsabkommen zu kontrollieren.

Gelten insbesondere als Räumlichkeiten, wo Aktivitäten ausgeübt werden: Büroräume, Fabriken, Werkstätten, Magazine, Garagen und Gelände, das als Fabrik, Werkstätte oder Lagerplatz dient.

Abschnitt 2 — Suspendierung und Einzug der Zulassung

Art. 30 - Sollte die zugelassene Einrichtung einer ihrer Verpflichtungen gemäß Artikel 12, 13 und 4 nicht nachkommen, so kann die Interregionale Verpackungskommission der zugelassenen Einrichtung per Einschreiben eine Verwarnung erteilen. Diese Verwarnung nennt ausdrücklich die Verpflichtungen, denen die zugelassene Einrichtung nicht nachgekommen ist, die speziellen Maßnahmen, welche die zugelassene Einrichtung zu ergreifen hat, und die Frist innerhalb der diese zu erfolgen haben.

Die Interregionale Verpackungskommission hört die zugelassene Einrichtung an, wenn diese darum ersucht. Vor der Anhörung teilt die zugelassene Einrichtung der Interregionalen Verpackungskommission schriftlich alle Argumente mit, die sie für ihre Verteidigung als nützlich erachtet. Die Bitte um Anhörung hat für das Verfahren keine aufschiebende Wirkung.

Die interregionale Verpackungskommission kann die Zulassung suspendieren, wenn die zugelassene Einrichtung:

- 1° die in der Verwarnung genannten Maßnahmen nicht oder nicht pünktlich durchführt;
- 2° die von der zugelassenen Einrichtung für die Verwertung und die stoffliche Verwertung zu erreichenden Quoten nicht erreicht;
- 3° ihrer Informationspflicht nicht nachkommt;
- 4° die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt;
- 5° gegen umweltrechtliche Bestimmungen verstößt.

Die Zulassung kann nur suspendiert werden, wenn die zugelassene Einrichtung zuvor von der Interregionale Verpackungskommission zu einer Anhörung eingeladen wurde.

Wenn die Interregionale Verpackungskommission die Zulassung suspendiert, bestimmt sie auch deren Dauer. Die Interregionale Verpackungskommission hebt die Suspendierung auf, wenn sie feststellt, dass die zugelassene Einrichtung die Handlungen, die zur Suspendierung geführt haben, eingestellt hat. Hat die zugelassene Stelle diese Handlungen vor Ablauf der Frist nicht eingestellt, kann die Interregionale Verpackungskommission die Zulassung einziehen, nachdem sie zuvor die Einrichtung zu einer Anhörung eingeladen hat.

Die Entscheidung, die Zulassung zu suspendieren oder einzuziehen wird vollständig im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 3 — Geldstrafen

Art. 31 - § 1 - Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können dem in Artikel 4 § 1 genannten Verpackungsverantwortlichen, der seine Verpflichtung keiner juristischen Person im Sinne von Artikel 4 § 2 anvertraut hat, und entweder keinen allgemeinen Präventionsplan gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 1 einreicht, oder, nachdem die Interregionale Verpackungskommission den allgemeinen Präventionsplan zurückgewiesen hat, nicht innerhalb der gemäß Artikel 5 § 1 Absatz 2 festgesetzten Frist einen allgemeinen Präventionsplan einreicht, der in allen Punkten die von der Interregionale Verpackungskommission geäußerten Bemerkungen berücksichtigt, eine Geldstrafe auferlegen. Die Geldstrafe beträgt 2.500 Euro.

Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können der juristischen Person im Sinne von Artikel 4 § 2 die entweder keinen allgemeinen Präventionsplan gemäß Artikel § 1 § 1 Absatz 1 einreicht oder, nachdem die Interregionale Verpackungskommission den allgemeinen Präventionsplan zurückgewiesen hat, nicht innerhalb der gemäß Artikel 4 Absatz 2 festgesetzten Frist einen allgemeinen Präventionsplan einreicht, der in allen Punkten die von der Interregionale Verpackungskommission geäußerten Bemerkungen berücksichtigt, eine Geldstrafe auferlegen. Die Geldstrafe beträgt 2.500 Euro für jeden Verpackungsverantwortlichen, der dieser juristischen Person seine Verpflichtung übertragen hat. Der Gesamtbetrag der Geldstrafe darf jedoch 25.000 Euro nicht überschreiten.

§ 2 - Wenn ein Verpackungsverantwortlicher oder eine zugelassene Einrichtung die gemäß Artikel 6 § 2 oder 12 zu erzielenden, in Tonnen pro Jahr ausgedrückten Quoten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist erreicht, können die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission eine Geldstrafe auferlegen. Die Geldstrafe beträgt:

1° 500 Euro für jede angefangene Tonne Verpackungsabfall, die nicht innerhalb der vorgesehenen Frist verwertet oder mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen verbrannt wurde, und

2° 1.000 Euro für jede angefangene Tonne Verpackungsabfall, die nicht innerhalb der vorgesehenen Frist stofflich verwertet wurde.

Der Gesamtbetrag der Geldstrafe darf jedoch 25.000 Euro nicht überschreiten.

Die Geldstrafe wird auf Grundlage der bei der Interregionalen Verpackungskommission verfügbaren Daten berechnet.

§ 3 - Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können der zugelassenen Einrichtung, die eine Verwarnung im Sinne von Artikel 30 Absatz 1 erhalten hat und die in der Verwarnung genannten Maßnahmen nicht fristgerecht durchführt, eine Geldstrafe auferlegen. Die Geldstrafe beträgt 500 Euro pro Tag, mit dem die Maßnahmen in Verzug sind, und zwar ab dem Tag nach Erhalt der Verwarnung, es sei denn, in der Verwarnung selbst ist ein späteres Datum vorgesehen.

Der Gesamtbetrag der Geldstrafe darf jedoch 10.000 Euro nicht überschreiten.

§ 4 - Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können eine Geldstrafe verhängen gegen:

- 1° den Verkäufer oder industriellen Auspacker, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 17 nicht nachkommt;
- 2° den Verpackungsverantwortlichen, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 18 nicht nachkommt;
- 3° den Verkäufer, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 22 nicht nachkommt.

Die Geldstrafe beträgt 500 Euro.

§ 5 - Bei Zusammentreffen von mehreren Verstößen wird nur die höchste Geldstrafe verhängt.

Wird innerhalb von drei Jahren nach einer strafrechtlichen Verurteilung wegen einer der Delikte gemäß Artikel 32 oder Verhängen einer Geldstrafe erneut eine Übertretung begangen, werden die in diesem Artikel genannten Beträge verdoppelt.

Abschnitt 4 — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 32 - § 1 - Der Verpackungsverantwortliche, der seine Verpflichtungen nicht gemäß Artikel 4 § 2 einer juristischen Person anvertraut hat, und die Vorschriften von Artikel 4 nicht einhält, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu zwei Monaten und einer Geldbuße von fünfhundert bis zu fünfzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Die juristische Person im Sinne von Artikel 4 § 2 die sich nicht an die Vorschriften von Artikel 4 hält, wird mit einer Geldstrafe von fünfhundert bis zu fünftausend Euro bestraft.

§ 2 - Der Verpackungsverantwortliche, der seine Verpflichtungen nicht gemäß Artikel 7 § 1 einer juristischen Person anvertraut hat, und der Rücknahmepflicht laut Artikel 6 nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldbuße von tausend bis zu zwei Millionen Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Die juristische Person gemäß Artikel 7 § 1 Absatz 1 die der Rücknahmepflicht von Artikel 6 nicht nachkommt, wird mit einer Geldstrafe von tausend bis zu zwei Millionen Euro bestraft.

§ 3 - Der Verpackungsverantwortliche, der der Mitteilungspflicht gemäß Artikel 7 § 1 Absatz 2 und 3 nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldbuße von hundert bis zu fünftausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

§ 4 - Der Verpackungsverantwortliche, der seine Verpflichtungen nicht gemäß Artikel 18 § 2 einer juristischen Person anvertraut hat, und der Mitteilungspflicht von Artikel 18 § 1 nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldbuße von hundert bis zu fünftausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Die juristische Person gemäß Artikel 18 § 1, die der Mitteilungspflicht von Artikel 18 § 1 nicht nachkommt, wird mit einer Geldstrafe von hundert bis zu fünftausend Euro bestraft.

Der Verpackungsverantwortliche, der seine Verpflichtung nicht gemäß Artikel 4 § 2 einer juristischen Person anvertraut hat, und der Mitteilungspflicht von Artikel 18 § 4 nicht selbst nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldbuße von hundert bis zu fünftausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Die juristische Person gemäß Artikel 4 § 2 die der Mitteilungspflicht von Artikel 18 § 4 nicht nachkommt, wird mit einer Geldstrafe von hundert bis zu fünftausend Euro bestraft.

§ 5 - Die zugelassene Einrichtung, die gegen die Vorschriften von Artikel 12 von Artikel 13 § 1 oder von Artikel 14 verstößt, wird mit einer Geldbuße von tausend bis zu zwei Millionen Euro bestraft.

§ 6 - Die zugelassene Einrichtung, die der Mitteilungspflicht von Artikel 18 § 3 oder Artikel 19 nicht nachkommt, wird mit einer Geldstrafe von hundert bis zu fünfhunderttausend Euro bestraft.

§ 7 - Jeder, der auf irgendeine Weise die Kontrolle der Einhaltung dieses Zusammenarbeitsabkommen absichtlich verhindert oder zu verhindern versucht, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr bestraft und mit einer Geldbuße von hundert bis zu einer Million Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Abschnitt 5 — Verfahren

Art. 33 - § 1 - Das in diesem Artikel beschriebene Verfahren gilt nur, wenn Artikel 31 dieses Zusammenarbeitsabkommens für einen in Artikel 32 als Straftat beschriebenen Tatbestand auch die Möglichkeit einer Geldstrafe vorsieht.

§ 2 - Wurde die Straftat von einem Mitglied des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission festgestellt, beurteilt dieser Protokollant, ob der Tatbestand seiner Meinung nach schwerwiegend genug ist, um eine strafrechtliche Verfolgung verantworten zu können. Ist dies seiner Meinung nach der Fall, schickt er das Protokoll an den Prokurator des Königs. Eine Abschrift schickt er an den Zuwiderhandelnden.

Ist der Protokollant der Ansicht, dass der Tatbestand eine strafrechtliche Verfolgung nicht rechtfertigt, schickt er seine Beurteilung zusammen mit einer Abschrift des Kontrollberichts an den Prokurator des Königs, der diese Beurteilung billigt oder ablehnt. Die Ablehnung des Prokurators des Königs hat zur Folge, dass das Protokoll sofort an den Prokurators des Königs weitergeleitet werden muss und eine Abschrift davon an den Zuwiderhandelnden.

Hat der Prokurator des Königs seine Entscheidung über die Beurteilung des Protokollanten diesem nicht innerhalb von 10 Werktagen mitgeteilt, wird davon ausgegangen, dass die Beurteilung gebilligt ist. In diesem Fall schickt der Protokollant das Protokoll weiter an die von dem Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission hierfür bezeichneten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission, anschließend wird nach Artikel 34 verfahren. Eine Abschrift des Protokolls schickt er an den Zuwiderhandelnden.

§ 3 - Gehört der Protokollant nicht zur Interregionale Verpackungskommission, schickt er eine Abschrift des Protokolls an den Zuwiderhandelnden und informiert entsprechend die Interregionale Verpackungskommission.

§ 4 - Der Prokurator des Königs verfügt über eine Frist von sechs Monaten ab dem Tag nach dem Erhalt des Protokolls, um dem Ständigen Sekretariat der Interregionalen Verpackungskommission schriftlich mitzuteilen, dass er eine strafrechtliche Verfolgung einleiten will, oder dass er die Anwendung von Artikel 216bis oder Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuchs wünscht.

§ 5 - Die Mitteilung der Prokurators des Königs innerhalb der Frist von sechs Monaten, dass er die strafrechtliche Verfolgung einleiten will, oder dass er die Anwendung von Artikel 216bis oder Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuchs wünscht, schließt das Auferlegen einer Geldstrafe gemäß Artikel 31 aus.

§ 6 - Teilt der Prokurator des Königs schriftlich mit, dass er keine strafrechtliche Verfolgung einleiten will, und dass er Artikel 216bis oder Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuchs nicht zur Anwendung bringen will, können die von dem Entscheidungsorgan der Interregionale Verpackungskommission hierfür bezeichneten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission eine Geldstrafe gemäß Artikel 31 und 34 verhängen. Dies gilt auch, wenn der Prokurator des Königs seine Entscheidung nicht innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag nach dem Erhalt des Protokolls schriftlich mitgeteilt hat.

§ 7 - § 4, § 5 und § 6 dieses Artikels kommen nicht zur Anwendung, wenn das Strafverfahren von einer Zivilpartei ausgelöst wurde. Wenn der Prokurator des Königs eine Geldstrafe für angemessener hält, teilt er dies der Interregionalen Verpackungskommission schriftlich mit. Anschließend wird nach Artikel 34 verfahren.

§ 8 - Die Strafverfolgung wird auf jeden Fall mit der Entscheidung, eine Geldstrafe gemäß Artikel 34 zu verhängen, hinfällig. Ist durch ein Strafgericht wegen der Straftat ein rechtskräftiges Urteil ergangen, kann keine Verwaltungsanktion mehr verhängt werden.

Art. 34 - § 1 - Die hierzu von dem Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission ernannten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission können für die in Artikel 31 genannten Verstöße eine Geldstrafe verhängen.

Bevor sie die Entscheidung treffen, eine Geldstrafe zu verhängen, fordern sie den Zuwiderhandelnden auf, innerhalb einer von ihnen gesetzten Frist, seine Verteidigungsmittel vorzubringen. Wenn der Zuwiderhandelnde darum ersucht, wird er von ihnen innerhalb der oben genannten Frist angehört.

§ 2 - Die hierzu von dem Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission ernannten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission nehmen die Auferlegung der Geldstrafe innerhalb einer Frist von sechs Monaten vor, die mit dem Aufstellen des Protokolls beginnt. Im Fall von Artikel 33 § 6 und § 7 beginnt diese Frist erst an dem Tag nach dem Erhalt der schriftlichen Mitteilung des Prokurators des Königs oder nach Verstreichen der in Artikel 33 § 6 genannten Frist von sechs Monaten.

§ 3 - Die hierzu von dem Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission ernannten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission begründen ihre Entscheidung, eine Geldstrafe aufzuerlegen. Sie setzen den genauen Betrag der Geldstrafe fest.

§ 4 - Die Interregionale Verpackungskommission setzt die bestrafte Person per Einschreiben mit der Post von der Entscheidung in Kenntnis oder teilt die Entscheidung per Gerichtsvollzieherurkunde mit, und zwar innerhalb einer Frist von einem Monat nach Fällen der Entscheidung, ansonsten verfällt die Geldstrafe.

§ 5 - Wurde dem Prokurator des Königs ein Protokoll zugeschickt wie auch in dem Fall von Artikel 33 § 7 dieses Zusammenarbeitsabkommens, schickt die Interregionale Verpackungskommission eine Abschrift der Entscheidung an den Prokurator des Königs.

§ 6 - Die Geldstrafe muss innerhalb einer Frist von drei Monaten bezahlt werden, beginnend mit dem Tag nach der Zustellung der Entscheidung.

Sie kann durch Einzahlung oder Überweisung auf das Konto der Interregionalen Verpackungskommission bezahlt werden. Die Entscheidung enthält ausdrücklich die Angabe dieser Kontonummer und das anzuführende Zahlungsmotiv.

§ 7 - Die die bestrafte Person, die die Entscheidung, die durch von dem Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission ernannten Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission ergangen ist, anfechtet, kann gegen die Entscheidung, eine Geldstrafe zu verhängen, beim Gericht Erster Instanz Einspruch erheben. Der Einspruch wird auf Grundlage von Artikel 1034*bis* und folgende des Gerichtsgesetzbuches durch kontradiktorischen Antrag anhängig gemacht. Territorial ist das Gericht Brüssel zuständig. Die Frist für das Einlegen des Einspruchs beträgt drei Monate ab der Zustellung oder Mitteilung der Entscheidung. Diese Frist muss eingehalten werden, damit der Einspruch nicht verfällt. Bei diesem Einspruch tritt die Interregionale Verpackungskommission als Beklagte auf.

Der Einspruch setzt die Entscheidung nicht aus. Bei Einspruch wird die bezahlte Geldstrafe von der Interregionalen Verpackungskommission bis zur endgültigen Entscheidung bei der Depositenkasse hinterlegt. Das Gericht Erster Instanz in Brüssel ist jedoch befugt, die Vollstreckung der Entscheidung, eine Geldstrafe zu verhängen, gegen die Einspruch erhoben wurde, zu unterbrechen, wenn die Vollstreckung für den Betroffenen schwerwiegende Folgen haben kann.

Das Gericht Erster Instanz in Brüssel ist befugt, die Geldstrafe auf das gesetzliche Minimum herabzusetzen, wenn mildernde Umstände vorliegen. Das Gericht Erster Instanz in Brüssel ist zudem befugt, die Vollstreckung von Strafen auszusetzen, wenn hierfür die erforderlichen Umstände vorliegen.

§ 8 - Bei Ausbleiben der Bezahlung der Geldstrafe innerhalb von drei Monaten nach Mitteilung, schickt die Interregionale Verpackungskommission die Entscheidung an die Dienststelle, die sich bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen mit der Beitreibung von anderen als Steuerschulden befasst, mit dem Ersuchen um Beitreibung.

§ 9 - Die Geldstrafe kommt der Interregionalen Verpackungskommission zu.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 35 - Zur Schlichtung von Streitfällen in Bezug auf die Auslegung und Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens wird eine Gerichtsstelle für Zusammenarbeit eingerichtet, die sich aus einem Vertreter für jede Region zusammensetzt. Diese Vertreter werden von ihrer jeweiligen Regierung ernannt.

Die Betriebs- und Verwaltungskosten dieser Gerichtsstelle werden von den Regionalregierungen getragen unter Anwendung des in Artikel 16*bis*, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen genannten Verteilungsschlüssels.

Das von dieser Gerichtsstelle angewendete Verfahren erfolgt gemäß den einschlägigen Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Januar 1989 über das in den Artikeln 92*bis*, §§ 5 und 6 und 94 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnte Rechtsprechungsorgan.

Art. 36 - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 1996 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 37 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Jeder allgemeine Präventionsplan im Sinne von Artikel 4 der gebilligt wurde und zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des jetzigen Zusammenarbeitsabkommens durchgeführt wird, behält für die vorgesehene Dauer seine Gültigkeit.

Alle Zulassungen von Einrichtungen im Sinne von Artikel 10, die vor dem Inkrafttreten des jetzigen Zusammenarbeitsabkommens erteilt wurden und nicht mit den Bestimmungen des jetzigen Zusammenarbeitsabkommens in Einklang stehen, werden gemäß Artikel 26 § 1 4° angepasst, und zwar spätestens sechs Monaten nach Inkrafttreten laut Absatz 1 dieses Artikels.

Brüssel, den 4. November 2008

Der Ministerpräsident der Flämischen Region,
K. PEETERS

Die Flämische Ministerin für Öffentliche Arbeiten, Energie, Umwelt und Natur,
Frau H. CREVITS

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung,
R. DEMOTTE

Der Wallonische Minister für Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Umwelt und Tourismus,
B. LUTGEN

Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,
Ch. PICQUE

Die Brüsseler Ministerin für Umwelt, Energie, Wasser und Tourismus,
Frau E. HUYTEBROECK

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4663

[2008/204543]

5 DECEMBER 2008. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, gevoegd als bijlage bij dit besluit.

Art. 3. De bedragen bedoeld in artikel 13, § 1, 12°, van het bovenvermeld samenwerkingsakkoord worden, wat het Waalse Gewest betreft, uitsluitend bestemd voor het begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, namelijk het "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer), opgericht binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

De regels voor de bestemming van die bedragen voor algemene opdrachten, die betrekking hebben op het beheer van verpakkingsafval, worden jaarlijks door de Regering vastgelegd voor het volgende boekjaar.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 876 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 december 2008.

Bespreking - Stemmingen.

4 NOVEMBER 2008

Samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en van 16 juli 1993, en in het bijzonder artikel 6, § 1, II, 2^o en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen, alsook de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

Overwegende dat onderhavig samenwerkingsakkoord het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval vervangt, met name om te beantwoorden aan de eisen van Richtlijn 2004/12/EG, namelijk een uitdieping van de definitie van de term "verpakking", alsook een verhoging van de doelstellingen van recyclage en nuttige toepassing van verpakkingsafval;

Overwegende dat verpakkingsafval een belangrijk deel uitmaakt van de afvalstoffen die ontstaan op het Belgische grondgebied en dat het van essentieel belang is dat allen die bij de productie, het gebruik, de invoer en de distributie van verpakte goederen betrokken zijn, er meer van bewust worden in welke mate verpakkingen afval worden en dat zij volgens het beginsel "de vervuiler betaalt" de verantwoordelijkheid voor dergelijk afval aanvaarden;

Overwegende dat de persoon of personen van privaatrecht aan wie de verpakkingsverantwoordelijken voor huishoudelijk verpakkingsafval de uitvoering van hun terugnameplicht toevertrouwen, een taak als openbare dienst vervult/vervullen onder toezicht van het openbaar gezag;

Overwegende dat het beheer van verpakkingsafval overeenkomstig het afvalstoffenbeleid van de Europese Unie en van de Gewesten als eerste prioriteit de preventie van verpakkingsafval omvat en als verdere grondbeginselen het hergebruik van verpakkingen, de recyclage en andere vormen van nuttige toepassing van verpakkingsafval, en daardoor de vermindering van de definitieve verwijdering van dergelijk afval;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en het Vlaamse en Waalse Gewest gezamenlijk maatregelen te nemen betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval teneinde, enerzijds, de milieueffecten van dergelijk afval te voorkomen of te verminderen, zodat een hoog niveau van milieubescherming wordt bereikt, zonder dat, anderzijds, de Belgische economische unie en monetaire eenheid wordt verstoord;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om op het hele Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen,

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Dit samenwerkingsakkoord is gedeeltelijk een omzetting van de Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval, zoals gewijzigd door de Richtlijn 2004/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004.

Dit samenwerkingsakkoord is gedeeltelijk een omzetting van de Richtlijn 2006/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2006 betreffende afvalstoffen.

§ 2. Dit samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest.

Behoudens andersluidende bepalingen doet dit samenwerkingsakkoord geen afbreuk aan de geldende gewestelijke wetgeving betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen.

Dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de gemeenten of de agglomeraties inzake volksgezondheid en de veiligheid op de openbare weg.

Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op de verwijdering en de verwerking van verpakkingsafval van zowel huishoudelijke oorsprong als van bedrijfsmatige oorsprong, zonder hierbij evenwel afbreuk te doen aan de mogelijkheid voor de gemeenten en de Brusselse agglomeratie om in het kader van hun bevoegdheden aanvullende reglementeringen betreffende de inzameling van verpakkingsafval uit te vaardigen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1^o "Verpakking" : alle producten, vervaardigd van materiaal van welke aard ook, die kunnen worden gebruikt voor het insluiten, beschermen, verladen, afleveren en aanbieden van goederen, van grondstoffen tot afgewerkte producten, over het gehele traject van producent tot gebruiker of consument. Ook wegwerpartikelen die voor dit doel worden gebruikt, worden als verpakkingsmateriaal beschouwd.

Verpakking omvat uitsluitend :

- a) verkoop- of primaire verpakking;
- b) verzamel- of secundaire verpakking;
- c) verzend- of tertiaire verpakking.

De definitie van "verpakking" is verder gebaseerd op de onderstaande criteria :

i) Artikelen worden als verpakking beschouwd indien zij aan de bovenstaande definitie voldoen, ongeacht andere functies die de verpakking ook kan vervullen, tenzij het artikel integraal deel uitmaakt van een product en het nodig is om dat product tijdens zijn levensduur te bevatten, te ondersteunen of te bewaren en alle elementen bedoeld zijn om samen gebruikt, verbruikt of verwijderd te worden.

ii) Artikelen die ontworpen en bedoeld zijn om op het verkooppunt te worden gevuld alsmede wegwerpartikelen die in gevulde toestand worden verkocht of die ontworpen en bedoeld zijn om op het verkooppunt te worden gevuld, worden als verpakking beschouwd, mits zij een verpakkingsfunctie hebben.

iii) De componenten van een verpakking en de bijbehorende in de verpakking verwerkte elementen worden beschouwd als deel van de verpakking waarin ze verwerkt zijn. De bijbehorende elementen die aan een product hangen of bevestigd zijn en die een verpakkingsfunctie hebben, worden als verpakking beschouwd, tenzij zij integraal deel uitmaken van dit product en alle elementen bedoeld zijn om samen verbruikt of verwijderd te worden;

2^o "Verkoop- of primaire verpakking" : alle verpakking die aldus is ontworpen dat zij voor de eindgebruiker of consument op het verkooppunt één verkoopeenheid vormt;

3^o "Verzamel- of secundaire verpakking" : alle verpakking die aldus is ontworpen dat zij op het verkooppunt een verzameling van een aantal verkoopeenheden vormt, ongeacht of deze als dusdanig aan de eindgebruiker of de consument wordt verkocht, dan wel alleen dient om de rekken op het verkooppunt bij te vullen; deze verpakking kan van het product worden verwijderd zonder dat dit de kenmerken ervan beïnvloedt;

4^o "Verzend- of tertiaire verpakking" : alle verpakking die zo is ontworpen dat het verladen en het vervoer van een aantal verkoopeenheden of verzamelverpakkingen, wordt vergemakkelijkt om fysieke schade door verlading of transport te voorkomen. Weg-, spoor-, scheeps- of vliegtuigcontainers worden niet als verzendverpakking beschouwd;

5° "Serviceverpakking" : elke primaire, secundaire of tertiaire verpakking die gebruikt wordt op het punt van terbeschikkingstelling aan de consument van goederen of diensten, alsook elke verpakking die van dezelfde aard is en die op eenzelfde manier gebruikt wordt;

6° "Verpakkingsafval" : alle verpakking of verpakkingsmateriaal waarop, volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest, de definitie van afvalstoffen van toepassing is, met uitzondering van productiereststoffen;

7° "Verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong" : verpakkingsafval afkomstig van de normale werking van huishoudens en verpakkingsafval dat hiermee volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest gelijkgesteld of vergelijkbaar is;

8° "Verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong" : verpakkingsafval dat niet kan beschouwd worden als verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong;

9° "Herbruikbare verpakking" : iedere verpakking die bestemd en ontworpen is om binnen haar levensduur een minimum aantal omlopen te maken, opnieuw wordt gevuld, of gebruikt voor hetzelfde doel als waarvoor zij is ontworpen, al dan niet met gebruik te maken van op de markt verkrijgbare producten met behulp waarvan de verpakking bijgevuld kan worden; dergelijke hergebruikte verpakking wordt verpakkingsafval wanneer zij niet langer hergebruikt wordt;

10° "Eenmalige verpakking" : iedere verpakking die geen herbruikbare verpakking is als bedoeld sub 9°;

11° "Verpakkingsmateriaal" : enkelvoudig of samengesteld materiaal van natuurlijke of kunstmatige herkomst, waaruit een verpakking is samengesteld;

12° "Preventie" : de vermindering van de hoeveelheid en van de schadelijkheid voor het milieu van :

a) materialen en stoffen gebruikt in verpakking en verpakkingsafval,

b) verpakking en verpakkingsafval op het niveau van het productieproces en in de fase van het in de handel brengen, de distributie, het gebruik, de nuttige toepassing en de verwijdering, in het bijzonder door de ontwikkeling van niet vervuilende producten en technieken;

13° "Nuttige toepassing" : elke handeling waarop, volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest, de definitie van nuttige toepassing van toepassing is;

14° "Terugwinning van energie" : het gebruik van brandbaar verpakkingsafval om energie op te wekken door directe verbranding met of zonder andere afvalstoffen, maar met terugwinning van warmte;

15° "Recyclage" : het in een productieproces opnieuw verwerken van afvalmaterialen voor het oorspronkelijke doel of voor andere doeleinden, met inbegrip van organische recyclage maar uitgezonderd terugwinning van energie;

16° "Organische recyclage" : aërobe behandeling (compostering), of anaërobe behandeling (biomethaanvorming), via micro-organismen en onder gecontroleerde omstandigheden van biologisch afbreekbare bestanddelen van verpakkingsafval, waarbij gestabiliseerde organische reststoffen of methaan tot stand komen. Storten wordt niet als organische recyclage beschouwd;

17° "Verwijdering" : elke handeling waarop, volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest, de definitie van verwijdering van toepassing is;

18° "Inzameling" : het ophalen, het sorteren of het samenvoegen van afvalstoffen;

19° "Terugnameplicht" : de aan de verpakkingsverantwoordelijke opgelegde verplichting om, in het licht van de doelstellingen en de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, de quota's voor nuttige toepassing en recyclage zoals bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3 van dit samenwerkingsakkoord te bereiken;

20° "Verpakkingsverantwoordelijke" :

a) elke persoon die producten die verpakken in België of ze zelf heeft verpakt met het oog op of naar aanleiding van het op de Belgische markt brengen ervan;

b) in het geval de producten die in België op de markt zijn gebracht, niet in België werden verpakt, elke persoon die de verpakte producten heeft laten invoeren of die ze zelf heeft ingevoerd en die deze goederen niet zelf ontpakt of verbruikt;

c) voor wat betreft verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong van producten die niet vallen onder a) of b), elke persoon die de verpakte producten op het Belgisch grondgebied ontpakt of verbruikt en die daardoor verantwoordelijk wordt geacht voor het verpakkingsafval dat ontstaat;

d) voor wat betreft serviceverpakkingen, in afwijking van het voorgaande, elke persoon die deze serviceverpakkingen in België produceert met het oog op het op de Belgische markt brengen ervan, alsook elke persoon, wanneer de serviceverpakkingen niet in België worden geproduceerd, die ze in België heeft ingevoerd met het oog op het op de Belgische markt brengen ervan, of elke persoon die de serviceverpakkingen invoert en ze zelf in België op de markt brengt, weze hij een kleinhandelaar of niet;

21° "Verkoper" : elke persoon die, met het oog op de verkoop, verpakte goederen aanbiedt aan de consument in België;

22° "Kleinhandelaar" : de natuurlijke of rechtspersoon die in het openbaar producten en goederen verkoopt op één of meerdere verkooppunten waarvan de gecumuleerde verkoops- of verbruiksoppervlakte minder is dan of gelijk is aan 200 m²;

23° "Erkend organisme" : de overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van dit samenwerkingsakkoord erkende rechtspersoon die de terugnameplicht van de verpakkingsverantwoordelijken op zich neemt;

24° "Interregionale Verpakkingscommissie" : de commissie bedoeld in artikel 23 van dit samenwerkingsakkoord en belast met sommige taken van bestuur, toezicht en advies in het kader hiervan;

25° "Bevoegde Gewestelijke administratie" : voor wat betreft het Vlaamse Gewest de Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij; voor wat betreft het Waalse Gewest, het "Office wallon des déchets du Ministère de la Région wallonne"; voor wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel - BIM;

26° "Gewestelijk afvalstoffenplan" : het plan of de plannen aangenomen overeenkomstig de gewestelijke wetgeving;

27° "Bedrijfsmatige ontpakker" : elke persoon, al dan niet verpakkingsverantwoordelijke, die een product bestemd voor een bedrijfsmatige activiteit van zijn verpakking ontdoet en daardoor houder wordt van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong.

Art. 3. § 1. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op alle verpakkingsafval van verzend-, verzamel- en verkoopverpakkingen, en heeft, binnen zijn grenzen en modaliteiten, de volgende doelstellingen :

1° het voorkomen en het verminderen van de productie of van de schadelijkheid van verpakkingsafval;

2° het waarborgen dat het aandeel van de herbruikbare verpakkingen voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, niet vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar en het waarborgen dat het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar;

3° het bevorderen van het hergebruik en het bevorderen en opleggen van de nuttige toepassing, in het bijzonder de recyclage, alsook het verminderen van het aandeel verpakkingsafval in de niet-selectieve inzameling;

4° het opleggen aan de verpakingsverantwoordelijken, door het instellen van een terugnameplicht, om de totale en reële kosten te dragen van de inzameling, nuttige toepassing en verwijdering van verpakkingsafval en, voor wat betreft het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, om bij te dragen aan de hieraan verbonden kosten, zoals bepaald in het artikel 13, § 1, 12°;

5° het opleggen en het organiseren van een informatieverplichting in hoofde van de verpakingsverantwoordelijken en andere personen betrokken bij de productie, het in de handel brengen van verpakte goederen of het terugnemen van verpakkingsafval.

§ 2. De minimale globale percentages uitgedrukt in gewichtspercentage ten opzichte van het totale gewicht van de in België op de markt gebrachte eenmalige verpakkingen zijn, voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong :

- vanaf het kalenderjaar 2009 :
 - recyclage : 80 %;
 - nuttige toepassing, vermeerderd met "verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties" : 90 %.

De minimale globale percentages uitgedrukt in gewichtspercentage ten opzichte van het totale gewicht van de in België op de markt gebrachte eenmalige verpakkingen zijn, voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong :

- vanaf het kalenderjaar 2009 :
 - recyclage : 75 %;
 - nuttige toepassing, vermeerderd met "verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties" : 80 %;
- vanaf het kalenderjaar 2010 :
 - recyclage : 80 %;
 - nuttige toepassing, vermeerderd met "verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties" : 85 %.

De hierboven vermelde percentages worden berekend volgens de modaliteiten bepaald door de Interregionale Verpakkingscommissie overeenkomstig het Europees recht. Zij moeten worden behaald voor het volledige Belgische grondgebied.

§ 3. Vanaf het kalenderjaar volgend op de inwerkingtreding van huidig samenwerkingsakkoord moeten tevens voor de verschillende verpakkingsmaterialen de volgende minimale recyclagepercentages voor het volledige Belgische grondgebied worden behaald :

- 60 % in gewicht voor glas;
- 60 % in gewicht voor papier/karton;
- 60 % in gewicht voor drankkartons;
- 50 % in gewicht voor metalen;
- 30 % in gewicht voor kunststoffen, waarbij uitsluitend materiaal wordt meegeteld dat tot kunststoffen wordt gerecycleerd;
- 15 % in gewicht voor hout.

De hierboven te behalen recyclagepercentages worden berekend volgens de modaliteiten bepaald door de Interregionale Verpakkingscommissie overeenkomstig het Europees recht. Zij moeten worden behaald voor het volledige Belgische grondgebied.

HOOFDSTUK II. — *Algemeen preventieplan*

Art. 4. § 1. Elke persoon die per jaar verpakingsverantwoordelijke is voor minstens 300 ton eenmalige verpakkingen, en elke persoon die per jaar verpakingsverantwoordelijke is in de zin van artikel 2, 20°, a) is voor minstens 100 ton eenmalige verpakkingen, is gehouden om elke drie jaar en dit tegen 30 juni een algemeen preventieplan voor te leggen aan de Interregionale Verpakkingscommissie.

Om te bepalen voor hoeveel verpakkingen men jaarlijks verantwoordelijk is, wordt door de Interregionale Verpakkingscommissie voor elk algemeen preventieplan het referentiejaar bepaald en bekendgemaakt.

Onverminderd de inhoud van het actieplan bedoeld in artikel 22, bevat het algemeen preventieplan de door de verpakingsverantwoordelijke in het afgelopen jaar verwezenlijkte preventiemaatregelen, alsook de maatregelen in uitvoering en de voor de duur van het preventieplan voorziene maatregelen inzake preventie overeenkomstig de Gewestelijke afvalstoffenplannen. Het beschrijft, voor de verpakkingen waarvoor het bedrijf verpakingsverantwoordelijke is, minstens de voorziene maatregelen en de becijferde doelstellingen betreffende de vermindering van de hoeveelheid verpakkingsafval die zal gecreëerd worden en de vermindering van de schadelijkheid voor mens en milieu van dit verpakkingsafval, alsook, voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, betreffende de hoeveelheid verpakkingsafval dat niet selectief wordt ingezameld en waarvan de beheerskosten niet ten laste van de verpakingsverantwoordelijken zijn.

De verpakingsverantwoordelijken kunnen in hun algemeen preventieplan onderscheid maken tussen de voorziene maatregelen en becijferde doelstellingen die betrekking hebben op verpakkingsafval waarvoor zij verpakingsverantwoordelijke zijn in de zin van artikel 2, 20°, a), deze die betrekking hebben op verpakkingsafval waarvoor zij verpakingsverantwoordelijke zijn in de zin van artikel 2, 20°, b), deze die betrekking hebben op verpakkingsafval waarvoor zij verpakingsverantwoordelijke zijn in de zin van artikel 2, 20°, c) en deze die betrekking hebben op verpakkingsafval waarvoor zij verpakingsverantwoordelijke zijn in de zin van artikel 2, 20°, d).

§ 2. Per sector van economische activiteit kan de verpakingsverantwoordelijke zoals bedoeld in § 1 bij overeenkomst de verplichtingen die voortvloeien uit dit artikel, toevertrouwen aan een derde rechtspersoon, die zich voor deze verplichting in de plaats stelt van de verpakingsverantwoordelijke. De rechtspersoon gaat in op elke vraag tot informatie vanwege de Interregionale Verpakkingscommissie.

De verpakingsverantwoordelijke maakt zijn intentie om deze verantwoordelijkheid over te dragen aan de rechtspersoon aan deze rechtspersoon kenbaar, ten laatste twaalf maanden vóór de uiterste datum voor indiening van het preventieplan. De rechtspersoon brengt binnen de twee maanden de geïnteresseerde verpakingsverantwoordelijken en de Interregionale Verpakingscommissie in kennis van zijn voornemen om al dan niet een preventieplan in de zin van deze paragraaf in te dienen.

Het preventieplan ingediend door de rechtspersoon hierboven beschreven, dient te voldoen aan de leidraad die de Interregionale Verpakingscommissie aan de rechtspersoon bezorgt. De Interregionale Verpakingscommissie kan tevens de sectoren en subsectoren aangeven, waaromtrent het preventieplan bepalingen dient te bevatten.

§ 3. De Interregionale Verpakingscommissie organiseert, binnen de grenzen van de Gewestelijke bevoegdheden en in overleg met de Gewesten en het bedrijfsleven, de nodige acties ter bevordering van en tot sensibilisering op het vlak van de preventie bij de bedrijven, teneinde het beleid en de genomen maatregelen inzake preventie te versterken.

Art. 5. § 1. De Interregionale Verpakingscommissie evalueert elk algemeen preventieplan, en geeft haar goedkeuring of weigering.

In geval van weigering moet het niet goedgekeurde preventieplan opnieuw worden ingediend binnen de termijn bepaald door de Interregionale Verpakingscommissie, rekening houdend met de door de Interregionale Verpakingscommissie geformuleerde opmerkingen.

§ 2. Elk algemeen preventieplan wordt beoordeeld in het licht van de algemene vereisten, bepaald en ter kennis gebracht door de Interregionale Verpakingscommissie door middel van gestandaardiseerde formulieren. Deze vereisten houden voor elke verpakingsverantwoordelijke die gehouden is tot het indienen van een algemeen preventieplan, rekening met de aangetoonde preventiemaatregelen uit het verleden, met de naar redelijkheid aanvaardbare beperkende omstandigheden en met de omstandigheid dat het bedrijf voor de betrokken verpakkingen verpakingsverantwoordelijke is in de zin van artikel 2, 20°, a), b), c) of d). De algemene vereisten hebben de vermindering van de hoeveelheid verpakingsafval die zal gecreëerd worden, en de vermindering van de schadelijkheid voor mens en milieu van dit verpakingsafval als globale doelstellingen.

HOOFDSTUK III. — *Het beheer van verpakingsafval*

Afdeling 1. — Terugnameplicht van de verpakingsverantwoordelijken

Art. 6. Elke verpakingsverantwoordelijke die jaarlijks minstens 300 kg verpakkingen op de markt brengt, is onderworpen aan de terugnameplicht.

In de mate dat de verpakingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 20°, a), b) of d), worden de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3 uitgedrukt in gewichtspercentages ten opzichte van het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen die door de verpakingsverantwoordelijke gedurende het kalenderjaar in de handel werden gebracht.

In de mate dat de verpakingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 20°, c), worden de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3 uitgedrukt in gewichtspercentages ten opzichte van het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen die afkomstig zijn van de door de verpakingsverantwoordelijke in het kalenderjaar ontpakte of verbruikte goederen, die niet verpakt werden door een persoon bedoeld in artikel 2, 20°, a) of d) en die niet ingevoerd werden door een persoon bedoeld in artikel 2, 20°, b) of d).

Art. 7. § 1. De verpakingsverantwoordelijke kan voor de uitvoering van artikel 6 zelf zijn plicht vervullen of, in voorkomend geval, een overeenkomst afsluiten met een rechtspersoon van publiek- of privaatrecht voor wat betreft de gehele of gedeeltelijke uitvoering van zijn terugnameplicht.

In dit geval is hij verplicht om aan de Interregionale Verpakingscommissie mee te delen op welke wijze hij zijn terugnameplicht vervult of op welke wijze de derde persoon met wie hij een overeenkomst heeft gesloten, de realisatie van zijn individuele terugnameplicht mogelijk maakt.

Deze informatie wordt jaarlijks vóór 31 maart toegestuurd. In voorkomend geval, wordt elke verandering in de gebruikte werkwijze vermeld.

Voor wat betreft het verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong doet de uitvoering van de terugnameplicht zoals bedoeld in lid 1 geen afbreuk aan de bevoegdheden van de rechtspersoon van publiekrecht die verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen op de openbare weg.

§ 2. De Interregionale Verpakingscommissie evalueert en geeft, in voorkomend geval, haar goedkeuring of weigering aan de wijze waarop de verpakingsverantwoordelijke, zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, zijn terugnameplicht naleeft. Zij kan steeds bijkomende informatie opvragen.

Art. 8. Onverminderd de toepassing van de andere bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, kan elke verpakingsverantwoordelijke die niet individueel aan de terugnameplicht overeenkomstig artikel 7 wenst te voldoen, een erkend organisme als bedoeld in artikel 10 gelasten met de uitvoering van zijn terugnameplicht.

De Interregionale Verpakingscommissie kan op niet discriminerende wijze aan bepaalde verpakingsverantwoordelijken, en onder meer aan kleinhandelaars, toestaan zich te laten vertegenwoordigen bij het erkende organisme. De Interregionale Verpakingscommissie kan de voorwaarden van deze vertegenwoordiging bepalen.

De verpakingsverantwoordelijke wordt geacht te voldoen aan de terugnameplicht indien hij, rechtstreeks of door middel van een natuurlijke of rechtspersoon die gemachtigd is hem te vertegenwoordigen, een overeenkomst gesloten heeft met het erkend organisme, voor zover dat laatste voldoet aan de verplichtingen die worden opgelegd krachtens artikel 12, 2° of, indien het niet voldoet aan de verplichtingen, voor zover er sprake is van aantoonbare overmacht in hoofde van de verpakingsverantwoordelijke.

Afdeling 2. — De erkende organismen

Subafdeling 1. — Erkenning van een organisme

Art. 9. De erkenning van een organisme dat door verpakingsverantwoordelijken kan worden gelast om hun verplichtingen voortvloeiend uit artikel 6 te vervullen, kan alleen worden toegekend aan een rechtspersoon die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel conform de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° als uitsluitend statutair doel hebben het voor rekening van de leden ten laste nemen van de terugnameplicht krachtens artikel 6 van dit akkoord;

3° de beheerders of de personen die de vereniging kunnen verbinden, dienen hun burgerlijke en politieke rechten te bezitten;

4° de beheerders of de personen die de vereniging kunnen verbinden, mogen niet veroordeeld zijn voor een inbreuk op de milieuwetgeving van de Gewesten of van een lidstaat van de Europese Unie;

5° over de nodige middelen beschikken om de terugnameplicht te vervullen.

Art. 10. § 1. De aanvraag tot het bekomen van een erkenning moet per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in 10 exemplaren worden ingediend bij de Interregionale Verpakkingscommissie.

§ 2. De aanvraag bevat volgende informatie :

1° kopie van de statuten zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een financieel plan en een begroting voor de duur van de erkenning, waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen :

— de schatting van de opbrengsten van de recyclagestromen;

— de wijze waarop de bijdragen worden berekend en geëvalueerd, de hoogte van de bijdragen die de reële kosten dekken van de verplichtingen van het organisme dat de erkenning aanvraagt, alsmede per materiaal, de wijze waarop de inning gebeurt;

— de voorwaarden en de modaliteiten om de bijdragen te herzien in functie van de wijziging van de verplichtingen die in toepassing van dit samenwerkingsakkoord ten laste van het erkende organisme gelegd worden;

— de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het systeem, onder meer door de samenstelling van eventuele reserves;

— de schatting van de uitgaven;

— de financiering van de eventuele verliezen;

3° het geografisch gebied dat zal bestreken worden;

4° de aard van de afvalstoffen;

5° een ontwerp van modelcontract dat door het erkende organisme met de verpakkingsverantwoordelijken moet afgesloten worden om de terugnameplicht op zich te nemen;

6° indien de erkenning betrekking heeft op verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong :

- een modelcontract in overeenstemming met de Gewestelijke afvalstoffenplannen dat moet afgesloten worden met de rechtspersonen van publiekrecht die, voor wat hun grondgebied betreft, verantwoordelijk zijn voor de inzameling van de huishoudelijke afvalstoffen. Dit modelcontract moet bepalen :

- de modaliteiten voor de inzameling van verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong en voor het ten laste nemen van de totaliteit van de ingezamelde verpakkingsafvalstoffen;

- de minimale technische voorwaarden per materiaal of per afvalstoffensoort voor de sortering, de planning en de organisatie van de afvoer evenals de verkoop van de gesorteerde materialen, hetzij door de desbetreffende rechtspersoon van publiekrecht, hetzij door het erkende organisme;

- de voorwaarden en de modaliteiten voor de vergoeding van de reële en volledige kostprijs, met inbegrip van de algemene kosten, van de handelingen uitgevoerd door of in opdracht van de rechtsperso(en) van publiekrecht, met inbegrip van de terugwinning van energie en de verwijdering van de reststoffen van deze handelingen;

- de regelen en de modaliteiten voor de vergoeding van de kosten van communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakkingsafvalstoffen;

- de wijze waarop het organisme tewerkstelling wil garanderen en ontwikkelen in de verenigingen of vennootschappen met een sociaal oogmerk die overeenkomstig hun maatschappelijk doel actief zijn in de inzameling, de sortering, de recyclage en de nuttige toepassing van verpakkingsafval, zonder afbreuk te doen aan artikel 1, § 2, 3e alinea;

- de wijze waarop de markten van selectieve inzameling, sortering en recyclage worden georganiseerd;

- een inschatting voor de duur van de erkenning van de gemiddelde kostprijs per ton van de niet-selectieve inzameling en van de verbranding met terugwinning van energie;

- desgevallend, wanneer het erkende organisme voorstelt om overeenkomsten met de Gewesten af te sluiten overeenkomstig artikel 13, § 1, 12°, laatste alinea, de ontwerpen van overeenkomst en hun respectievelijk budget;

7° indien de erkenning betrekking heeft op verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong :

- een studie met betrekking tot de technische middelen en infrastructuur die toelaten om elk jaar van de duur van de gevraagde erkenning de percentages te bereiken die in dit akkoord voorzien zijn;

- een afdoende beschrijving van de wijze waarop het organisme zich voornemt tussen te komen in de kosten van selectieve inzameling, recyclage, nuttige toepassing en "verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties" van de bedrijfsmatige ontpakkers;

- een afdoende beschrijving van de wijze waarop het organisme zich voornemt een maximaal aantal bedrijfsmatige ontpakkers aan te sporen tot selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing;

- een plan van aanpak voor de verpakkingsafvalproblematiek van de kleine bedrijven, met name de K.M.O.'s en de kleinhandelaars;

- een afdoende beschrijving van de wijze waarop het organisme zich voornemt om de vrije markt van selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing zo min mogelijk te verstoren;

- een afdoende beschrijving van de wijze waarop het organisme verificerbaarheid en controleerbaarheid van het gerecycleerde en nuttig toegepaste verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong zal garanderen;

- het ontwerp van de contracten die het organisme wenst af te sluiten met de publieke en private operatoren, met het oog op het vervullen van de terugnameplicht.

§ 3. De Interregionale Verpakkingscommissie beslist binnen de zes maanden na ontvangst van de aanvraag. Binnen de drie maanden na ontvangst spreekt de Interregionale Verpakkingscommissie zich uit over de ontvankelijkheid van de aanvraag en, indien de aanvraag ontvankelijk is, over de volledigheid ervan.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, indien het niet alle punten vermeld in § 2 bevat of indien de Interregionale Verpakkingscommissie bijkomende informatie vraagt, wordt deze termijn geschorst tot op het ogenblik dat, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, het dossier vervolledigd wordt of de gevraagde informatie verstrekt wordt.

§ 4. De erkenning bepaalt de voorwaarden waaraan het organisme moet voldoen.

De erkenning geldt voor een termijn van maximum vijf jaar. Elke erkenningsbeslissing die een kortere termijn dan vijf jaar voorziet, dient gemotiveerd te zijn. Elke definitieve beslissing inzake de erkenning wordt integraal gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De erkenning kent slechts een aanvang indien de voorwaarde bepaald in artikel 12, 3° vervuld is.

Subafdeling 2. — Financiële zekerheden te stellen door de erkende organismen voor wat betreft verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong

Art. 11. § 1. De Interregionale Verpakkingscommissie stelt in de erkenning van het erkende organisme voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong de hoogte van de financiële zekerheden vast, die overeenstemmen met de geschatte kosten voor het ten laste nemen van de terugnameplicht door de rechtspersonen van publiekrecht gedurende een periode van negen maanden.

§ 2. Iedere financiële zekerheid moet binnen een termijn van zestig werkdagen na het sluiten van de overeenkomst bedoeld in artikel 13, § 2, te worden gesteld bij de Interregionale Verpakkingscommissie ten voordele van elke rechtspersoon van publiekrecht die voor wat zijn grondgebied betreft verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen. Voor elk van de rechtspersonen van publiekrecht wordt een rekening geopend op naam van de Interregionale Verpakkingscommissie.

De financiële zekerheid kan gesteld worden door middel van een storting op de rekening van de Deposito- en Consignatiekas of door een bankgarantie. In beide gevallen bepaalt het erkende organisme dat de financiële zekerheid voor het geheel of een deel opeisbaar is bij eenvoudig en gemotiveerd verzoek door de Interregionale Verpakkingscommissie in geval van niet uitvoering van de verplichtingen.

Ingeval de financiële zekerheid bestaat uit een bankgarantie, moet deze zijn uitgegeven door een kredietinstelling die erkend is hetzij door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, hetzij door een overheid van een lidstaat van de Europese Unie die gemachtigd is kredietinstellingen te controleren.

§ 3. Bij gedeeltelijke of gehele niet-uitvoering van de verplichtingen ten laste van het erkende organisme kan zowel op eigen initiatief of naar aanleiding van een administratieve sanctie de Interregionale Verpakkingscommissie de vrijgave vragen van het geheel of een gedeelte van de financiële zekerheid tot vergoeding van de kosten door de rechtspersonen van publiekrecht gemaakt voor de uitvoering van de verplichtingen die ten laste vallen van het erkende organisme.

Alvorens de vrijgave te vragen van het geheel of een gedeelte van de financiële zekerheid, geeft de Interregionale Verpakkingscommissie bij een ter post aangetekende brief het erkende organisme een waarschuwing. De waarschuwing vermeldt uitdrukkelijk de verplichtingen die het erkende organisme niet heeft nagekomen, de specifieke maatregelen die het erkende organisme dient te nemen, en de termijn waarbinnen dit moet gebeuren. Deze termijn bedraagt ten minste 15 kalenderdagen.

De Interregionale Verpakkingscommissie hoort het erkende organisme indien dit hierom vraagt. Het erkende organisme maakt aan de Interregionale Verpakkingscommissie, voorafgaandelijk aan de hoorzitting, schriftelijk alle argumenten over die het nuttig acht voor zijn verdediging. De vraag om gehoord te worden, schorst de procedure niet.

§ 4. De financiële zekerheid wordt teruggegeven :

1° wanneer bij het verstrijken van de erkenning de hernieuwing niet is aangevraagd door het erkende organisme;

2° en wanneer de Interregionale Verpakkingscommissie heeft vastgesteld dat alle verplichtingen werden vervuld door het erkende organisme.

Subafdeling 3. — Verplichtingen ten laste van de erkende organismen

Art. 12. Het erkende organisme is gehouden tot :

1° het voldoen aan de voorwaarden van de erkenning;

2° het bereiken voor het geheel van de verpakkingsverantwoordelijken die met hem een overeenkomst hebben gesloten, van de percentages voorzien in artikel 3, §§ 2 en 3;

3° het sluiten van een verzekeringscontract tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien;

4° het innen van de bijdrage van de contractanten, op niet discriminerende wijze, teneinde de reële en volledige kosten van de verplichtingen die hem ten laste vallen overeenkomstig het huidig akkoord, te dekken;

5° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Verpakkingscommissie van de balansen en de resultatenrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het volgend jaar, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgescreven door de Interregionale Verpakkingscommissie;

6° het aanpassen van de modelovereenkomsten opgenomen in de erkenningsaanvraag aan de voorwaarden van de verleende erkenning binnen de termijnen gesteld in de erkenning;

7° het bevorderen van de selectieve inzameling van verpakkingsafval.

Art. 13. § 1. Indien de terugnameplicht betrekking heeft op verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, vervult het erkende organisme een taak van openbare dienst en moet het, naast de in artikel 12 voorziene verplichtingen ook :

1° op een homogene wijze het gehele Belgische grondgebied bestrijken waar de verpakkingsverantwoordelijken hun producten in de handel brengen, op een wijze dat de inzameling, de nuttige toepassing en de verwijdering van de teruggenomen afvalstoffen gewaarborgd is, of, in voorkomend geval, het bewijs leveren van een overeenkomst dienaangaande met derden;

2° jaarlijks op een homogene wijze de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3 van dit akkoord bereiken;

3° in elk Gewest een gelijkwaardig percentage van de bevolking bedienen;

4° de bijdrage van de contractanten berekenen per verpakkingsmateriaal in verhouding tot :

- de reële en volledige kosten verbonden aan elk materiaal;
- de opbrengsten van de verkoop van de ingezamelde en gesorteerde materialen;
- de mate waarin elk materiaal bijdraagt aan het behalen van de doelstellingen van de terugnameplicht;

en dit met het oog op de financiering van de reële en volledige kostprijs van :

- de bestaande en nog te verwezenlijken selectieve inzamelingen volgens de modaliteiten bepaald door de rechtspersoon van publiekrecht die voor zijn grondgebied verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;
- de selectieve inzameling van een stroom verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong door een gewestelijke instantie;
- de recyclage en de nuttige toepassing, met inbegrip van het eventuele ketendeficit;
- de operationele informatie en de sensibilisatie betreffende deze inzamelingen bij het publiek;
- de sortering van het ingezamelde verpakkingsafval;
- de verwijdering van de reststoffen van de sortering, de recyclage en de nuttige toepassing van het verpakkingsafval;

en teneinde bij te dragen tot het beleid van de Gewesten overeenkomstig 12°.

5° tewerkstelling garanderen en ontwikkelen in de verenigingen of vennootschappen met een sociaal oogmerk die overeenkomstig hun maatschappelijk doel actief zijn in de inzameling, de sortering, de recyclage en de nuttige toepassing van verpakkingsafval, zonder afbreuk te doen aan artikel 1, § 2, 3e alinea;

6° zich aanpassen aan de modaliteiten van inzameling bepaald door de rechtspersonen van publiekrecht voor hun grondgebied verantwoordelijk voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;

7° een overeenkomst sluiten met elke publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal bevoegd is voor huishoudelijke afvalstoffen, overeenkomstig het modelcontract goedgekeurd door de Interregionale Verpakkingscommissie in het kader van de erkenningsprocedure bepaald in artikel 10;

8° een overeenkomst sluiten met elke gewestelijke instantie die zelf instaat voor de selectieve inzameling van een stroom verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, volgens de voorwaarden bepaald door de Interregionale Verpakkingscommissie in het kader van de erkenning voorzien in artikel 10;

9° een financiële zekerheid stellen binnen de zestig werkdagen na het sluiten van de overeenkomst bedoeld sub 7°;

10° zich ertoe verbinden een contract, conform artikel 10, § 2, 5°, af te sluiten met elke verpakkingsverantwoordelijke onderworpen aan de terugnameplicht die hierom verzoekt;

11° waken over de kwaliteit van de ingezamelde en gesorteerde hoeveelheden, teneinde de recyclage te vergemakkelijken;

12° bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

De bijdrage is uitgedrukt als 50 eurocent per inwoner per jaar, waarbij het aantal inwoners bepaald wordt door de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari.

Het bedrag van 50 eurocent per inwoner wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen, met als basisindex het gemiddelde van de indexcijfers der consumptieprijzen van de maanden januari tot en met december 2008, basis 2004.

Het geïndexeerde bedrag wordt afgerond op de hogere of lagere eurocent, al naar gelang het cijfer van de tienden eurocent al dan niet de 5 bereikt. De Interregionale Verpakkingscommissie publiceert in het *Belgisch Staatsblad* het bedrag van de bijdrage, zoals aangepast overeenkomstig deze bepaling.

Het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van verpakkingsafval kan ondermeer betrekking hebben op :

- de preventie van verpakkingsafval;
- de strijd tegen de aanwezigheid van verpakkingen in het zwerfvuil;
- "Research & Development" om de kwaliteit van de verpakkingen en met name hun recycleerbaarheid te verbeteren;
- de verbetering van de resultaten en/of de kwaliteit van de selectieve inzamelingen;
- de niet-selectieve inzameling en verwerking van verpakkingsafval.

Het globale bedrag van de financiering wordt tussen de Gewesten toegewezen volgens de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari van het jaar waarbinnen de aangifteperiode valt.

Het Gewest bepaalt de concrete bestemming van de bijdrage, na overleg met het erkende organisme voor huishoudelijk verpakkingsafval.

Desgevallend kan de bijdrage aan de financiering van de Gewesten in uitvoering worden gebracht door een overeenkomst tussen het Gewest en het erkende organisme. Deze overeenkomst zal in overeenstemming zijn met het kader dat wordt opgenomen in de erkenning voorzien in artikel 10, alsook, in voorkomend geval, met de gewestelijke wetgeving die op de materie van toepassing is.

13° de verifieerbaarheid en controleerbaarheid van de recyclage en de nuttige toepassing van het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong te garanderen, alsook de milieu- en sociale omstandigheden waarin de recyclage en de nuttige toepassing plaatsvinden.

§ 2. Binnen de tien dagen na het aangaan van een overeenkomst bedoeld in § 1, 7°, zendt het erkende organisme hiervan een integrale kopie aan de bevoegde Gewestelijke administratie en aan de Interregionale Verpakkingscommissie.

§ 3. Bij gebreke aan een akkoord tussen het erkende organisme en de publiekrechtelijke rechtspersoon betreffende het sluiten en het uitvoeren van een overeenkomst zoals bedoeld in § 1, verzoeken de betrokken partijen om een bemiddeling door de bevoegde Gewestelijke administratie. Bij deze bemiddeling wordt een waarnemer uitgenodigd van de Interregionale Verpakkingscommissie. Bij een definitieve mislukking van de bemiddeling stelt de bevoegde Gewestelijke administratie de betrokken Gewestregering hiervan in kennis.

Art. 14. Indien de terugnameplicht betrekking heeft op verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, dient het erkende organisme, naast de in artikel 12 voorziene verplichtingen, ook :

1° op een homogene wijze het gehele Belgische grondgebied te bestrijken waar de verpakkingsverantwoordelijken hun producten in de handel brengen, op een wijze dat de inzameling, de recyclage en nuttige toepassing van het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, met het oog op het vervullen van de terugnameplicht, gewaarborgd is;

2° jaarlijks, tijdens de duur van de erkenning, op een homogene wijze de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3 van dit akkoord te bereiken;

3° de bijdrage van de contractanten op niet discriminerende wijze te berekenen per verpakkingsmateriaal, daarbij tevens rekening houdend met de kosten die elke bedrijfsmatige ontpakker van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong maakt met het oog op het behalen van de percentages van de terugnameplicht en in het bijzonder de recyclagepercentages;

4° bijzondere acties te voorzien ten voordele van de kleinere bedrijfsmatige ontpakkers, zijnde de ontpakkers die minder dan 50 werknemers hebben en de kleinhandelaars, teneinde de preventie en nuttige toepassing van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong te bevorderen en de kosten voor het beheer ervan te verminderen. De Interregionale Verpakkingscommissie bepaalt in de erkenning van het organisme zondig bijkomende voorwaarden om de toepassing van deze bepaling te verzekeren;

5° de vrije markt van selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing zo min mogelijk verstoren en de gelijkheid respecteren tussen de private of publieke operatoren die instaan voor de inzameling, sortering, recyclage en nuttige toepassing van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong;

6° zich ertoe verbinden een contract, conform artikel 10, § 2, 5°, af te sluiten met elke verpakkingsverantwoordelijke onderworpen aan de terugnameplicht die hierom verzoekt;

7° een maximaal aantal bedrijfsmatige ontpakkers aansporen tot selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing door middel van forfaitaire financiële tussenkomsten in de kosten van selectieve containers; dit zijn containers die voor een wezenlijk deel bestemd zijn voor de inzameling van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong en die geen verontreinigingen bevatten die recyclage of nuttige toepassing kunnen verhinderen; de Interregionale Verpakkingscommissie bepaalt in de erkenning van het organisme het minimum gehalte aan verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong van de containers bestemd voor de inzameling van bedrijfsafval;

8° de ontwikkeling toelaten van de tewerkstelling in de verenigingen en vennootschappen met sociaal oogmerk die, in overeenstemming met hun maatschappelijk doel, actief zijn op het vlak van de inzameling, de sortering, de recyclage en de nuttige toepassing van verpakkingsafval;

9° de verificerbaarheid en controleerbaarheid van de recyclage en de nuttige toepassing van het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong te garanderen, alsook de milieu- en sociale omstandigheden waarin de recyclage en de nuttige toepassing plaatsvindt.

Subafdeling 4. — Controle op de erkende organismen

Art. 15. De Interregionale Verpakkingscommissie kan de bedrijfsrevisoren van het erkende organisme ondervragen met het oog op het verkrijgen van elke informatie die zij wenst. De Interregionale Verpakkingscommissie kan de boekhouding laten nazien door een bedrijfsrevisor of externe accountant die zij aanstelt. Indien het erkende organisme geen bedrijfsrevisoren heeft aangeduid, wordt deze opdracht uitgevoerd op kosten van het erkende organisme.

Art. 16. De regering van elk gewest kan bij het erkend organisme voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong een gevolmachtigde, alsook zijn vervanger, aanduiden en deze aanduiding terug intrekken; de gevolmachtigde wordt belast met de controle op de taak als openbare dienst en op de verplichtingen opgelegd door dit akkoord.

De gevolmachtigden worden, op hun verzoek, gehoord door de Raad van Bestuur van het erkend organisme. Zij kunnen op elk ogenblik de bedrijfsrevisor ondervragen en kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het erkend organisme. Zij kunnen van de bestuurders en de personeelsleden van het erkend organisme alle toelichting en elke informatie verzoeken en overgaan tot elk onderzoek dat hen noodzakelijk lijkt bij de uitoefening van hun mandaat.

De gevolmachtigde brengt verslag uit aan het Gewest.

Afdeling 3. — Verplichtingen ten laste van de verkopers en de verbruikers

Art. 17. § 1. Elke verkoper van verpakte huishoudelijke goederen, met uitzondering van de kleinhandelaar, is op zijn verantwoordelijkheid verplicht om in de hiertoe voorziene recipiënten alle verzend- en verzamelverpakkingen in ontvangst te nemen die door de consument worden teruggebracht of achtergelaten, voorzover deze verpakkingen afkomstig zijn van de producten die hij verhandeld heeft.

§ 2. Voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong en indien de verpakkingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 20°, a) of b), moet de bedrijfsmatige ontpakker van de verpakte goederen :

- ofwel het verpakkingsafval ter beschikking stellen van de verpakkingsverantwoordelijke of aan de persoon hiertoe aangeduid overeenkomstig artikel 7, die hiertoe de vraag stelt,
- ofwel, indien hij niet op de vraag van de verpakkingsverantwoordelijke of van het erkende organisme in de zin van artikel 8 ingaat, zelf het verpakkingsafval recycleren, nuttig toepassen of verbranden met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties, met het oog op het bereiken van minstens de doelstellingen van de terugnameplicht, en hiervan het bewijs leveren aan de verpakkingsverantwoordelijke, hetzij rechtstreeks, hetzij via de verkoper van de verpakte goederen.

HOOFDSTUK IV. — Informatieplicht

Art. 18. § 1. De verpakkingsverantwoordelijke die onderworpen is aan de terugnameplicht, is gehouden om jaarlijks uiterlijk tegen 31 maart de volgende gegevens, respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar per verpakkingsoort mee te delen aan de Interregionale Verpakkingscommissie aan de hand van een formulier waarvan het model is vastgesteld door deze laatste :

1° de totale hoeveelheid in de handel gebrachte verzend-, verzamel- en verkoopverpakkingen, uitgedrukt in kilogram, volume en aantal eenheden, en onderverdeeld in eenmalige verpakkingen en herbruikbare verpakkingen;

2° de samenstelling van elk type van verpakking met vermelding van de gebruikte materialen, en minstens de aanwezigheid van de zware metalen en gerecycleerde materialen, uitgedrukt in gewichtspercentage;

3° de totale hoeveelheid van verpakkingsafval, opgedeeld per materiaal, dat wordt ingezameld, gerecycleerd, nuttig toegepast, verbrand met of zonder terugwinning van energie en gestort;

4° de totale hoeveelheid, in gewicht en volume, opgedeeld per materiaal van de verpakking, van de in eenmalige verpakkingen in de handel gebrachte goederen;

5° de totale hoeveelheid, in gewicht, opgedeeld per materiaal van de verpakking en per soort goederen, van de in herbruikbare verpakkingen in de handel gebrachte goederen;

6° de totale hoeveelheid van verpakkingen, opgedeeld per materiaal, beschouwd als gevaarlijk om reden van de verontreiniging door de producten die deze bevatten.

§ 2. Per sector van economische activiteit kan elke verpakkingsverantwoordelijke de informatieverplichtingen die voortvloeien uit § 1 van dit artikel, bij overeenkomst toevertrouwen aan een rechtspersoon. De Interregionale Verpakkingscommissie kan de voorwaarden van deze delegatie bepalen.

§ 3. Ingeval de verpakkingsverantwoordelijke een erkend organisme gelast met de uitvoering van zijn terugnameplicht, maakt het erkende organisme minstens de gegevens vereist in § 1, 1°, 3°, 4° en 5° van dit artikel, voor elk van zijn contractanten, over aan de Interregionale Verpakkingscommissie. Het erkende organisme kan de gegevens vereist in § 1, 3° van dit artikel geglobaliseerd overmaken voor het geheel van zijn contractanten.

§ 4. De verpakkingsverantwoordelijke of de rechtspersoon die namens hem optreedt, is gehouden om op de 2e en de 3e verjaardag van de uiterste termijn gesteld voor het indienen van het algemeen preventieplan, zoals bedoeld in Hoofdstuk II van dit samenwerkingsakkoord, een evaluatie van de uitvoering van dit preventieplan aan de Interregionale Verpakkingscommissie mee te delen aan de hand van een formulier waarvan het model is vastgesteld door deze laatste.

De Interregionale Verpakkingscommissie beoordeelt deze evaluatie en vraagt desgevallend een bijsturing.

§ 5. Voor wat betreft het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong zijn de rechtspersonen van publiekrecht die voor hun grondgebied verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen, gehouden om jaarlijks voor 31 mei aan de Interregionale Verpakkingscommissie de door deze laatste gevraagde informatie betreffende de inzameling en verwerking van verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong en betreffende hun diverse contractuele afspraken met het erkende organisme mee te delen. De Interregionale Verpakkingscommissie stelt een formulier op voor het vervullen van deze informatieplicht dat schriftelijk of elektronisch wordt bezorgd. De Interregionale Verpakkingscommissie zal aan de rechtspersonen van publiekrecht slechts de gegevens opvragen, waarover zij nog niet beschikt of niet over zou kunnen beschikken door middel van een eenvoudige vraagstelling aan de bevoegde Gewestelijke administraties.

Art. 19. Elk erkend organisme is gehouden om jaarlijks vóór 31 maart de volgende gegevens, respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar, mee te delen aan de Interregionale Verpakkingscommissie :

1° de volledige lijst van verpakkingsverantwoordelijken die in toepassing van artikel 8 een overeenkomst gesloten hebben met het erkende organisme;

2° per categorie van verpakkingsafval en per materiaal waaruit deze afvalstoffen zijn samengesteld, het totale gewicht dat in de handel werd gebracht door de contractanten, de percentages van inzameling, recyclage, nuttige toepassing en verwijdering;

3° de financiële middelen die ter beschikking gesteld worden door elke verpakkingsverantwoordelijke die in toepassing van artikel 8 een overeenkomst heeft afgesloten met het erkende organisme;

4° de financiële gegevens die gebruikt worden bij de berekening van de bijdragen.

Art. 20. § 1. Met uitzondering van de communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakkingsafval, zoals voorzien in de artikelen 10, § 2, 6° en 13, § 1, 4° en 7°, worden alle door het erkende organisme voorgenomen acties betreffende de informatie en de sensibilisering van de consument en betreffende publiciteit voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan de Interregionale Verpakkingscommissie. De Interregionale Verpakkingscommissie geeft in haar advies aan of de voorgenomen acties in overeenstemming zijn met de doelstellingen en de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en met de doelstellingen van het afvalstoffenbeleid van de Gewesten.

§ 2. Het erkende organisme kan in geen geval commercieel sponsor zijn, waarbij als "commerciële sponsoring" wordt beschouwd de sponsoring die hoofdzakelijk tot doel heeft de naambekendheid van het erkende organisme te vergroten. Sponsoring die hoofdzakelijk de vervulling van het statutair doel van het erkende organisme tot doel heeft, wordt niet beschouwd als "commerciële sponsoring".

Art. 21. Het aanbrengen van een logo of een tekst die de vervulling van de verplichtingen van het huidig samenwerkingsakkoord symboliseert, wordt door het erkende organisme, of door de verpakkingsverantwoordelijke indien de uitvoering van de terugnameplicht niet wordt toevertrouwd aan een erkend organisme, voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan de Interregionale Verpakkingscommissie. De Interregionale Verpakkingscommissie geeft in haar advies aan of het ontwerp van logo of tekst in overeenstemming is met de doelstellingen en de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en met de doelstellingen van het afvalstoffenbeleid van de Gewesten.

Art. 22. De verkoper, met uitzondering van de kleinhandelaar, is gehouden om elke drie jaar en op het tijdstip voorzien in artikel 4, § 1 voor de indiening van de algemene preventieplannen, aan de Interregionale Verpakkingscommissie een actieplan voor advies voor te leggen betreffende de wijze waarop hij zich voornemt te communiceren naar zijn cliënteel over :

- de bedragen die, met het oog op de financiering van de verplichtingen van dit samenwerkingsakkoord, door de verpakkingsverantwoordelijken worden besteed aan elke soort van verpakking die in de handel wordt gebracht op het verkooppunt,
- de uitvoering van artikel 17, § 1.

De Interregionale Verpakkingscommissie geeft in haar advies aan of het actieplan in overeenstemming is met de doelstellingen en de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en met de doelstellingen van het afvalstoffenbeleid van de Gewesten.

Dit actieplan kan worden overgemaakt als onderdeel van het preventieplan, zoals bepaald in artikel 4. De communicatie naar het cliënteel bevat tevens een globale boodschap betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

De verkoper kan zich voor het vervullen van deze verplichting laten vertegenwoordigen door een derde rechtspersoon.

HOOFDSTUK V. — *De Interregionale Verpakkingscommissie en de bevoegde Gewestelijke administratie**Afdeling 1. — De Interregionale Verpakkingscommissie*

Art. 23. § 1. De Gewesten bestendigen het bestaan van de Interregionale Verpakkingscommissie, opgericht door het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, als een gemeenschappelijke instelling, bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen. Zij heeft rechtspersoonlijkheid.

De Interregionale Verpakkingscommissie is samengesteld uit een Beslissingsorgaan en uit een Permanent Secretariaat, dat tot taak heeft het Beslissingsorgaan bij te staan.

Het Beslissingsorgaan is samengesteld uit negen leden. Elke Gewestregering duidt aan en trekt de aanduiding in van drie effectieve leden en drie plaatsvervangers.

Het Permanent Secretariaat is samengesteld uit ambtenaren en personeelsleden die door elke Gewestregering ter beschikking worden gesteld van de Interregionale Verpakkingscommissie voor het vervullen van de administratieve en technische opdrachten die haar toekomen.

Het Gewest kan ervoor opteren om, in plaats van personeel ter beschikking te stellen, per budgettair jaar, specifieke budgetten aan de Verpakkingscommissie toe te kennen voor de aanwerving van eigen personeel.

De toegekende specifieke budgetten dekken ook de werkingskosten van het sociale secretariaat dat door de Verpakkingscommissie met de praktische aspecten van het personeelsbeheer zal worden belast.

§ 2. De leden van het Permanent Secretariaat die ter beschikking gesteld zijn door de Gewestelijke Regeringen, blijven onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn. Het dagelijkse toezicht op de werking van de leden van het Permanent Secretariaat ligt bij de directeur, die, desgevallend, hierover verslag uitbrengt bij de administratie, door wie deze leden concreet ter beschikking werden gesteld.

§ 3. Het Permanent Secretariaat heeft een directeur en een directiecomité, waarin de 3 Gewesten vertegenwoordigd zijn. De werking van het Permanent Secretariaat wordt geregeld door een huishoudelijk reglement, dat door het Beslissingsorgaan wordt goedgekeurd. Dit huishoudelijke reglement verduidelijkt de respectievelijke bevoegdheden van de directeur en het directiecomité.

De directeur en de diensthoofden worden aangesteld door het Beslissingsorgaan.

Het dagelijks beheer van het Permanent Secretariaat is de bevoegdheid van de directeur. De diensthoofden hebben elk een inhoudelijke taakomschrijving, waarbinnen zij het beleid voorbereiden. Het directiecomité verzekert de coherentie van het beleid tussen de diensten onderling. Alle principiële beslissingen en in het bijzonder deze beslissingen die door dit samenwerkingsakkoord aan het beslissingsorgaan worden voorbehouden, worden voorafgaandelijk besproken in het directiecomité en ter goedkeuring aan het beslissingsorgaan voorgelegd.

§ 4. De directeur en de voorzitter vertegenwoordigen de Interregionale Verpakkingscommissie in gerechtszaken. Bij hoogdringendheid kan de directeur alleen handelen.

Art. 24. Het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie komt ten minste 10 maal per jaar samen, alsook op vraag van een lid. Het zetelt slechts geldig indien de drie Gewesten vertegenwoordigd zijn.

De leden van het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie duiden elk jaar en met ingang op 5 maart in hun midden een nieuwe voorzitter aan, waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen de Gewesten. Het secretariaat van het Beslissingsorgaan wordt verzekerd door het Permanent Secretariaat.

Elk advies, voorstel of beslissing van de Interregionale Verpakkingscommissie moet genomen worden bij consensus, voor zover minstens één vertegenwoordiger van elk Gewest aanwezig is.

Art. 25. Het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie maakt jaarlijks en ten laatste 6 maanden voor het begin van het begrotingsjaar een begrotingsvoorstel over aan de Gewestregeringen.

Het jaarlijks budget van de Interregionale Verpakkingscommissie wordt ter beschikking gesteld door elk Gewest overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 26. § 1. Het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie :

1° keurt de algemene preventieplannen goed en beoordeelt de evaluaties ervan;

2° keurt de wijze waarop de verpakkingsverantwoordelijke die geen erkend organisme gelast heeft met de uitvoering van zijn terugnameplicht, zijn verplichtingen vervult, goed;

3° controleert het budget van en de tarificatie toegepast door de erkende organismen;

4° verleent, controleert, schorst of trekt de erkenning van het organisme in of wijzigt op elk ogenblik, na de vertegenwoordiger van het erkende organisme te hebben gehoord, om redenen van algemeen belang, de voorwaarden voor de uitvoering van de activiteit, zoals voorzien in de erkenning;

5° bepaalt de hoogte van elke financiële zekerheid en verzoekt om de vrijmaking ervan in geval van niet uitvoering van de verplichtingen ten laste van het organisme, in overeenstemming met artikel 11 van dit samenwerkingsakkoord;

6° brengt advies uit over de door het erkende organisme voorgenomen acties betreffende de informatie en de sensibilisering van de consumenten en betreffende publiciteit, met uitzondering van de communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakkingsafval, zoals voorzien in de artikelen 10, § 2, 6° en 13, § 1, 4° en 7°;

7° brengt advies uit over het aanbrengen van een logo of tekst op de verpakkingen met de bedoeling de uitvoering van de verplichtingen van dit akkoord te verduidelijken;

8° brengt advies uit over het bericht voorzien in artikel 22;

9° bepaalt de globale referentiecijfers betreffende het gewicht van de eenmalige verpakkingen die jaarlijks in elk Gewest in de handel worden gebracht, en de specifieke referentiecijfers betreffende het gewicht van eenmalige verpakkingen die jaarlijks door de verpakkingsverantwoordelijke die een overeenkomst heeft afgesloten met een erkend organisme, in de handel worden gebracht;

10° bepaalt het organogram en de regels van interne werking van de Interregionale Verpakkingscommissie;

11° verleent de toestemming aan bepaalde groepen verpakkingsverantwoordelijken om zich te laten vertegenwoordigen bij het erkende organisme, zoals voorzien in artikel 8, en bepaalt de voorwaarden van deze vertegenwoordiging;

12° bepaalt de voorwaarden van de delegatie voorzien in artikel 18, § 2.

§ 2. De Interregionale Verpakkingscommissie verifieert :

1° hoe de verpakkingsverantwoordelijken of de erkende organismen de minimum percentages van nuttige toepassing, vermeerderd met "verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties", en recyclage bereiken;

2° de informatie die aan haar moet medegedeeld worden krachtens de artikelen 18 en 19.

§ 3. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie ondervragen de bedrijfsrevisoren van het erkende organisme of onderzoeken de rekeningen overeenkomstig artikel 15, en zijn gelast met het toezicht op de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Interregionale Verpakkingscommissie stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de Gewestregeringen.

§ 5. De Interregionale Verpakkingscommissie kan de Gewesten, wanneer zij daarom verzoeken, ondersteunen inzake de organisatie van aanvaardings- en terugnameplichten betreffende andere afvalstoffen dan verpakkingsafval.

De Interregionale Verpakkingscommissie zal, op vraag van de Gewesten, onder meer :

- de nodige nota's opmaken om te zorgen voor een interregionale benadering van de aanvaardings- of terugnameplichten voor andere afvalstromen dan verpakkingsafval;
- gezamenlijke overlegvergaderingen van de Gewesten met stakeholders organiseren betreffende deze aanvaardings- of terugnameplichten;
- overlegvergaderingen tussen de Gewesten organiseren betreffende deze aanvaardings- of terugnameplichten.

Aan de hierboven vermelde vergaderingen zal al dan niet een vertegenwoordiger van de Interregionale Verpakkingscommissie deelnemen. De Interregionale Verpakkingscommissie zal, desgevraagd, instaan voor de verslaggeving van deze vergaderingen.

Art. 27. De Interregionale Verpakkingscommissie formuleert voorstellen en/of adviezen voor de Gewestregeringen over :

1° haar interne werking, haar jaarlijkse begroting;

2° de wijziging van huidig samenwerkingsakkoord om wettelijke of feitelijke redenen;

3° de wijze waarop de inning van de bijdragen en de verdeling van de financiële middelen wordt verwezenlijkt door het erkende organisme;

4° de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing;

5° de evaluatie van het bedrag van de bijdragen die het erkende organisme vraagt aan zijn contractanten.

Afdeling 2. — De bevoegde Gewestelijke administraties

Art. 28. Elke bevoegde Gewestelijke administratie :

1° biedt haar bemiddeling aan bij gebreke aan een akkoord tussen het erkende organisme en de rechtspersoon van publiekrecht betreffende het sluiten en het uitvoeren van een overeenkomst bedoeld in artikel 13, § 1, 7°;

2° geeft advies aan de Interregionale Verpakkingscommissie over de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing, alsook inzake de verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties;

3° geeft advies aan de Interregionale Verpakkingscommissie over de conformiteit van de planning van de geografische zones die door het erkende organisme worden bestreken, met het Gewestelijk afvalstoffenplan.

HOOFDSTUK VI. — *Controle, administratieve sancties en strafbepalingen*

Afdeling 1. — Controle

Art. 29. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie, evenals de ambtenaren en personeelsleden van elke bevoegde administratie van het Gewest die zijn aangewezen door hun regering, belast met het toezicht op de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord. De Gewesten waken over de naleving door de ambtenaren en personeelsleden van de bevoegde administratie van het Gewest van de algemene controlerichtlijnen opgesteld door de Interregionale Verpakkingscommissie.

De ambtenaren van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie, evenals de ambtenaren en personeelsleden van elke bevoegde administratie van het Gewest die zijn aangeduid door hun regering, hebben het statuut van agent van gerechtelijke politie. Zij leggen in die hoedanigheid de eed af. Zij hebben de mogelijkheid zich te laten bijstaan door de gewone politie. Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. Elke verpakkingsverantwoordelijke, elke verkoper, elk erkend organisme en elke rechtspersoon in de zin van artikel 4, § 2, is gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van zijn verplichtingen krachtens dit samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden gehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf genoemde personen kunnen eveneens de hiervoor vermelde persoon verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopies te maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van dit samenwerkingsakkoord.

§ 3. Elke verpakkingsverantwoordelijke, elke verkoper of elk erkend organisme is gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar de activiteit wordt uitgeoefend, voor zover deze ruimten niet gebruikt worden voor bewoning, teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de naleving van de verplichtingen van huidig samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimten waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikt worden.

Afdeling 2. — Schorsing en intrekking van de erkenning

Art. 30. Ingeval het erkende organisme één van de verplichtingen bepaald in de artikelen 12, 13 en 14 niet nakomt, kan de Interregionale Verpakkingscommissie bij een ter post aangetekende brief het erkende organisme waarschuwen. De waarschuwing vermeldt uitdrukkelijk de verplichtingen die het erkende organisme niet heeft nagekomen, de specifieke maatregelen die het erkende organisme dient te nemen, en de redelijke termijn waarbinnen dit moet gebeuren.

De Interregionale Verpakkingscommissie hoort het erkende organisme indien dit hierom vraagt. Het erkende organisme maakt aan de Interregionale Verpakkingscommissie, voorafgaandelijk aan de hoorzitting, schriftelijk alle argumenten over die het nuttig acht voor zijn verdediging. De vraag om gehoord te worden, schorst de procedure niet.

De Interregionale Verpakkingscommissie kan overgaan tot schorsing van de erkenning indien het erkende organisme :

- 1° de maatregelen die de waarschuwing vermeldt niet of niet tijdig uitvoert;
- 2° de percentages voor recyclage en nuttige toepassing die het erkende organisme gehouden is te bereiken, niet haalt;
- 3° zijn informatieplicht niet naleeft;
- 4° niet langer aan de erkenningsvereisten voldoet;
- 5° inbreuken op de milieuwetgeving begaat.

De erkenning kan enkel geschorst worden indien het erkende organisme voorafgaandelijk door de Interregionale Verpakkingscommissie voor een hoorzitting wordt uitgenodigd.

Indien de Interregionale Verpakkingscommissie de erkenning schorst, bepaalt zij de duur van de schorsing. De Interregionale Verpakkingscommissie heft de schorsing op indien zij vaststelt dat het erkende organisme een einde heeft gesteld aan de handelingen die een aanleiding hebben gegeven tot de schorsing. Indien het erkende organisme geen einde heeft gesteld aan deze handelingen voor het eind van de schorsing, kan de Interregionale Verpakkingscommissie de erkenning intrekken, na eerst het organisme voor een hoorzitting te hebben uitgenodigd.

Beslissingen tot schorsing of intrekking van de erkenning worden integraal gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 3. — Administratieve geldboetes

Art. 31. § 1. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de verpakkingsverantwoordelijke bedoeld in artikel 4, § 1 die zijn verplichting niet heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon in de zin van artikel 4, § 2, en die hetzij geen algemeen preventieplan indient overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, hetzij, nadat de Interregionale Verpakkingscommissie het algemeen preventieplan heeft geweigerd, niet binnen de overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid bepaalde termijn een algemeen preventieplan indient dat aangepast is aan het geheel van de door de Interregionale Verpakkingscommissie gemaakte opmerkingen. De administratieve geldboete bedraagt 2.500 euro.

De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de rechtspersoon in de zin van artikel 4, § 2 die hetzij geen algemeen preventieplan indient overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, hetzij, nadat de Interregionale Verpakkingscommissie het algemeen preventieplan heeft geweigerd, niet binnen de overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid bepaalde termijn een algemeen preventieplan indient dat aangepast is aan het geheel van de door de Interregionale Verpakkingscommissie gemaakte opmerkingen. De administratieve geldboete bedraagt 2.500 euro per verpakkingsverantwoordelijke die zijn verplichting aan deze rechtspersoon heeft opgedragen. Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 25.000 euro.

§ 2. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de verpakkingsverantwoordelijke of het erkende organisme dat de vastgestelde percentages, uitgedrukt in ton per jaar, die moeten bereikt worden conform de artikelen 6 of 12, niet bereikt binnen de opgelegde termijnen. De administratieve geldboete bedraagt :

- 1° 500 euro voor elke aangevatte ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet nuttig werd toegepast of verbrand met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties, en;
- 2° 1.000 euro voor elke aangevatte ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet werd gerecycleerd.

Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 25.000 euro.

De administratieve geldboete wordt berekend op basis van de beschikbare gegevens van de Interregionale Verpakkingscommissie.

§ 3. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan het erkende organisme dat een waarschuwing heeft gekregen in de zin van artikel 30, 1e alinea, en dat de maatregelen die deze waarschuwing vermeldt niet of niet tijdig uitvoert. De administratieve geldboete bedraagt 500 euro per dag dat de maatregelen niet worden uitgevoerd, te rekenen vanaf de dag volgend op de ontvangst van de waarschuwing, behoudens indien de waarschuwing zelf een latere datum voorziet voor het kunnen ingaan van de geldboete.

Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 10.000 euro.

§ 4. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan :

- 1° de verkoper of de bedrijfsmatige ontpakker die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 17 niet nakomt;
- 2° de verpakkingsverantwoordelijke die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 18 niet nakomt;
- 3° de verkoper die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 22 niet nakomt.

De administratieve geldboete bedraagt 500 euro.

§ 5. Bij samenloop van verschillende inbreuken wordt alleen de hoogste administratieve geldboete opgelegd.

Indien er binnen de drie jaar na een strafrechtelijke veroordeling voor een van de misdrijven bepaald in artikel 32, of na het opleggen van een administratieve geldboete, een nieuwe overtreding wordt gepleegd, worden de bedragen vermeld in dit artikel verdubbeld.

Afdeling 4. — Strafbepalingen

Art. 32. § 1. De verpakkingsverantwoordelijke die zijn verplichtingen niet overeenkomstig artikel 4, § 2 heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon, en die de voorschriften van artikel 4 niet naleeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met een geldboete van vijfhonderd tot vijfduizend euro of met één van deze straffen alleen.

De rechtspersoon in de zin van artikel 4, § 2 die de voorschriften van artikel 4 niet naleeft, wordt gestraft met een geldboete van vijfhonderd tot vijfduizend euro.

§ 2. De verpakingsverantwoordelijke die zijn verplichtingen niet overeenkomstig artikel 7, § 1 heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon, en die de terugnameplicht van artikel 6 niet naleeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van duizend tot twee miljoen euro of met een van deze straffen alleen.

De rechtspersoon bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, die de terugnameplicht van artikel 6 niet naleeft, wordt gestraft met een geldboete van duizend tot twee miljoen euro.

§ 3. De verpakingsverantwoordelijke die de mededelingsplicht van artikel 7, § 1, tweede en derde lid niet naleeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van honderd tot vijfduizend euro of met een van deze straffen alleen.

§ 4. De verpakingsverantwoordelijke die zijn verplichting niet overeenkomstig artikel 18, § 2 heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon, en die de mededelingsplicht van artikel 18, § 1 niet naleeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van honderd tot vijfduizend euro of met een van deze straffen alleen.

De rechtspersoon bedoeld in artikel 18, § 2 die de mededelingsplicht van artikel 18, § 1 niet naleeft, wordt gestraft met een geldboete van honderd tot vijfduizend euro.

De verpakingsverantwoordelijke die zijn verplichting niet overeenkomstig artikel 4, § 2 heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon, en die de mededelingsplicht van artikel 18, § 4 niet zelf naleeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van honderd tot vijfduizend euro of met een van deze straffen alleen.

De rechtspersoon bedoeld in artikel 4, § 2 die de mededelingsplicht van artikel 18, § 4 niet naleeft, wordt gestraft met een geldboete van honderd tot vijfduizend euro.

§ 5. Het erkende organisme dat de voorschriften van artikel 12, van artikel 13, § 1 of van artikel 14 overtreedt, wordt gestraft met een geldboete van duizend tot twee miljoen euro.

§ 6. Het erkende organisme dat de mededelingsplicht van artikel 18, § 3 of artikel 19 niet naleeft, wordt gestraft met een geldboete van honderd tot vijfhonderdduizend euro.

§ 7. Elke persoon die op enige andere manier het toezicht op de naleving van dit samenwerkingsakkoord opzettelijk verhindert of tracht te verhinderen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van honderd tot een miljoen euro of met een van deze straffen alleen.

Afdeling 5. — Procedure

Art. 33. § 1. De in dit artikel beschreven procedure geldt indien het artikel 31 van dit samenwerkingsakkoord voor een in artikel 32 als misdrijf omschreven feit ook de mogelijkheid tot oplegging van een administratieve sanctie bepaalt.

§ 2. Wanneer het misdrijf vastgesteld wordt door een lid van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie, beoordeelt deze verbalisant of het feit naar zijn mening voldoende ernstig is om strafrechtelijke vervolging te verantwoorden. Indien dit volgens hem het geval is, stuurt hij het proces-verbaal naar de Procureur des Konings. Hij stuurt een afschrift ervan naar de overtreder.

Indien de verbalisant van oordeel is dat het feit onvoldoende is om strafrechtelijke vervolging te verantwoorden, stuurt hij zijn beoordeling, samen met een afschrift van het controleverslag, naar de Procureur des Konings, die deze beoordeling goedkeurt of afkeurt.

De afkeuring van de Procureur des Konings heeft voor gevolg dat het proces-verbaal onmiddellijk aan de Procureur des Konings moet worden bezorgd en een afschrift ervan aan de overtreder.

Wanneer na een termijn van tien werkdagen de Procureur des Konings zijn beslissing betreffende de beoordeling van de verbalisant niet aan deze laatste heeft meegedeeld, wordt de beoordeling geacht te zijn goedgekeurd. In dit geval stuurt de verbalisant het proces-verbaal naar de door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakingscommissie hiervoor aangeduide leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie, waarna de procedure van artikel 34 wordt gevolgd. Hij stuurt een afschrift van het proces-verbaal naar de overtreder.

§ 3. Indien de verbalisant geen deel uitmaakt van de Interregionale Verpakingscommissie, stuurt hij een afschrift van het proces-verbaal naar de overtreder en stelt hij de Interregionale Verpakingscommissie hiervan op de hoogte.

§ 4. De Procureur des Konings beschikt over een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de dag na de ontvangst van het proces-verbaal, om aan het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie schriftelijk mee te delen dat hij tot strafrechtelijke vervolging wenst over te gaan, of dat hij wenst toepassing te maken van artikel 216bis of artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering.

§ 5. De mededeling van de Procureur des Konings binnen de termijn van zes maanden dat hij vervolging wenst in te stellen of dat hij wenst toepassing te maken van artikel 216bis of artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering, sluit de oplegging van een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 31 uit.

§ 6. Indien de Procureur des Konings schriftelijk meedeelt dat hij geen strafvervolging wenst in te stellen en dat hij geen toepassing wenst te maken van artikel 216bis of artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering, kunnen de hiertoe door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakingscommissie aangeduide leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie wegens de inbreuk een administratieve geldboete opleggen overeenkomstig de artikelen 31 en 34. Dit geldt eveneens indien de Procureur des Konings zijn beslissing niet schriftelijk meedeelt binnen de zes maanden na de dag van ontvangst van het proces-verbaal.

§ 7. Wanneer de strafvordering door een burgerlijke partij op gang is gebracht, zijn § 4, § 5 en § 6 van dit artikel niet van toepassing. Indien de Procureur des Konings in dit geval een administratieve geldboete meer gepast acht, deelt hij dit schriftelijk mee aan de Interregionale Verpakingscommissie. De procedure van artikel 34 is vervolgens van toepassing.

§ 8. De strafvordering vervalt in elk geval vanaf de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete overeenkomstig artikel 34. Indien een strafrechtbank zich in een in kracht van gewijsde gegane uitspraak heeft uitgesproken over het misdrijf, kan geen administratieve sanctie meer opgelegd worden.

Art. 34. § 1. De hiertoe door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakingscommissie aangeduide leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie kunnen voor de in artikel 31 vermelde inbreuken een administratieve geldboete opleggen.

Alvorens een beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete te nemen, nodigen zij de overtreder uit om zijn verweermiddelen te doen kennen binnen de termijn die zij bepalen. Zij horen de overtreder indien deze binnen de voormelde termijn daarom verzoekt.

§ 2. De hiertoe door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie aangeduide leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie leggen de administratieve geldboete op binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf het opstellen van het proces-verbaal. In het geval van artikel 33, § 6 en § 7 vangt deze termijn pas aan de dag na de ontvangst van de schriftelijke mededeling van de Procureur des Konings of van het verstrijken van de in artikel 33, § 6 vermelde termijn van zes maanden.

§ 3. De hiertoe door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie aangeduide leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie motiveren hun beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete. Zij leggen het precieze bedrag van de geldboete vast.

§ 4. De Interregionale Verpakkingscommissie geeft kennis van de beslissing aan de gesanctioneerde persoon bij ter post aangetekende brief of betekent de beslissing bij deurwaardersexploot binnen een termijn van één maand na het nemen van de beslissing, op straffe van verval van de geldboete.

§ 5. Indien een proces-verbaal naar de Procureur des Konings werd gestuurd, evenals in het geval van artikel 33, § 7 van dit samenwerkingsakkoord, stuurt de Interregionale Verpakkingscommissie een afschrift van de beslissing naar de Procureur des Konings.

§ 6. De administratieve geldboete moet worden betaald binnen een termijn van drie maanden, die aanvangt de dag na de betekening of kennisgeving van de beslissing.

Zij kan worden voldaan door storting op of overschrijving naar de rekening van de Interregionale Verpakkingscommissie. De beslissing vermeldt uitdrukkelijk dit rekeningnummer en de vermelding die de betaling moet vergezellen.

§ 7. De gesanctioneerde persoon die de beslissing van de door het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie aangeduide leden van het Permanent Secretariaat betwist, kan tegen de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg. Het beroep wordt op basis van de artikelen 1034*bis* en volgenden van het Gerechtelijk Wetboek ingesteld bij verzoekschrift op tegenspraak. De rechtbank te Brussel is territoriaal bevoegd. De termijn voor het instellen van het beroep bedraagt drie maanden te rekenen vanaf de betekening of de kennisgeving van de beslissing. Deze termijn wordt voorgeschreven op straffe van verval. De Interregionale Verpakkingscommissie treedt op als verwerende partij in dit beroep.

Het beroep schorst de beslissing niet. Indien beroep wordt ingesteld, wordt de betaalde boete door de Interregionale Verpakkingscommissie geconsigneerd op de Deposito- en Consignatiekas in afwachting van de definitieve uitspraak. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is evenwel gemachtigd om de tenuitvoerlegging te schorsen van de beslissing tot het opleggen van de geldboete waartegen het beroep is gericht, indien de tenuitvoerlegging ernstige gevolgen kan hebben voor de betrokkene.

De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is gemachtigd om de administratieve geldboete te verlagen tot onder het wettelijke minimum, indien verzachtende omstandigheden voorhanden zijn. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is eveneens gemachtigd om opschorting van tenuitvoerlegging van straffen te verlenen, wanneer de hiervoor vereiste omstandigheden voorhanden zijn.

§ 8. Bij gebreke aan betaling van de administratieve geldboete binnen de drie maanden na kennisgeving, stuurt de Interregionale Verpakkingscommissie de beslissing met een verzoek tot invordering naar de dienst die binnen de Federale Overheidsdienst Financiën instaat voor de niet-fiscale invorderingen.

§ 9. De geldboete komt toe aan de Interregionale Verpakkingscommissie.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 35. Teneinde de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord te beslechten, wordt een samenwerkingsgerecht opgericht samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk Gewest, aangeduid door hun respectieve Regeringen.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke Gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure voor dit rechtscollege wordt gevolgd conform de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92*bis*, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 36. Het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt opgeheven.

Art. 37. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2009.

Elk algemeen preventieplan in de zin van artikel 4 dat werd goedgekeurd en dat in uitvoering is op het ogenblik van de inwerkingtreding van huidig samenwerkingsakkoord, blijft van toepassing voor de gestelde termijn.

Elke erkenning van een organisme in de zin van artikel 10 die werd verleend vóór de inwerkingtreding van huidig samenwerkingsakkoord en die niet in overeenstemming is met de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord, zal worden aangepast overeenkomstig het artikel 26, § 1, 4^o, en dit binnen een termijn van uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding, zoals bepaald in de eerste alinea van dit artikel.

Brussel, 4 november 2008.

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
K. PEETERS

De Vlaamse Minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,
Mevr. H. CREVITS

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. DEMOTTE

De Waalse Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Brusselse Minister van Leefmilieu, Energie, Water en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK